

Plan Local d'Urbanisme

Commune de Wailly-Beaucamp

Vu pour être annexé au PLU suite à la délibération 2022-385 en
date du 20 décembre 2022, approuvant la modification du document.
Fait à Montreuil-sur-Mer,

Modification du PLU

Le Président



Bruno COUSEIN

Dossier administratif



SOMMAIRE - Dossier administratif

Partie 1 : Lancement de la procédure

Partie 2 : Consultation des services

Partie 3 : Dossier de modification

Partie 4 : Dossier d'enquête publique

Partie 1 - Lancement de la procédure

1.1 : Arrêté de lancement

1.2 : Certificats d'affichage

1.3 : Parution



Numéro de l'acte	2022-9
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 à L.153-44, R. 104-8, R.153-20 et suivants ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;

Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1er janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;

Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Wailly-Beaucamp en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;

Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;

Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme en raison notamment de l'évolution urbaine de la commune et de la volonté de la municipalité de mener à bien sa politique urbaine, sans pour autant porter atteinte à l'économie générale du document d'urbanisme, il est envisagé, conformément aux articles L. 153-36 et suivants du code de l'urbanisme de modifier le document ;

Considérant qu'aux vues des modifications envisagées, il y a lieu d'adapter le règlement graphique (zonage) et le règlement écrit notamment :

- Adaptation des dispositions du STECAL Na afin d'y admettre l'installation d'une activité de concassage ;
- La suppression et la création d'emplacements réservés ;
- Précisions quant aux dispositions des réseaux (article 4)
- Adaptation de la règle d'implantation des constructions vis-à-vis de la voie afin de s'adapter au contexte local et précision quant au niveau bas d'une construction (article 6)
- Apport de précisions à l'article U6 et U10 quant à l'implantation et la hauteur d'antennes ;
- Précisions sur la constructibilité des zones 2AU ;
- La précision, dans les articles concernant les aspects extérieurs (11), que les tuiles à aspect vernissé sont proscrites et que les panneaux photovoltaïques devront être d'aspect mat et intégrés à la toiture ;
- De transformer des zones 1 AU aménagées en zone U ;
- modification de zonage au niveau d'une carrière ;
- Adaptation des règles régissant les clôtures (U11).

Considérant que le lancement de la procédure de modification est initié par le Président de l'EPCI au sens de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1er : En vertu du champ d'application de l'article L. 153-37 du code de l'urbanisme, une procédure de modification de droit commun du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp est engagée.

Article 2 : Avant l'ouverture de l'enquête publique, le projet de modification sera notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme. Le projet sera également notifié à Madame le maire de la commune de Wailly-Beaucamp. En outre il sera transmis pour examen à l'autorité environnementale afin de savoir s'il est soumis ou non à une évaluation environnementale.

Article 3 : Le projet de modification du plan local d'urbanisme de la ville de Wailly-Beaucamp, l'exposé des motifs, et le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées seront mis à disposition du public lors d'une enquête publique dont les modalités fixées par arrêté du Président de la CA2BM.

Article 4 : A l'issue de l'enquête publique, ce projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire, sera approuvé par délibération du conseil communautaire.

Article 5 : Conformément à l'article L. 153-20 et L. 153-21 du code de l'urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération des Deux baies en Montreuillois ainsi qu'en mairie de Wailly-Beaucamp durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département ainsi que dans le recueil des actes administratifs. Le document sera exécutoire selon procédure définie dans les articles R. 153-23 à 153-26 du code de l'urbanisme.

Article 6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 7 : Exécution du présent arrêté

Le présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer au titre du contrôle de légalité,
- Madame le maire de la commune de Wailly-Beaucamp.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 14 mars 2022,

Le Président,

Bruno COUSEIN



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220314-ARRETE2022-9-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 16/03/2022

Certificat d'affichage

Arrêté n° 2022-9

Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp

Madame le Maire de la commune de Wailly-Beaucamp certifie avoir fait affiché à partir du 18 mars 2022 pour une durée deux mois, l'arrêté n°2022-9 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp.

Pour faire valoir ce que de droit.



Le Maire

Véronique GRAILLOT

Montreuil-sur-Mer, le 17 mars 2022

Certificat d'affichage

Arrêté du Président n° 20222-09 en date du 14 mars 2022 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Le Président de la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté n°2022-09 du 14 mars 2022 portant engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp à partir du 17 mars 2022 **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Président,

Bruno COUSEIN



Remerciements

BOULOGNE-SUR-MER, WIMEREUX

Madame Jeanne GOLIOT-ROUSSEN, son épouse
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,

très touchés des marques de sympathie reçues lors du décès de

Monsieur Pierre GOLIOT

prient les personnes qui se sont associées à leur peine de bien vouloir
trouver ici, l'expression de leurs très vifs remerciements.

Pompes Funèbres BOULANGER
2 bis, rue du Lieutenant Dely - 62126 WIMILLE
☎ 03.21.83.05.12



BRÉXENT-ÉNOQC

Catherine et Gilles HOUBRE-CAILLET,
Stéphane et Pascale CAILLET-JOULIA, ses enfants
Ainsi que toute la famille,

profondément touchés des marques de sympathie que vous leur
avez témoignées lors du décès de

Madame Cécile CAILLET
née DELATTRE

remercient bien sincèrement toutes les personnes ayant assisté aux
obsèques, celles ayant offert des fleurs, ainsi que celles qui,
empêchées, leur ont exprimé leurs sentiments de condoléances.

Pompes Funèbres LOVERGNE et Fils
7, place du Général-de-Gaulle - 62630 ETAPLES-SUR-MER
☎ 03.21.84.98.54 - Fax : 03.21.84.98.56



BEAURAINVILLE

Un geste, une présence, quelques mots de soutien, des fleurs, tous ces
témoignages d'amitié en ces jours d'épreuve lors du décès de

Madame Madeleine SELLIER
née PONCHEL

nous ont apporté réconfort et encouragement.

Marie-Thérèse et Pierre GREVET-SELLIER,
Michel et Ginette SELLIER-LECERF,
Jean et Geneviève SELLIER-LECERF,
Marie-Claire et Sylvain LEULIET-SELLIER,
ses enfants
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Et toute la famille,

vous prie d'accepter leurs très sincères remerciements.

Pompes Funèbres DUVAL (successeur des PF MARTIN)
CAMPAGNE-LES-HESDIN ☎ 03.21.81.44.58
AUCHY-LES-HESDIN ☎ 03.21.04.80.92

CAMPAGNE-LES-HESDIN

Régine ROGARD,
Dolorès ROGARD,
ses filles

très touchées des nombreuses marques de sympathie que vous leur
avez témoignées lors du décès de

Madame Renée ROGARD
née BACHIMONT

vous prie de trouver l'expression de leurs très sincères
remerciements.

Pompes Funèbres DUVAL (successeur des PF MARTIN)
CAMPAGNE-LES-HESDIN ☎ 03.21.81.44.58
AUCHY-LES-HESDIN ☎ 03.21.04.80.92

ANNONCES ADMINISTRATIVES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification
et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Avis administratifs



AVIS AU PUBLIC

Le public est informé que le Président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies
en Montreuillois a décidé de retirer par arrêtés n°2022-08, 11, 10 en date du 14/03/2022 les
arrêtés n°2021-33, 34 et 37 en date du 25/02/2021 engageant respectivement les procédures
de modification du PLU de Wailly-Beaucamp, du PLUi territoire Sud Opalien et du PLU de
Maresville ;

D'engager, par arrêtés n°2022-09 et 12 en date du 14/03/2022, les procédures de modifica-
tion du PLU de Wailly-Beaucamp et du PLUi territoire Sud Opalien ;

Et d'approuver par délibération 2022-39 en date du 03/02/2022 la modification n°2 du dos-
sier de réalisation de la ZAC Champ Gretz.

Les documents sont consultables au siège de la CA2BM ainsi que dans les mairies concer-
nées.

1526083000



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Pôle de l'Appui Territorial
Mission Animation des Politiques Interministérielles

AVIS

Lors de sa réunion du vendredi 11 mars 2022, la commission départementale d'aménage-
ment commercial (CDAC) du Pas-de-Calais a émis un avis favorable au projet présenté par
la Société par Actions Simplifiée à Associé Unique ADVITAM IMMOBILIERE sise 1, rue Mar-
cel Leblanc à Saint-Laurent-Blangy (62223), en vue de créer une jardinerie-animagerie à l'en-
seigne « GAMM VERT », d'une surface de vente de 2102 m², dans le Parc d'activités Fleming,
avenue Fleming, à Béthune (62400).

L'avis de la commission départementale d'aménagement commercial du Pas-de-Calais fera
l'objet d'une insertion au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais.
Les voies et délais de recours contre un avis ou une décision de la commission départe-
mentale d'aménagement commercial figurent sur le site INTERNET de la Préfecture du Pas-
de-Calais (www.pas-de-calais.gouv.fr), dans la rubrique Politiques Publiques (Aménage-
ment, accessibilité, habitat et urbanisme - Aménagement - Aménagement commercial et
cinématographique - CDAC-Commission Départementale d'Aménagement Commercial -
Fonctionnement de la CDAC).

1526091000

ANNONCES LEGALES ET JUDICIAIRES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification
et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

Vie juridique des sociétés

Créations/Constitutions

LICA

Par acte sous seing privé en date du 11.03.2022 à SORRUS, il a été constitué pour une durée
de 99 années à compter de son immatriculation au R.C.S. de BOULOGNE-SUR-MER une
société civile dénommée « LICA », au capital social de 500 500€ composé d'apports en
nature et en numéraire. Le siège social est situé à SORRUS (62170), 199 Allée des Chevreuils,
ayant pour objet : la gestion de titres de valeurs mobilières, l'investissement pour son
compte ou pour celui de tiers ; la gestion de son propre patrimoine, tant immobilier que
mobilier et de tout patrimoine, la prise de participation dans toutes sociétés françaises ou
étrangères. Monsieur Anthony GILLON, demeurant à SORRUS (62170), 199 Allée des Che-
vreuils, a été nommé gérant pour une durée illimitée. Les cessions de parts sociales sont
soumises à agrément. Pour avis, la gérance.

1526066900

Modifications/Fusions/Absorptions

LA CHARRETTE DU JARDINIER

SARL au capital de 1 000 euros ; siège social : 43 rue Pruvost à Le Doullieu (59940) ; 908
739 972 RCS Dunkerque. Le 7 mars 2022, l'assemblée générale extraordinaire a décidé de
transférer le siège social de Vieille Chapelle (62136) 394 rue du Moulin à Le Doullieu (59940)
43 rue Pruvost à compter du 7 mars 2022 et a modifié en conséquence l'article 4 des statuts.
La société a été immatriculée pour une durée de 99 ans et a pour activité la vente de fruits
et légumes, œufs et produits alimentaires en ambulant. Jérôme LELEU, gérant, demeure à
Le Doullieu (59940) 43 rue Pruvost. Radiation au RCS d'Arras et immatriculation au RCS de
Dunkerque. Par avis, le gérant.

1526073600

**ENTREPRISES,
PUBLIEZ VOTRE ANNONCE
LÉGALE SOUS 48H
DANS UN SUPPORT HABILITÉ.**

Publication du lundi au samedi

**LA
VOIX
DU
NORD**

Habilitation
départements 59-62

**Nord
éclair**

Habilitation
départements 59-62

**Nord
Littoral**

Habilitation
département 62



SÉCURITÉ

Nous vous garantissons le respect
de vos obligations légales.

SUR-MESURE

Nous nous adaptons à votre besoin de diffusion,
locale ou régionale, selon vos objectifs.

SIMPLICITÉ

Envoyez vos demandes d'insertion :
- par mail : annonces@lavoixdunordpublicite.fr
- par fax : 0 820 00 62 59
Réception des éléments: J-3 avant 12h

**LA VOIX
MÉDIAS**

**LA
VOIX
DU
NORD**

**Nord
éclair**

**Nord
Littoral**

Partie 2 – Consultation des services

2.1 : Courriers envoyés

2.2 : Tableau récapitulatif

2.3 : Accusés de réception

2.4 : Avis



Montreuil-sur-Mer, le 26 avril 2022

Madame le Maire

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière de PLU depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

**Pôle Aménagement
du**

Territoire

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Suite à votre demande concernant la modification de votre document d'urbanisme et conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification du PLU de votre commune.

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
JCA/IB/SQ/MC
2022-1984

Une première notification aux Personnes Publiques Associées avait donc été effectuée.

Objet :
Notification dossier
modifications PLU
Wailly-Beaucamp :
PPA - commune

Les services de la DDTM ont souligné certains points dans la notice, qui pourraient fragiliser la procédure. Afin de la sécuriser, nous allons relancer une consultation des PPA en prenant en compte les remarques transmises.

Vous trouverez ci-dessous le lien où le dossier est consultable :

<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/wAkLAPHfLjmE8Gf>

Vous nous aviez répondu, lors de ce premier envoi n'avoir aucune remarque sur la notice. Via ce courrier, je vous sou mets à nouveau le dossier. L'absence de réponse de votre part, avant la tenue de l'enquête publique, prévue en août 2022, vaudra acceptation tacite de ce dernier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame le Maire, à l'assurance de mes sincères salutations.



Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine

Courrier à adresser à Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois
11-13 Place Gambetta
62170 Montreuil-sur-Mer

Montreuil-sur-Mer, le 26/04/2022

Madame, Monsieur,

**Pôle Aménagement
du
Territoire**
Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction
de l'aménagement
urbain du territoire
JCA/IB/SQ/MC
2022-1984

Objet :
Notification dossier
modification PLU
Wailly-Beaucamp :
PPA

La communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois est compétente en matière de PLU depuis le 1^{er} janvier 2017, il lui revient donc de plein droit de mener les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme communaux.

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de vous notifier, le dossier de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp pour une seconde fois, car celui-ci a été modifié à la marge.

Vous pourrez retrouver l'ensemble des documents sur le lien ci-dessous :

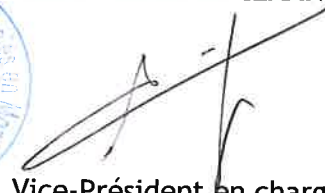
<https://cloud.ca2bm.fr/index.php/s/wAkLAPHfLjmE8Gf>

L'absence de réponse de votre part, avant la tenue de l'enquête publique du projet de modification, prévue en août 2022, vaudra acceptation tacite de ce dernier.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sincères salutations.



Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de
la planification urbaine



DREAL Hauts de France
Service IDDEE/AE
44 rue de Tournai
CS 40259
F 59019 LILLE Cedex

Montreuil-sur-Mer, le 26 avril 2022

**Pôle Aménagement du
Territoire**

Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale
Adjointe

Référence : Direction de
l'aménagement urbain du
territoire
JCA/IB/SQ/MC
2022-1984

Objet :
2^{ème} envoi, Notification
dossier modification PLU
Wailly-Beaucamp

Madame la Présidente,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint, pour examen au cas par cas, conformément aux dispositions mentionnées à l'article L.104-06 du code de l'urbanisme, le dossier de modification du PLU de Wailly-Beaucamp.

Cette transmission vaut saisine de l'autorité environnementale pour que cette dernière rende une décision relative à la nécessité de réaliser une évaluation environnementale.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, en mes sentiments les plus dévoués.



Jean-Claude ALLEXANDRE

Vice-Président en charge de
la planification urbaine

Commission Départementale de la
Préservation des Espaces Naturels,
Agricoles et Forestiers (CDPENAF)

DDTM 62 / SDE
100 avenue Winston Churchill
CS10007
62022 Arras Cedex

Montreuil-sur-Mer, le 19/05/2022

**Pôle Aménagement du
Territoire**
Mme Isabelle BAILLET
Directrice Générale Adjointe

Référence : Direction de
l'aménagement urbain du
territoire
JCA/IB/SQ/MC
2022-1984

Objet :
Notification dossier
modification PLU Wailly-
Beaucamp : PPA

Monsieur le Président,

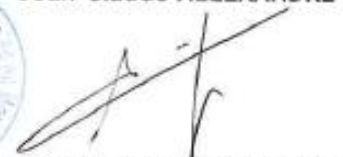
J'ai l'honneur de vous joindre, pour avis, le lien
comportant le projet de modification du PLU de la commune
de Wailly Beaucamp.

Je vous rappelle que conformément aux dispositions
mentionnées à l'article R.153-4 du code de l'urbanisme, vous
disposez d'un délai de **3 mois** à compter de la réception du
présent courrier pour émettre un avis. Sans réponse de votre
part, votre avis sera réputé favorable.

Restant à votre disposition pour tout renseignement
complémentaire, je vous prie de croire, Monsieur le Président,
à l'assurance de mes sincères salutations.



Jean-Claude ALLEXANDRE



Vice-Président en charge de
la planification urbaine

Liste des PPA	Dates de réception
Direction départementale des territoires et de la Mer Service urbanisme Unité planification urbaine 100 avenue Winston Churchill 62022 Arras Cedex	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Sous – Préfecture Monsieur le Sous-Préfet Rue d'Hérambault 62170 Montreuil-sur-Mer	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Préfecture du Pas-de-Calais Madame La Préfète Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
DREAL Nord-Pas-de-Calais 44 rue de Tournai CS 40 259 F 59019 LILLE CEDEX	Transmis le 28/04/22 Reçu le 28/04/22
Chambre de Commerce et d'Industrie Côte d'Opale 24 Boulevard Alliés BP 199 62104 Calais Cedex	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Chambre des métiers et de l'Artisanat ZAC Mont Joie Monsieur le Président 62280 Saint Martin Boulogne	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Chambre d'agriculture du Pas-de-Calais 56 avenue Roger Salengro 62223 Saint Laurent Blangy	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22 Sans observation en date du 03/05/22
Comité régional de la conchyliculture 35 rue du Littoral BP 5 50560 Gouville sur Mer	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Parc Naturel Marin Chemin de la Warenne 62310 Sain Etienne au Mont	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Conseil Départemental Rue Ferdinand Buisson 62000 Arras	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22 Sans observation en date du 03/06/22
Conseil Régional Monsieur le Président 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Conseil Régional Monsieur le Président AOT 151 avenue du Président Hoover 59555 Lille Cedex	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22 Sans observation en date du 20/06/22
SNCF Direction Immobilière Territoriale Nord Pôle Urbanisme 7 ^{ème} étage 449 avenue Willy Brandt 59777 Euralille	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22

Syndicat mixte du Montreuillois	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Office National des Forêts 24 rue Henri Loyer BP 46 59000 Lille	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Centre National de la propriété forestière 41 rue Chaillot 75116 Paris	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22
Mairie 7 rue de l'Eglise 62170 Wailly Beaucamp	Transmis le 28/04/22 Reçu le 29/04/22

De: robot-garance.csac@developpement-durable.gouv.fr
Envoyé: jeudi 12 mai 2022 07:56
À: accueil@ca2bm.fr; m.ciesiolka@ca2bm.fr
Cc: ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr;
aurelien.declomesnil@developpement-durable.gouv.fr
Objet: Dossier complet Modification du PLU de Wailly Beaucamp (62)

Objet : 6219_Modification du PLU de Wailly Beaucamp (62)

Bonjour,

Vous m'avez transmis le dossier de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet cité en objet.

Après examen, votre dossier est déclaré complet à compter du 28/04/2022.

La décision motivée de dispense ou de soumission à évaluation environnementale sera prise dans un délai de 2 mois à compter de la date de complétude, soit le 28/06/2022.

L'absence de réponse au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Cordialement,
Le pôle autorité environnementale de la DREAL Hauts-de-France

Secrétariat du pôle du site d'Amiens : 03 22 82 92 30
Secrétariat du pôle du site de Lille : 03 20 40 53 69
ou envoyer un mail sur la boîte ae-iddee.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr.

En provenance de : ~~Service Planification~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1545 5

39289A 29-04-22 FRANCE

CA2BM - Arrivé le : 29 AVR. 2022

3 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
62170 Montreuil

Renvoyer à FRAB

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 29 AVR. 2022

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : ALB

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° CB03

En provenance de : ~~Service Planification~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1554 7

39289A 29-04-22 FRANCE

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
62170 Montreuil

Renvoyer à FRAB

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 2 MAI 2022

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : Berty

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° CB03

En provenance de : ~~Service Planification~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1541 7

39289A 29-04-22 FRANCE

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
62170 Montreuil

Renvoyer à FRAB

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 29 AVR. 2022

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : ALB

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° CB03

En provenance de : ~~Service Planification~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1552 3

39289A 29-04-22 FRANCE

CA2BM - Arrivé le : 3 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
62170 Montreuil

Renvoyer à FRAB

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 3 MAI 2022

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : Berty

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° CB03

En provenance de : ~~Service Planification~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1547 9

39289A 29-04-22 FRANCE

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
62170 Montreuil

Renvoyer à FRAB

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 29 AVR. 2022

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☒ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : Fasquelle

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° CB03

En provenance de : ~~Service Planification~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1542 4

39289A 29-04-22 FRANCE

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
62170 Montreuil

Renvoyer à FRAB

Présenté / Avisé le :
Distribué le : 29 AVR. 2022

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : Berty

*Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
La Poste agrément n° CB03

En provenance de : ~~11 rue de l'Église
68630 Pontreuil~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1553 0

FRAB

Présenté / Avisé le : 29 / 04 / 22
Distribué le : 29 / 04 / 22

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *chaque*

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
68170 Pontreuil

En provenance de : ~~11 rue de l'Église
68630 Pontreuil~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1543 1

FRAB

Présenté / Avisé le : 29 / 04 / 22
Distribué le : 29 / 04 / 22

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *chaque*

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
68170 Pontreuil

En provenance de : ~~11 rue de l'Église
68630 Pontreuil~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1555 4

FRAB

Présenté / Avisé le : 29 / 04 / 22
Distribué le : 29 / 04 / 22

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *chaque*

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
68170 Pontreuil

En provenance de : ~~11 rue de l'Église
68630 Pontreuil~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1544 8

FRAB

Présenté / Avisé le : 29 / 04 / 22
Distribué le : 29 / 04 / 22

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *chaque*

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
68170 Pontreuil

En provenance de : ~~Chambre des métiers et
de l'artisanat
11 rue de l'Église
68630 Pontreuil~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1550 9

FRAB

Présenté / Avisé le : 29 / 04 / 22
Distribué le : 29 / 04 / 22

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *chaque*

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
68170 Pontreuil

En provenance de : ~~Chambre des métiers et
de l'artisanat
11 rue de l'Église
68630 Pontreuil~~

LA POSTE
RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION
Numéro de l'AR : AR 2C 162 694 1548 6

FRAB

Présenté / Avisé le : 29 / 04 / 22
Distribué le : 29 / 04 / 22

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire

☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : *chaque*

CA2BM - Arrivé le : 2 MAI 2022

Service Planification
1113 Place Gambetta
68170 Pontreuil

En provenance de : ~~Conseil régional~~
 451 av. du 2^e de Mai
 95000 Clichy-la-Garne

Présenté / Avisé le : /
 Distribué le : /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : /

Région
 Hauts-de-France
 Courrier reçu le
 29 AVR. 2022

Transmis

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agréement n° C803

RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION
 AR 2C 162 694 1551 6

LA POSTE
 Numéro de l'AR :



CA2BM - Arrivé le :
 4 MAI 2022

Renvoyer à
 PLO Paris / 08/16
 CA2BM
 Service Planification
 11113 Place Gambetta
 62170 Montreuil

En provenance de : ~~Conseil régional~~
 451 av. du 2^e de Mai
 95000 Clichy-la-Garne

Présenté / Avisé le : /
 Distribué le : /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : /

Région
 Hauts-de-France
 Courrier reçu le
 29 AVR. 2022

Transmis

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agréement n° C803

LA POSTE

Numéro de l'AR :



RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION
 AR 2C 162 694 1546 2

CA2BM - Arrivé le :
 3 MAI 2022

Renvoyer à
 PLO Paris / 08/16
 CA2BM
 Service Planification
 11113 Place Gambetta
 62170 Montreuil

En provenance de : ~~Conseil régional~~
 451 av. du 2^e de Mai
 95000 Clichy-la-Garne

Présenté / Avisé le : /
 Distribué le : /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : /

Région
 Hauts-de-France
 Courrier reçu le
 29 AVR. 2022

Transmis

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agréement n° C803

LA POSTE

Numéro de l'AR :



RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION
 AR 2C 162 694 1540 0

CA2BM - Arrivé le :
 2 MAI 2022

Renvoyer à
 PLO Paris / 08/16
 CA2BM
 Service Planification
 11113 Place Gambetta
 62170 Montreuil

En provenance de : ~~Conseil régional~~
 451 av. du 2^e de Mai
 95000 Clichy-la-Garne

Présenté / Avisé le : /
 Distribué le : /

Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre : /

Région
 Hauts-de-France
 Courrier reçu le
 29 AVR. 2022

Transmis

* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.
 La Poste agréement n° C803

LA POSTE

Numéro de l'AR :



RECOMMANDÉ :
 AVIS DE RÉCEPTION
 AR 2C 162 694 1539 4

CA2BM - Arrivé le :
 2 MAI 2022

Renvoyer à
 PLO Paris / 08/16
 CA2BM
 Service Planification
 11113 Place Gambetta
 62170 Montreuil



RECEPISSE

Je soussigné, Monsieur Philippe DUCROCQ, Président du Syndicat Mixte du Montreuillois, certifie avoir reçu le 29/04/2022, le courrier de notification concernant la modification du PLU de Wailly Beaucamp ainsi que celui concernant la modification du PLU de Frencq.

Philippe DUCROCQ





**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**

**CHAMBRE D'AGRICULTURE
NORD-PAS DE CALAIS**

CA2BM - Arrivé le :

16 MAI 2022

SERVICE AMENAGEMENT TERRITORIAL

Tél. 03 21 60 48 60

N/Réf. CD/AB/IM N° 22.344

Siège administratif

56 avenue Roger Salengro

BP 80039

62051 Saint Laurent Blangy cedex

SIRET 130 013 543 00025

Tél. : 03 21 60 57 57

Email : contact@npdc.chambagri.fr

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS**

Pôle Aménagement du territoire

11/13 Place Gambetta

62170 Montreuil-sur-Mer

St-LAURENT-BLANGY, le 3 Mai 2022

OBJET : Modification du PLU de Wailly-Beaucamp

Monsieur le Président,

Vous avez sollicité l'avis de la Chambre d'Agriculture sur le dossier de modification simplifiée du PLU de Wailly-Beaucamp. Notre Etablissement note l'introduction d'un point supplémentaire par rapport au premier dossier à savoir une modification du règlement relative à l'implantation des constructions vis-à-vis de la voie. La Chambre d'Agriculture réitère son avis en date du 10/12/2021 à savoir :

- Notre Etablissement prend note des différentes modifications apportées au PLU de la Commune de Wailly-Beaucamp.
- Nous prenons plus particulièrement acte qu'en ce qui concerne la zone 2AU celle-ci ne peut faire l'objet d'une ouverture à l'urbanisation qu'après une révision du PLU conformément à la loi Alur du 24 mars 2014 (cf p 21 du dossier de modification).
- D'ailleurs notre Etablissement précise qu'un PLUi est en cours d'élaboration sur la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, les droits à construire seront modifiés.
- Ainsi, nous vous informons que ce projet de modification simplifiée n'appelle pas d'observation particulière d'ordre agricole de la part de notre Etablissement.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Siège social

299 boulevard de Leeds

59000 Lille

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public

loi du 31/01/1924

Siret 130 013 543 00033

APE 9411Z

www.nord-pas-de-calais.chambre-agriculture.fr

Le Président,

Christian DUREL



9 JUIN 2022

**PÔLE AMÉNAGEMENT ET DÉVELOPPEMENT
TERRITORIAL**

Direction du développement, de l'aménagement et de
l'environnement

Hôtel du Département – Rue Ferdinand Buisson
62018 ARRAS Cedex 9

Dossier suivi par : Fanny FAIVRE-PICON
Gestionnaire de dossiers – Développement territorial
faivre.picon.fanny@pasdecals.fr - 03 21 21 91 58

Monsieur Bruno COUSEIN
Président de la Communauté d'Agglomération
des 2 Baies en Montreuillois
11-13 place Gambetta
62170 MONTREUIL-SUR-MER

Vos réf : Votre courrier du 26 avril 2022

Nos réf : DDAE/SDT/U – AC/LCT/FFP – AF_20220429_77765

Objet : Avis du Département – Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp – Modification

Monsieur le Président,

Par courrier susvisé, vous avez adressé, pour avis, les documents concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp.

La procédure vise à modifier le règlement écrit et le règlement graphique sur plusieurs points.

Après examen, je vous informe que ce projet n'appelle pas de remarque de la part du Département.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Arras, le
03/06/2022
Pour le Président du Conseil
départemental,



Signé électroniquement par
Jean-Luc DEHUYSSER
DGA Directeur du pôle aménagement et
développement territorial



Direction
Agence Hauts de France 2040
Service aménagement régional

Région
Hauts-de-France

Réf : AHDF-2022-015010
Dossier suivi par : Stéphanie DEPREZ
Tél : 03 74 27 15 32
Mail : stephanie.deprez@hautsdefrance.fr

Monsieur Jean-Claude ALEXANDRE
Président
Communauté d'agglomération des 2 Baies en
Montreuillois
11 13 place Gambetta
62170 MONTREUIL SUR MER

Amiens, le **20 JUIN 2022**

Objet : Dossier de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre courrier daté du 26 avril 2022, reçu le 29 avril 2022, concernant la modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de WAILLY BEAUCAMP.

Les PLU sont des instruments opérant pour la gestion de l'espace et le développement équilibré des territoires. C'est pourquoi la Région porte un intérêt à ce document stratégique.

Le SRADDET Hauts-de-France a été adopté le 30 juin dernier et approuvé par le Préfet le 4 août 2020. Il est intégralement téléchargeable sur <https://2040.hautsdefrance.fr/download/sraddet-adopte-en-2020/>.

Au titre de l'article L 4251-3 du CGCT et selon la hiérarchie des normes, le SRADDET s'impose au Schéma de cohérence territorial et à défaut au PLU. La Région a décidé de concentrer son accompagnement sur les Schémas de cohérence territoriaux et c'est donc à travers le SCoT de votre territoire (qui intègre votre commune et le périmètre de votre PLU) que le SRADDET s'appliquera.

C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir excuser l'absence des services régionaux au cours de la procédure citée en objet.

Veuillez croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

Par délégation du Président du Conseil régional,

Sébastien ALAVOINE
Directeur

N.B. : Cet accusé de réception ne tient pas lieu d'avis de la Région sur le projet



151, avenue du Président Hoover - 59555 Lille Cedex - Accès métro : Lille Grand Palais
Tél. (0)3 74 27 00 00 – fax (0)3 74 27 00 05 - hautsdefrance.fr

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi 78.17 du 6 janvier 1978 modifiée, le droit d'accès et de rectification des informations vous concernant s'exerce auprès du Correspondant Informatique et Libertés de la Région Hauts-de-France



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Décision de la mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France, après examen au
cas par cas,
sur la modification
du plan local d'urbanisme
de Wailly-Beaucamp (62)**

n°GARANCE 2022-6219

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France, qui en a délibéré collégalement, le 28 juin 2022, en présence de Christophe Bacholle, Patricia Corrèze-Lénée, Hélène Foucher, Philippe Gratadour, Valérie Morel, et Pierre Noualhaguet,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 104-1 à L. 104-8 et R. 104-1 et suivants ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu le règlement intérieur de la MRAe adopté le 8 septembre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté de la ministre de la transition écologique du 11 août 2020 portant nomination de membres de missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) déposée par la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois, le 28 avril 2022 relative à la modification du plan local d'urbanisme de Wailly-Beaucamp (62) ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé Hauts-de-France du 12 mai 2022 ;

Considérant que la modification vise à modifier :

- le règlement graphique :
 - en supprimant deux zones d'urbanisation future 1AU qui sont reclassées en zone urbaine ;
 - en reclassant une partie de la zone naturelle N (sur trois parcelles) en secteur naturel à vocation d'exploitation de carrières Nc, pour prendre en compte le périmètre autorisé de la carrière (rectification d'erreur matérielle) ;
 - la suppression partielle de l'emplacement réservé n°1, la suppression des emplacements réservés actuels n°5 et n°6 et la création d'un emplacement réservé ER5 sur 520 m² en zone urbaine ;
 - la création d'un STECAL Nd au sein de la zone Na sur un secteur occupé par une activité de concassage ;
- le règlement écrit concernant la zone urbaine U (aspect extérieur, clôtures, implantation, gestion des eaux pluviales et hauteur des antennes de téléphonie mobile), la zone d'urbanisation future à long terme 2AU (précision sur la procédure de son ouverture à l'urbanisation et reprise du règlement de la zone 1AU) et le secteur naturel d'équipements autoroutiers Na à proximité de l'autoroute pour y permettre les activités de concassage ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la modification du plan local d'urbanisme de Wailly-Beaucamp, présentée par la communauté d'agglomération des deux baies en Montreuillois, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-32 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier de consultation du public.

Fait à Lille le 28 juin 2022,

Pour la Mission régionale d'autorité
environnementale Hauts-de-France
Sa présidente



Patricia CORRÈZE-LÉNÉE

Voies et délais de recours

Une décision soumettant un plan à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux formé dans les mêmes conditions. Les recours gracieux doivent alors être adressés à :

Madame la présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale
DREAL Hauts-de-France
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE CEDEX

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CA2BM - Arrivé le :

21 JUIN 2022

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service Urbanisme et Aménagement
Unité Foncier, aménagement et expertise juridique
Pôle foncier, économie et égalités des territoires
Affaire suivie par : Christophe Lefint
Tél : 03 21 22 98 74
Mél : christophe.lefint@pas-de-calais.gouv.fr

Arras, le 13 JUIN 2022

Monsieur le Président,

Vous m'avez transmis la modification numéro 5 du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp afin qu'elle puisse être examinée par la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF). Celle-ci se réunira le **mardi 12 juillet 2022** à la salle de réunion du bâtiment G de la DDTM du Pas-de-Calais à 15 h 15.

Je vous informe que votre dossier est inscrit à l'ordre du jour de cette commission et vous invite à y participer.

Lors de cette commission, la DDTM présentera en votre présence, un aperçu sommaire de la modification numéro 5 du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp aux membres de la CDPENAF. À l'issue de cette présentation, des échanges avec les membres pourront avoir lieu sur les choix retenus pour réaliser votre projet. Enfin, les membres débattront entre eux et voteront sur ce projet.

Le secrétariat de la commission se tient à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Dans l'attente de se réunir je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Monsieur le Président
Communauté d'Agglomération
Des Deux Baies en Montreuillois
13 place Gambetta
62 170 Montreuil-sur-Mer

Le Directeur départemental
des territoires et de la mer,



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

Service Urbanisme et Aménagement
Unité Foncier, aménagement et expertise juridique
Pôle foncier, économie et égalités des territoires
Affaire suivie par : Christophe Lefint
Tél : 03 21 22 98 74
Mél : christophe.lefint@pas-de-calais.gouv.fr

Arras, le

COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION DES ESPACES NATURELS AGRICOLES ET FORESTIERS DU PAS-DE-CALAIS

**Analyse de la modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp pour la création d'un
Secteur de Taille et de Capacité Limitées (STECAL).**

avis simple de la CDPENAF

La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du Pas-de-Calais (CDPENAF)

aux termes du procès-verbal et de sa délibération en date du 12 juillet 2022 sous la présidence de Monsieur Luc FERET, Directeur Départemental adjoint des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, Monsieur le Préfet étant empêché ;

- vu le code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L 112-1-1 et D 112-1-11 ;
- vu le code de l'urbanisme et notamment l'article L 151-13 ;
- vu la loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 sur la modernisation de l'agriculture et de la pêche et notamment l'article 51 ;
- vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment les articles R133-1 à R.133-15 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de L'État dans les régions et départements ;
- vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;
- vu le décret n°2015-644 du 09 juin 2015 relatif aux Commissions Départementales et interdépartementales de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers en métropole ;
- vu l'arrêté préfectoral du 17 août 2015 portant création et composition de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du Pas-de-Calais ;

- vu le décret du 05 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;
- vu le décret du 07 juillet 2022 portant cessation de fonctions de M. Louis LE FRANC, préfet du Pas-de-Calais ;
- vu l'instruction du ministère de l'Intérieur relative à la suppléance et à l'intérim des fonctions préfectorales en date du 23 mars 2021 ;
- vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 26 mai 2021 nommant Monsieur Édouard GAYET, Ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, à compter du 15 juin 2021 ;
- vu l'arrêté préfectoral n° 2022-60-43 du 08 juillet 2022 portant délégation de signature à Monsieur Édouard GAYET, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;
- vu l'arrêté du ministre de l'Intérieur en date du 09 août 2021 nommant Monsieur Luc FERET, Ingénieur des travaux publics de l'État hors classe, Directeur Départemental adjoint des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais, à compter du 06 septembre 2021 ;
- vu la décision de subdélégation du 08 juillet 2022 accordée à Monsieur Luc FERET, Directeur Départemental adjoint des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais ;
- vu la demande enregistrée le 20 mai 2022 à la DDTM ;

Le quorum étant atteint, la commission s'est réunie valablement ;

Après avoir étudié la présentation en séance de la modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp pour la création de STECAL, réalisée successivement par la DDTM et la collectivité, et après avoir échangé, les membres de la commission ont délibéré,

- Considérant que l'article 51 de la loi du 27 juillet 2010 a pour objet la préservation des terres agricoles,
- Considérant que le projet comporte un STECAL,
- Considérant que le sous-secteur Nd de la zone N est bien un STECAL,
- Considérant qu'il correspond à une activité économique en zone naturelle et n'est pas plus restrictif que la zone N,
- Considérant que la collectivité propose une densité de construction limitée à 500 m² et une hauteur maximale des constructions limitée à 12 m,

La CDPENAF décide

d'émettre un avis favorable à la demande sus-visée (avec une densité de construction limitée à 500 m² et une hauteur maximale des constructions limitée à 12 m) sous-réserve d'indiquer que les constructions sont autorisées à la date d'approbation de la procédure.

Le Directeur Départemental adjoint
des Territoires et de la Mer

Luc FERET



Modification du Plan Local d'Urbanisme communal

Partie 3 - Dossier de modification

3.1 : Notice de présentation soumise à enquête publique

**Modification de droit commun
du Plan Local d'Urbanisme de WAILLY-BEAUCAMP**



Notice explicative

SOMMAIRE

OBJET DE L'ETUDE	4
I) Contexte juridique	4
II) Contexte de l'étude	6
OBJET DE LA MODIFICATION	7
I) Modification des dispositions applicables à la zone n	8
II) La suppression d'emplacements réservés	13
III) La création d'un emplacement réservé	16
IV) Modification du règlement concernant l'aspect extérieur	18
V) Modification concernant l'implantation d'antenne de téléphonie	19
VI) Transformation de la zone 1au en zone u.....	20
VII) La zone 2au	24
VIII) Extension de la zone nc au niveau des carrières	25
IX) Aspect extérieur : clôtures	27
X) Niveau bas des nouvelles constructions	29
XI) Gestion des eaux pluviales et eaux usées	30
XII) Implantation des constructions par rapports aux voies.....	31
XIII) Adaptation du règlement écrit.....	33

CONTEXTE DE L'ETUDE

I. Contexte juridique

- **Le cadre législatif et réglementaire**

La modification du plan local d'urbanisme est possible lorsque la procédure de révision de ce dernier n'est pas requise, au regard de l'article L153-36 du Code de l'Urbanisme « *Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.* »

La révision du PLU s'impose lorsque le projet change les orientations du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ou s'il diminue des espaces agricoles, naturels ou encore porte atteinte à des protections mises en place.

Dans le cadre de la procédure de modification, il s'agit de modifier le règlement écrit ou graphique, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ou le programme d'orientations et d'actions (POA). **En l'espèce, il s'agit d'une modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly Beaucamp**

L'ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme est venue réformer et simplifier ces procédures à compter du 1er janvier 2013 et a ainsi modifié le champ d'application de la procédure de modification.

Le décret n°2013-142 du 14 février 2013, pris pour application de l'ordonnance du 5 janvier 2012, est venu préciser les procédures d'évolution des documents d'urbanisme et modifie ainsi les dispositions réglementaires relatives à ces procédures.

L'élaboration d'un PLU intercommunal valant PLH, a été lancée en avril 2017 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois auquel appartient La commune de Wailly Beaucamp. Suite aux différentes lois successives : la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014, la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, et la loi n°2015-991 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe), l'urbanisme a connu diverses réformes telles que le transfert aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) de la compétence urbanisme, avec le transfert des PLU.

Dans le cadre de l'élaboration des PLU intercommunaux, les communes déjà dotées d'un PLU peuvent modifier leur document, ou le réviser conformément à l'article L153-3 du Code de l'Urbanisme, cette dernière possibilité issue de la loi Egalité Citoyenneté du 27 janvier 2017, n°2017-86. Les communes dotées d'un POS bénéficient d'un sursis quant au maintien de leur POS jusqu'au 31 décembre 2019 dernier délai, à la condition que le PLUi ait été prescrit avant le 31 décembre 2015 (la condition d'un débat de PADD avant le 27 mars 2017 a été supprimée par la loi Egalité-Citoyenneté). A terme, le PLUi approuvé se présentera comme un document unique pour l'ensemble des 46 communes de la CA2BM, conformes aux objectifs actuels de la législation en matière d'urbanisme et aux objectifs du PADD débattu par le conseil communautaire.

- **Le champ d'application de la modification de droit commun**

La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification (L153-37 du CU).

En vertu de l'article L153-40 « *Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.* »

Les articles L153-41 à L153-44 du code de l'urbanisme régissent la procédure de modification de droit commun. Ces articles précisent le champ d'application de la procédure.

La procédure de modification de droit commun s'applique lorsque le projet a pour effet : « 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ; 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ; 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ; 4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code. »

La procédure de modification de droit commun entraîne la mise en enquête publique du dossier de modification.

- **La mise en œuvre de la procédure**

Les articles R153-20 et R153-21 précisent les modalités de mise à disposition au public du projet de modification.

R153-20 : « *Font l'objet des mesures de publicité et d'information prévues à l'article R. 153-21 : 1° La délibération qui prescrit l'élaboration ou la révision du plan local d'urbanisme et qui définit les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation. Il en est de même, le cas échéant, de l'arrêté qui définit les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation lors de la modification du plan local d'urbanisme ;*

2° La délibération qui approuve, révisé, modifie ou abroge un plan local d'urbanisme ; (...) »

R153-21 : « *Tout acte mentionné à l'article R. 153-20 est affiché pendant un mois au siège de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et dans les mairies des communes membres concernées, ou en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.*

(...)

Chacune de ces formalités de publicité mentionne le ou les lieux où le dossier peut être consulté. »

L'approbation de la modification du PLU intervient par délibération motivée du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunal compétent.

L'arrêté ou la délibération produit ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des formalités prévues au premier alinéa ci-dessus, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

II. Contexte de l'étude

La commune de Wailly Beaucamp adhère à la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM), issue de la fusion de la Communauté de Communes du Montreuillois, à laquelle elle appartenait, de la Communauté de Communes Opale Sud et de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale. Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Montreuillois couvre le territoire intercommunal.

Situé à 6 kilomètres de Montreuil, 15 km de Berck et 20 km du Touquet-Paris-Plage, sur le plateau entre la vallée de la Canche et celle de l'Authie, Wailly-Beaucamp est un petit village de 1 000 habitants. Son sol essentiellement sableux est depuis longtemps exploité par des carrières en périphérie. Si le territoire du village est essentiellement couvert d'openfield, les surfaces boisées sont assez importantes avec les bois du Mouflet, de l'Église ou encore du Quesnoy.

Le village est traversé par l'ancienne RN 1 reliant Boulogne-sur-Mer à Paris et est desservi par la sortie n° 25 de l'autoroute A16.

Profitant pleinement du phénomène de réurbanisation, la croissance démographique du village n'a jamais été aussi forte (15,2 % de 1999 à 2005). Les nouvelles constructions se trouvent principalement sur la route dite de Boisjean et au Monthodion. Le village attire de nouveaux commerces et une zone d'activité inter-communale, à proximité de la sortie 25 et du centre d'entretien de l'autoroute A16, est en projet sur son territoire.

La modification du PLU communal, tenant compte du contexte concomitant de l'élaboration du PLUiH, s'inscrit pleinement en phase avec les orientations du PADD : développer l'urbanisation multifonctionnelle à dominante d'habitat, conforter les activités économiques et la mise en valeur du cadre de vie et la préservation de l'environnement.

C'est pourquoi la CA2BM, par un arrêté du Président, a initié une procédure de modification de droit commun du document d'urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp, en cohérence avec l'élaboration parallèle du PLUi de la CA2BM.

Le PLU de la commune de Wailly Beaucamp a été approuvé le 25 juillet 2007, modifié le 18 juin 2010, le 29 mars 2012 et le 20 juin 2013 et ayant fait l'objet d'une modification simplifiée le 22 septembre 2014.

CONTEXTE DE L'ETUDE

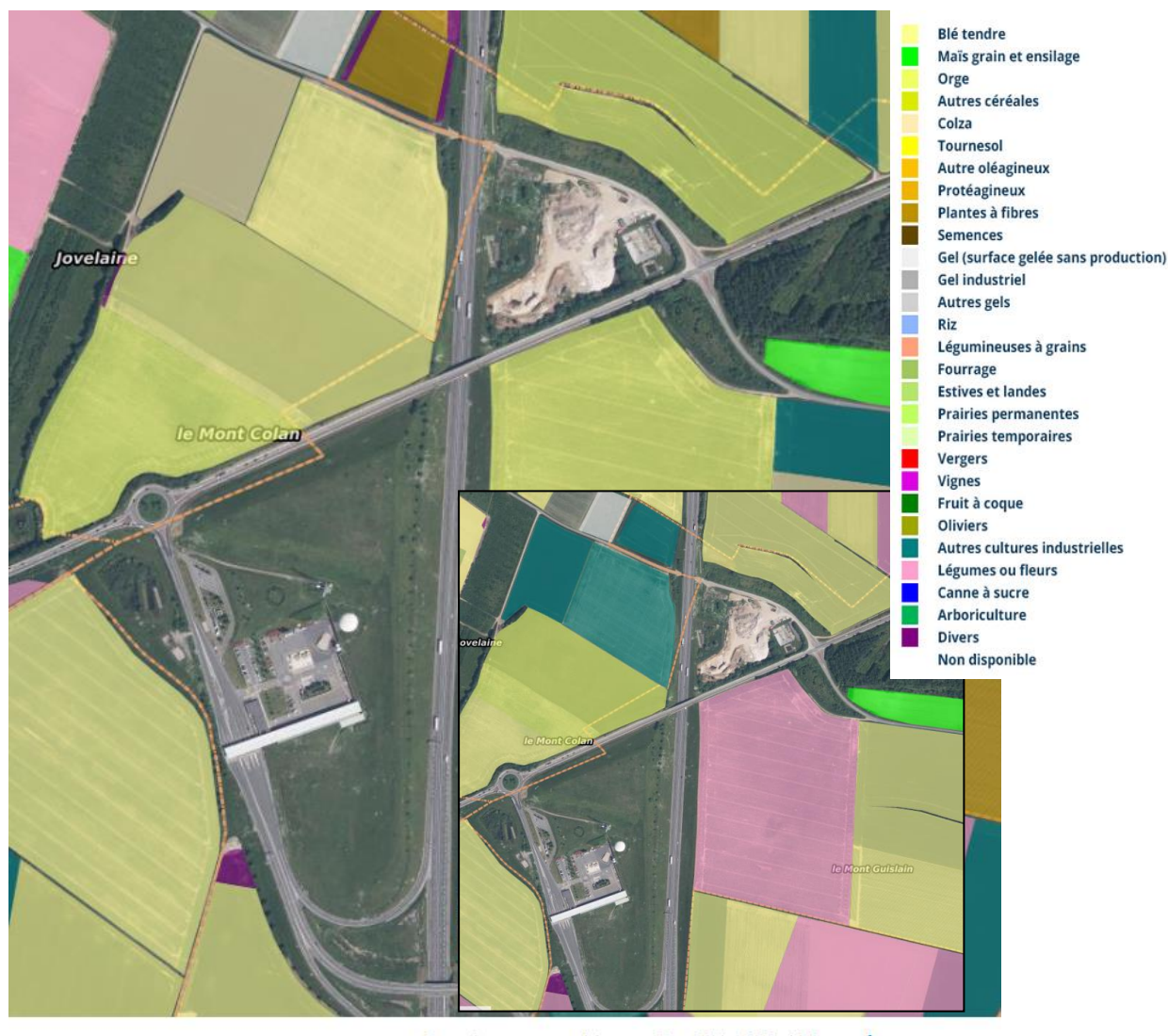
La modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Wailly Beaucamp a pour objet :

- La modification des dispositions applicables à la zone N et plus particulièrement au sous-secteur Na afin de permettre dans l'article N02, l'installation d'une activité de concassage existante. En créant un STECAL, qui sera nommé Nd
- La suppression des emplacements réservés suivants : les numéros 5 et 6. L'emplacement réservé n°1 sera supprimé en partie. Le numéro 5 a été supprimé en 2013 et le numéro 6 le 29 mars 2012, mais ils apparaissaient toujours sur le règlement graphique.
- La création d'un emplacement réservé situé dans le virage du chemin d'Airon afin de sécuriser les piétons et plus particulièrement les scolaires
- La précision, dans les articles concernant les aspects extérieurs (11), que les tuiles à aspect vernissé sont proscrites et que les panneaux photovoltaïques devront être d'aspect mat et intégrés à la toiture
- De permettre l'implantation des antennes de téléphonie mais avec un recul, jusqu'à 30 mètres de la limite afin de réduire les nuisances visuelles et avec une hauteur maximale de 30 mètres
- Transformation des zones 1AU en zone U
- Apport de précision réglementaire : « ouverture à l'urbanisation possible de la zone 2AU uniquement par une procédure de révision du document (Loi ALUR) » : plan de zonage et règlement
- La rectification d'un oubli au niveau du zonage concernant l'exploitation de carrière
- La précision du niveau bas des nouvelles constructions lorsque le terrain est en pente
- Un apport d'information concernant la gestion des eaux pluviales et des eaux usées
- La réglementation des clôtures
- Implantation des constructions vis-à-vis de la voie

L'ensemble de ces modifications affecte le règlement graphique et le règlement écrit.

I. Modification des dispositions applicables à la zone N

L'objet est de permettre l'implantation et l'évolution des activités de concassage, déjà présentes en zone Na. Cette activité avait été englobée dans un STECAL à vocation d'équipement lors de l'élaboration du document d'urbanisme, mais ne bénéficiait pas des dispositions spécifiques à sa vocation, traduisant une erreur matérielle. En effet, il est mentionné au règlement écrit actuel que les occupations autorisées sont uniquement dédiées aux équipements autoroutiers et à leurs exploitations, ce qui exclut toute possibilité d'évolution pérenne de l'activité en présence.



L'extrait de cartographie issu du Géoportail ci-dessus fait état du RPG (registre parcellaire graphique) 2020. Celui-ci illustre les terrains cultivés sur le territoire, dans ce zoom cartographique plus précisément les terrains cultivés dans le secteur des équipements autoroutiers et de l'activité de recyclage de matériaux inertes. Nous constatons aisément que, autant le site des équipements autoroutiers que celui du site de l'activité de concassage, n'apparaissent pas en tant que terrains cultivés à des fins agricoles. D'ailleurs, cela se confirme depuis le RPG 2016 (encart bas droite), le plus ancien disponible sur la plateforme Géoportail. Cela induit le fait que les terrains étaient déjà utilisés il y a 6 ans minimum pour cette activité.



Les extraits de cartographie précédents permettent de rendre compte de l'état des lieux du site sur ces 15 dernières années, et l'évolution que celui-ci a connu. La flèche noire identifie le site de l'activité de recyclage de matériaux inertes sur chacun des extraits cartographiques : en 2005 et 2015.

Bien qu'en 2005 le site apparaissait pour partie concerné par des terrains en culture (nomenclature « Cultures annuelles »), il existait déjà un secteur occupé, identifié par la nomenclature « Autres espaces artificialisés non végétalisés ». Ainsi, le site était pour partie occupé pour une vocation autre qu'agricole, et n'est pas couvert pas des éléments naturels ni paysagers (absence de prairie, de boisements, d'espace végétalisé...).

En 2015, l'occupation du site évolue vers davantage d'artificialisation : l'activité présente s'est installée plus durablement et semble exploiter totalement l'îlot concerné. Un parallèle peut facilement être fait avec les équipements autoroutiers qui se sont déployés de la même manière entre 2005 et 2015. Désormais, la nomenclature « Espaces non végétalisés » remplace la nomenclature « Cultures annuelles », cette dernière n'existant plus sur le site de l'activité ni sur le site des équipements autoroutiers entre 2005 et 2015.

Les sites sont aménagés, ils ne sont plus constitués de terres agricoles ni naturelles (absence d'espace végétalisés, boisements...), de plus ils accueillent des aires artificialisées pour les équipements et activités sur place. On devine parfaitement que cette activité complète la destination du site exploité actuellement (vocation autre qu'agricole ou naturelle), lequel existait déjà en 2005 et a été repris dans un secteur de taille et de capacité d'accueil limité classé Na au document d'urbanisme élaboré postérieurement, en 2007.

Ci-dessous, une capture d'écran Google Maps (septembre 2021) illustre la présence sur site de la plateforme de recyclage en question, devant faire l'objet d'un STECAL spécifique.



Le site existant dispose de :

- Un périmètre délimité par des clôtures et disposant d'une entrée avec portail sécurisant l'entrée
- La présence d'une enseigne commerciale précisant la nature de l'activité, laquelle se définit comme « plateforme de recyclage des matériaux inertes »
- Un espace de stationnement non bitumé, juste devant l'entrée du site
- Un bâtiment, a priori de faible superficie, situé à l'intérieur du périmètre délimité par les clôtures
- Des bennes et remorques stationnées dans le site
- Un espace aménagé affecté à l'activité : décharges, espaces dédiés aux matériaux à trier...

Le site de l'activité constitue une emprise du centre d'exploitation SANEF de l'autoroute A16, il a donc un lien direct avec l'échangeur autoroutier situé à proximité, présentant des délaissés de la SANEF revendus, dont l'occupation du sol est similaire : dépôt (comme le montre la cartographie PPIGE 2015).

L'activité, qui est donc déjà existante depuis des années, doit pouvoir bénéficier d'un STECAL spécifique lui permettant d'évoluer de manière proportionnée. Il y a par conséquent lieu d'adapter les pièces réglementaires avec les occupations réelles, particulièrement la modification du STECAL de l'équipement autoroutier qui intègre ladite activité, ne lui permettant pas d'évoluer.

Cela doit passer par la création d'un STECAL au périmètre ciblant l'activité de concassage, celui-ci aura comme appellation Nd. L'activité en question sera introduite dans les occupations permises en plus de celles déjà existantes. Ce nouveau STECAL Nd s'insère dans le STECAL Na existant, ce qui induit une modification du périmètre de ce dernier.

La zone du STECAL Nd n'est pas concernée par des secteurs de préservation environnementale et se situe à proximité de l'autoroute.

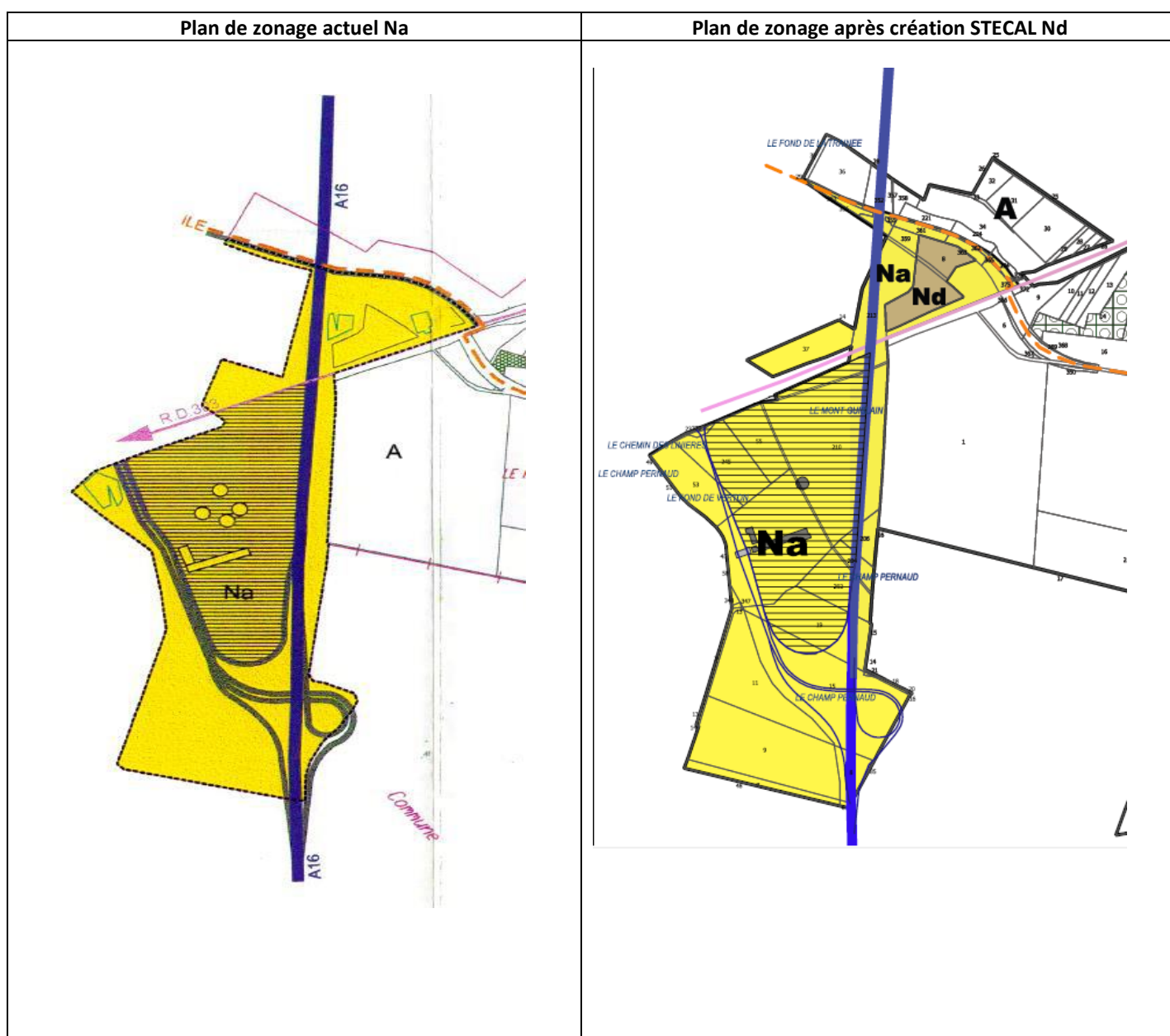
Le règlement pourrait permettre l'exploitation mais également l'implantation de bâtiments nécessaires à l'activité.

L'activité de concassage permet le développement d'une activité économique et la création d'emplois. Le PADD précise d'ailleurs les intérêts à conforter les activités industrielles, artisanales et tertiaires, notamment à l'entrée nord, au carrefour de la D303. La plateforme a justement une entrée sur la D303 et bénéficie d'une grande proximité avec l'échangeur autoroutier. De plus, c'est une activité nécessitant une localisation à l'écart des zones urbaines étant donné les nuisances qui peuvent en résulter.

Ne remettant pas en cause l'activité agricole ni ne portant atteinte à des espaces naturels de haute valeur environnementale, le projet est ainsi conforme aux objectifs du PADD du PLU de Wailly Beaucamp.

Règlement actuel	Modification proposée
<p>2 – Secteurs</p> <p>Cette zone comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un secteur Na, d'équipements autoroutiers • Un secteur Nc, d'exploitation de carrières • Un secteur NI, où la création et l'extension de camping sont possibles • Un secteur Nh, d'habitat <p>ARTICLE N 02 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>Dans le secteur Na, sont admises :</p> <p>- les constructions, installations et aménagements strictement nécessaires aux équipements autoroutiers et à leurs exploitations</p>	<p>2 – Secteurs</p> <p>Cette zone comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un secteur Na, d'équipements autoroutiers avec un STECAL, Nd concernant l'implantation d'activité de concassage • Un secteur Nc, d'exploitation de carrières • Un secteur NI, où la création et l'extension de camping sont possibles • Un secteur Nh, d'habitat <p>ARTICLE N 02 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DES SOLS SOUMISES A CONDITIONS PARTICULIERES</p> <p>- Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.</p> <p>Dans le secteur Na, sont admises :</p> <p>- les constructions, installations et aménagements strictement nécessaires aux équipements autoroutiers et à leurs exploitations</p> <p>Dans le sous-secteur Nd sont admises les activités de secteur Na ainsi que les activités de concassage et les constructions nécessaires à cette activité.</p>

Voici la proposition du règlement graphique après modification :



II. La suppression d'emplacements réservés

Le PLU a prescrit des emplacements réservés aux fins de réalisation d'intérêts général : ces emplacements réservés sont toujours inscrits au PLU et gèlent la constructibilité des parcelles qu'ils grèvent. Aujourd'hui, certains d'entre eux n'ont plus lieu d'être, soit parce que les opérations pour lesquels ils avaient été inscrits sont réalisées, soit parce que lesdites opérations ne sont plus d'actualité, soit parce que la commune est aujourd'hui propriétaire de ces parcelles.

Les emplacements réservés (ER) existants sont :

ER 1	Surface : 10092 m ²	Entièrement dans la zone U, au bénéfice de la commune, pour la réalisation d'équipements des services communaux
ER 2	Surface : 332 m ²	Au bénéfice de la commune, pour l'élargissement d'un chemin communal, pour permettre un accès à la zone d'urbanisation future.
ER 3	Surface : 278 m ²	Partagé entre la zone U et la zone A, au bénéfice de la commune, pour l'élargissement de voirie.
ER 4	Surface : 907 m ²	Entièrement dans la zone A, au bénéfice de la commune, pour l'élargissement de voirie.
ER 5	Surface : 218 m²	Entièrement dans la zone 1AU, au bénéfice de la commune, pour la réalisation d'un accès piétonnier
ER 6	Surface de 1149m²	Concernait la réalisation d'une voirie de desserte, Cet emplacement situé dans une zone 1 AU, n'a plus lieu d'être car la réalisation du lotissement est terminée et la voirie a été réalisée.

Motifs de la suppression :

Le PLU de la commune de Wailly Beaucamp compte six emplacements réservés.

Les ER1 (partie zone 2AU), ER2, ER3 et ER4 sont à conserver (à partir de la page 60 du rapport de présentation (RP)).

L'ER5 a été supprimé par délibération en 2013. (Page 65 du RP)

L'ER6 a déjà été supprimé par modification simplifiée du 29 mars 2012.

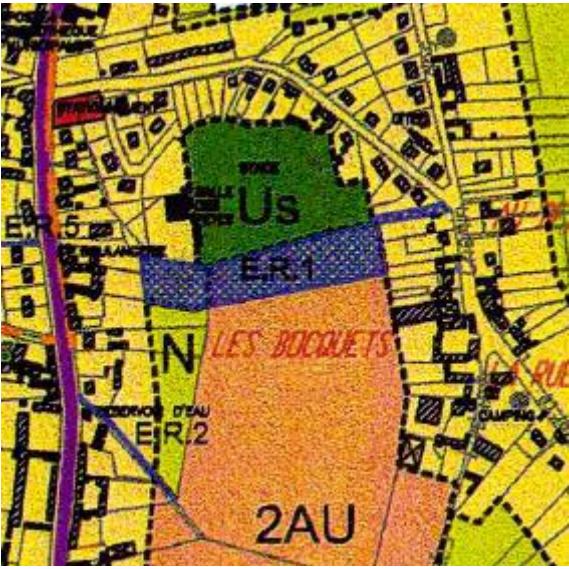
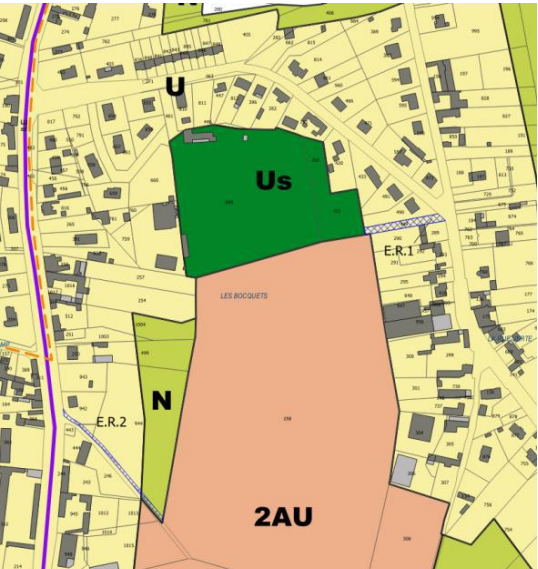
L'ER5 et l'ER6 apparaissaient toujours sur la légende de la cartographie, c'est pourquoi ils sont repris dans la présente notice.

En ce qui concerne l'ER1, partie zone U, est à conserver en partie.

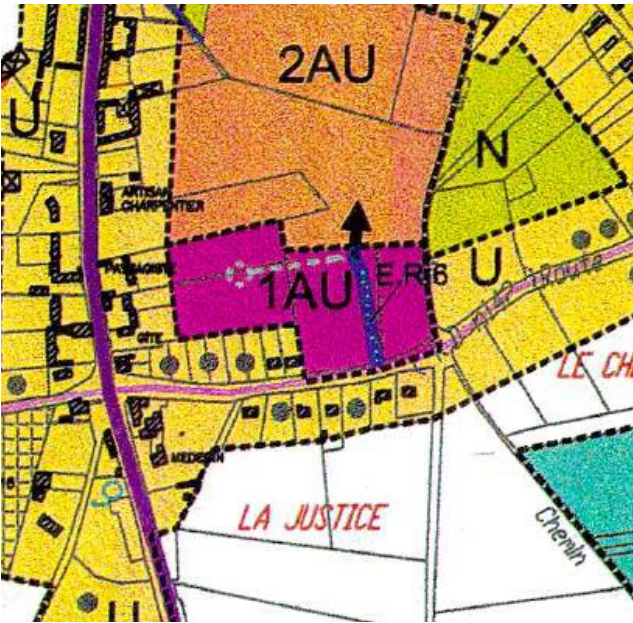
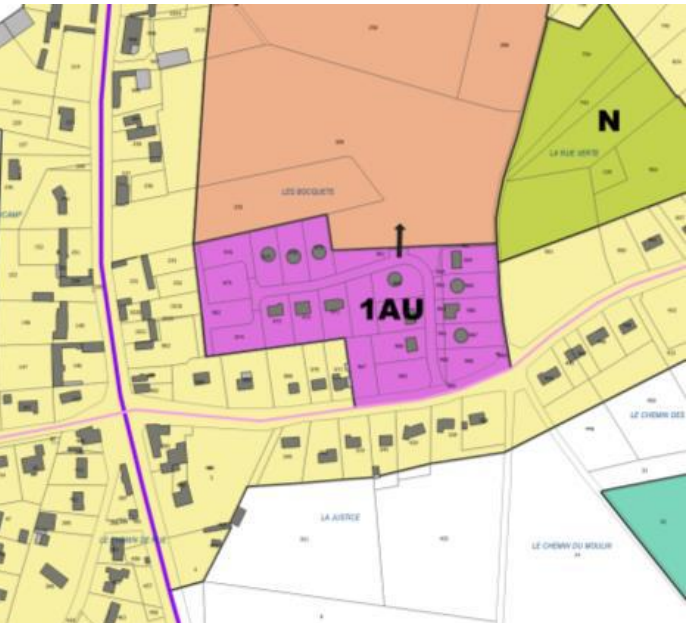
Les ER sont à supprimer soit parce que la commune n'en a plus l'utilité, soit car le projet a été réalisé.

- Emplacement réservé n°1 : suppression partielle

Seule la partie à l'Est située en zone U est conservée.

Plan de zonage actuel	Plan de zonage modifié (partie bleue conservée)
	

- L'ER6 concernait la réalisation d'une voirie de desserte pour une surface de 1 149m², également au bénéfice de la commune. Cet emplacement situé dans une zone 1 AU, n'a plus lieu d'être car la réalisation du lotissement a débuté et la voirie a été réalisée.

Plan de zonage actuel	Projet
	

La suppression de l'emplacement réservé sera réalisée au niveau des annexes du PLU ainsi qu'au sein des documents graphiques (plan de zonage).

Les surfaces des ER3, ER 4 et ER 6 ont été revues en raison du fait, que le fichier d'origine était projeté en Lambert I et que celui de la CA2BM est en Lambert 93. Cela ajouté aux éventuelles torsions liées aux corrections de calage de parcelles faites par les géomètres du Cadastre, crée des changements de forme de parcelles et donc des variations de superficie dans toutes les surfaces, qu'elles soient de zones ou d'emplacement réservé.

Après modification les emplacements réservés seront :

ER 1	Surface : 485 m ²	Entièrement dans la zone U, au bénéfice de la commune, pour la réalisation d'équipements des services communaux
ER 2	Surface : 332 m ²	Au bénéfice de la commune, pour l'élargissement d'un chemin communal, pour permettre un accès à la zone d'urbanisation future.
ER 3	Surface : 285 m ²	Partagé entre la zone U et la zone A, au bénéfice de la commune, pour l'élargissement de voirie.
ER 4	Surface : 900 m ²	Entièrement dans la zone A, au bénéfice de la commune, pour l'élargissement de voirie.
ER 5	Surface : 520 m ²	Afin de sécuriser le déplacement des piétons et notamment des écoliers un élargissement de l'espace « trottoir » est envisagé au profit de la commune. Entièrement dans la zone U

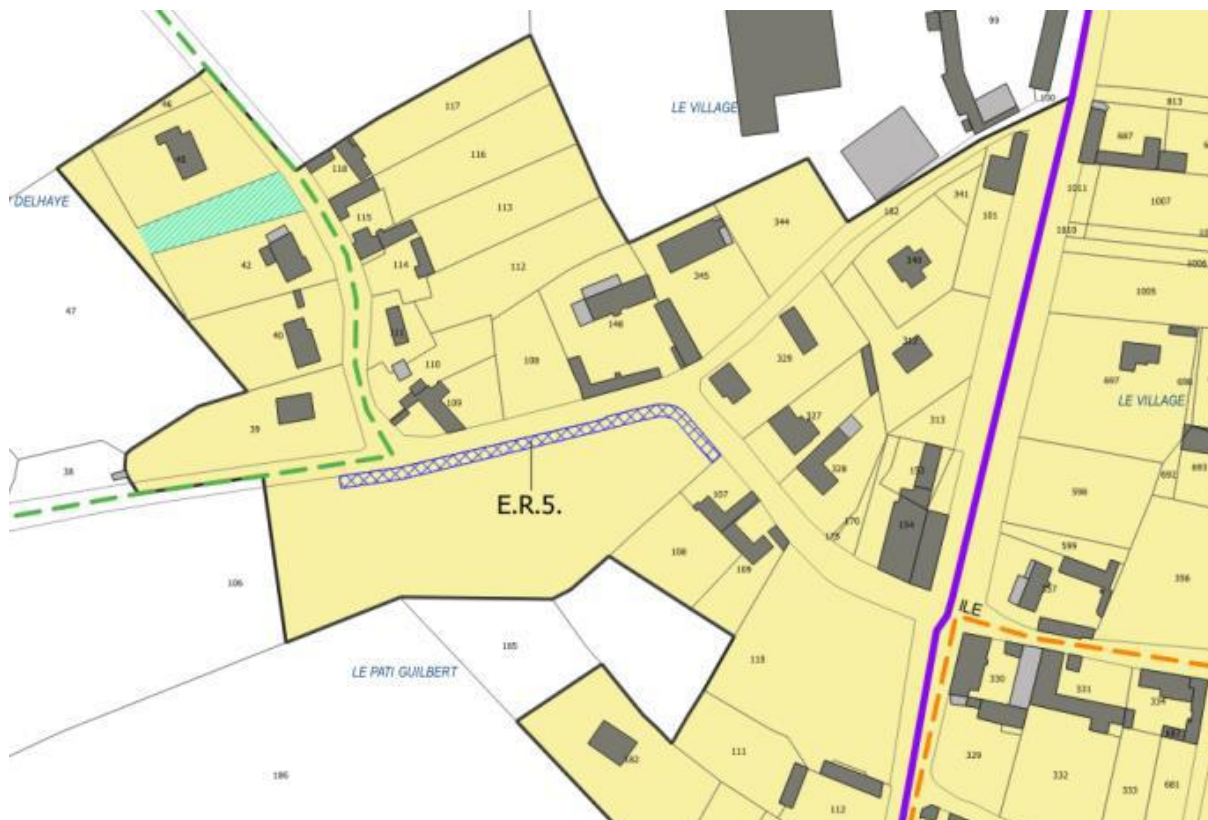
III. La création d'un emplacement réservé

La commune souhaiterait pouvoir mettre en place un emplacement réservé, dans le virage situé chemin d'Airon.

En effet afin de sécuriser le déplacement des piétons et notamment des écoliers un élargissement de l'espace « trottoir » est envisagé au profit de la commune.



Plus précisément : Soit environ 520 m²



Cet élément sera intégré au rapport de présentation ainsi qu'à la liste des emplacements réservés (légende du plan de zonage)

ER 1	Surface : 485 m ²	Entièrement dans la zone U, au bénéfice de la commune, pour la réalisation d'équipements des services communaux
ER 2	Surface : 332 m ²	Au bénéfice de la commune, pour l'élargissement d'un chemin communal, pour permettre un accès à la zone d'urbanisation future.
ER 3	Surface : 285 m ²	Partagé entre la zone U et la zone A, au bénéfice de la commune, pour l'élargissement de voirie.
ER 4	Surface : 900 m ²	Entièrement dans la zone A, au bénéfice de la commune, pour l'élargissement de voirie.
ER 5	Surface : 520 m ²	Afin de sécuriser le déplacement des piétons et notamment des écoliers un élargissement de l'espace « trottoir » est envisagé au profit de la commune. Entièrement dans la zone U

IV. Modification du règlement concernant l'aspect extérieur

Madame le Maire souhaite pouvoir réglementer l'aspect des tuiles et des panneaux photovoltaïques. L'objectif est de préciser que les tuiles d'aspect vernissé seront proscrites pour une meilleure intégration dans l'environnement bâti. En effet, la composition architecturale communal a conservé ses spécificités locales avec pour l'essentiel des tuiles petits moules de couleur rouge orangé ou de l'ardoise, une intégration du nouveau bâti est donc souhaitée.

Dans le même esprit, les panneaux photovoltaïques seront d'aspect mat et intégrés dans la toiture afin de s'harmoniser avec le patrimoine existant et de minimiser l'impact de ces dispositifs.

Règlement actuel	Modification proposée
ARTICLE U 11 - ASPECT EXTERIEUR Le permis de construire sera refusé ou ne sera accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.	ARTICLE U 11 - ASPECT EXTERIEUR Le permis de construire sera refusé ou ne sera accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Les tuiles d'aspect vernissé seront proscrites. Les panneaux photovoltaïques seront d'aspect mat et intégrés dans la toiture.

V. Modification concernant l'implantation d'antenne de téléphonie

Les élus de la commune de Wailly Beaucamp souhaitent pouvoir régir l'implantation des antennes de téléphonie mobile.

En effet ils souhaiteraient pouvoir limiter la hauteur à 30 mètres et imposer une implantation afin de réduire les nuisances visuelles. Les antennes s'implanteraient à minimum 10 mètres et à maximum à 30 mètres de la limite de la voie avec une hauteur maximale de 30 mètres.

Règlement actuel	Modification proposée
<p>ARTICLE U 06 — IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>Les façades des constructions à usage d'habitation doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit avec un recul de 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies,• soit avec un recul identique à celui de l'une des deux constructions voisines existantes. <p>Lorsqu'il s'agit de reconstruction, d'extension ou de travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments existants, la construction pourra être édifiée avec un recul qui ne pourra être inférieur au recul minimum du bâtiment existant.</p>	<p>ARTICLE U 06 — IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES</p> <p>Les façades des constructions à usage d'habitation doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none">• soit avec un recul de 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies,• soit avec un recul identique à celui de l'une des deux constructions voisines existantes. <p>Lorsqu'il s'agit de reconstruction, d'extension ou de travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments existants, la construction pourra être édifiée avec un recul qui ne pourra être inférieur au recul minimum du bâtiment existant.</p> <p>L'implantation des antennes de téléphonie mobile se fera avec un recul minimum de 10 mètres et maximum de 30 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies.</p>
<p>ARTICLE U 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS</p> <p>Les constructions à usage principal d'habitation individuelle ne doivent pas comporter plus de deux niveaux habitables sur rez-de-chaussée, un seul niveau de combles aménageables inclus. R+1+C.</p> <p>La hauteur des autres constructions mesurée au-dessus du sol naturel avant aménagement ne peut excéder 12 mètres au faitage.</p>	<p>ARTICLE U 10 - HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS</p> <p>Les constructions à usage principal d'habitation individuelle ne doivent pas comporter plus de deux niveaux habitables sur rez-de-chaussée, un seul niveau de combles aménageables inclus. R+1+C.</p> <p>La hauteur des autres constructions mesurée au-dessus du sol naturel avant aménagement ne peut excéder 12 mètres au faitage.</p> <p>Les antennes de téléphonie mobile ne pourront pas excéder 30 mètres de hauteur.</p>

VI. Transformation des zones 1AU en U

Lors de son instauration en 2007, le PLU de la commune de Wailly-Beaucamp a défini des zones d'urbanisation futures (1AU) destinées à l'implantation d'habitations individuelles qui seraient construites lors d'une opération d'ensemble.

Certaines des zones 1AU (destinées à l'urbanisation future) n'ont plus lieu d'être du fait de leur aménagement dans leur globalité (projets de construction intervenus par différents promoteurs au long des années).

Il existe 2 zones 1AU sur la commune de Wailly Beaucamp : l'une située à l'ouest, le Monthodion et l'autre située au Sud de la commune, les Bocquets.

Celle située à l'ouest de la commune, chemin Fourrière Labrège, est terminée. Et celle située au sud de la commune est, en septembre 2021, bien remplie : sur 20 parcelles, 7 sont bâties avec permis de construire clôturé, et 6 parcelles sont en cours de construction et visibles sur la photo satellitaire de Google Maps. Des permis de construire ont été déposés sur les parcelles restantes.

Il est donc légitime de les incorporer à la zone U.

Rappel des différentes zones :

- **La zone urbaine mixte (U et son secteur Us)**

Une seule zone urbaine mixte existe. Il s'agit de la zone U.

La délimitation de la zone U tient compte de la configuration générale du bâti existant, ainsi que de l'objectif de stopper l'urbanisation linéaire. Il s'agit d'une zone urbaine mixte affectée à l'habitat, aux commerces, aux services, aux activités artisanales.

Un secteur Us est également délimité. Il correspond aux équipements de sport et d'équipements collectifs.

Un secteur est créé dans la zone : le secteur Us, correspondant aux équipements de sport actuellement présents sur le territoire communal, et devant garder la possibilité de s'agrandir et d'accueillir des équipements collectifs.

- **La zone d'activités économiques (UE)**

La zone UE correspond à une zone d'activités économiques, basé sur l'entreprise STOLZ.

La délimitation de la zone UE tient compte de l'activité déjà présente, mais également du possible développement d'activités déjà présentes ou à venir.

- **La zone mixte d'urbanisation future de moyenne densité (1AU)**

Les zones 1AU ont été définies en prenant en compte aussi bien les besoins en logements, que l'implantation du bâti existant environnant, sa configuration générale, ou les contraintes et servitudes au développement.

Le P.L.U. prévoit deux emprises d'extensions.

Un premier secteur se situe dans la partie ouest du bourg.

Le deuxième secteur se situe au sud, au lieu-dit « Les Bocquets ». Pour une surface totale de 4,04 hectares.

Des illustrations d'aménagements ont été réalisées et permettent pour celui de la zone sud, l'accès à la zone d'urbanisation à long terme.

Ces deux zones d'urbanisation future permettront des petites opérations de logements. Elles donneront un peu de densification au bourg sur des espaces restés encore vierges.

- **La zone mixte d'urbanisation future à long terme (2AU)**

Les zones 2AU ont été définies en prenant en compte l'implantation du bâti existant environnant, sa configuration générale, et les contraintes et servitudes au développement.

Le P.L.U. prévoit une emprise d'extension à long terme au lieu-dit « Les Bocquets », au coeur du Bourg existant. Elle permet de répondre aux exigences de centralité et de densification.

Il s'agit d'une zone mixte d'urbanisation future de moyenne densité à long terme.

Le règlement n'est pas totalement renseigné. Seuls les articles 1, 2 6 et 7 sont renseignés. L'ouverture à l'urbanisation ne sera possible qu'après modification du PLU

- **La zone agricole (A)**

La commune a confirmé la vocation agricole et séculaire des terres cultivées.

Ainsi, la zone A a été définie par rapport aux réalités de l'activité agricole, en y intégrant les exploitations agricoles et en veillant à classer les terrains immédiatement accessibles aux agriculteurs depuis leur siège d'exploitation.

Cette définition de la zone A s'est également établie par rapport à la zone urbaine, au devenir de certaines exploitations, aux constructions à usage d'habitation ou d'activités dans la zone agricole, à la prise en compte des carrières, à la reconnaissance des zones naturelles et des bois.

- **La zone naturelle (N et ses secteurs Na, Nc, NI et Nh)**

La commune a confirmé la vocation naturelle de certaines zones en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages, et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique ou écologique. Cette zone naturelle intègre donc les grands espaces boisés, ainsi que les parties du territoire non urbanisées et qu'il est nécessaire de préserver par rapport aux vues intéressantes sur les bois.

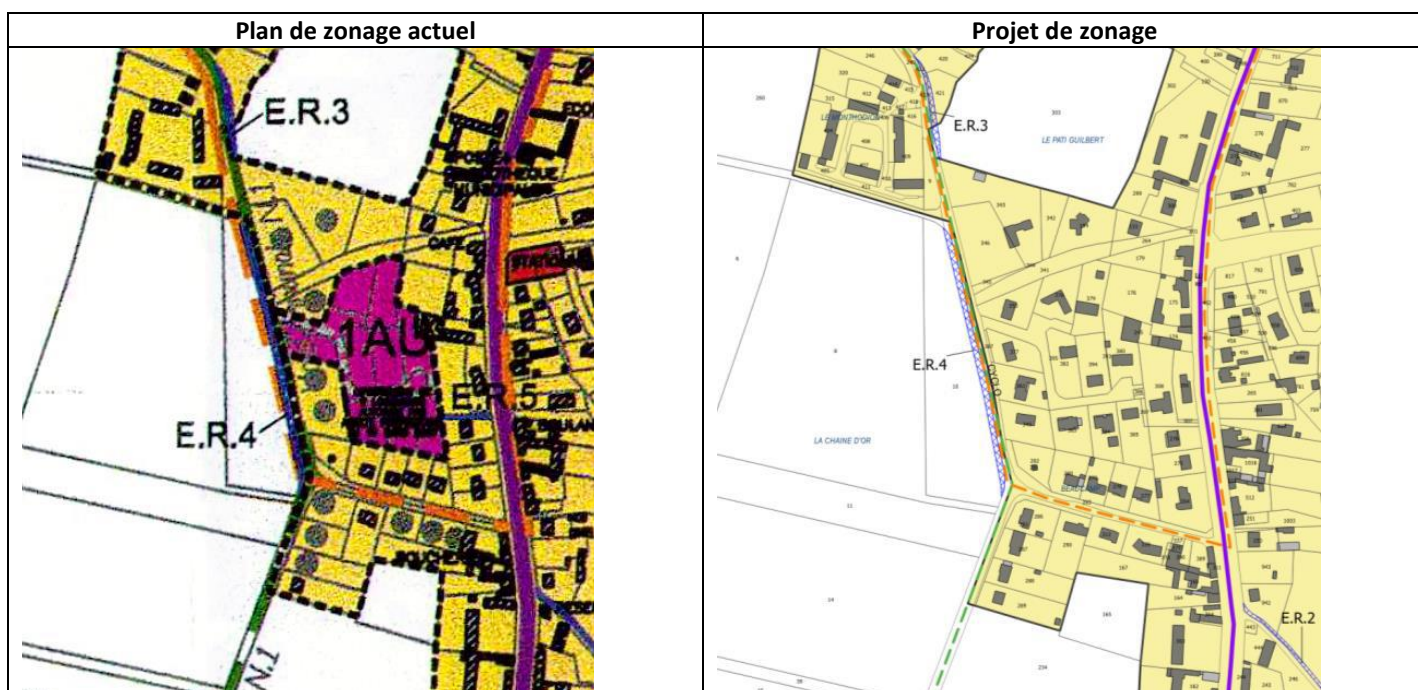
Cette zone naturelle intègre également quatre secteurs spécifiques :

- un secteur Na, correspondant à l'emprise du centre d'exploitation SANEF de l'autoroute A16 ;
- un secteur Nc, d'exploitation de carrières (avec deux emprises : l'actuelle carrière et la future carrière) ;
- un secteur Nl, de camping, en limite du territoire, dans la continuité du camping de BOIS- JEAN ;
- un secteur Nh, d'habitat isolé existant et non agricole.

Le zonage qui est le plus en adéquation avec les zones 1AU est la zone U correspondant à un habitat pavillonnaire et petits collectifs.

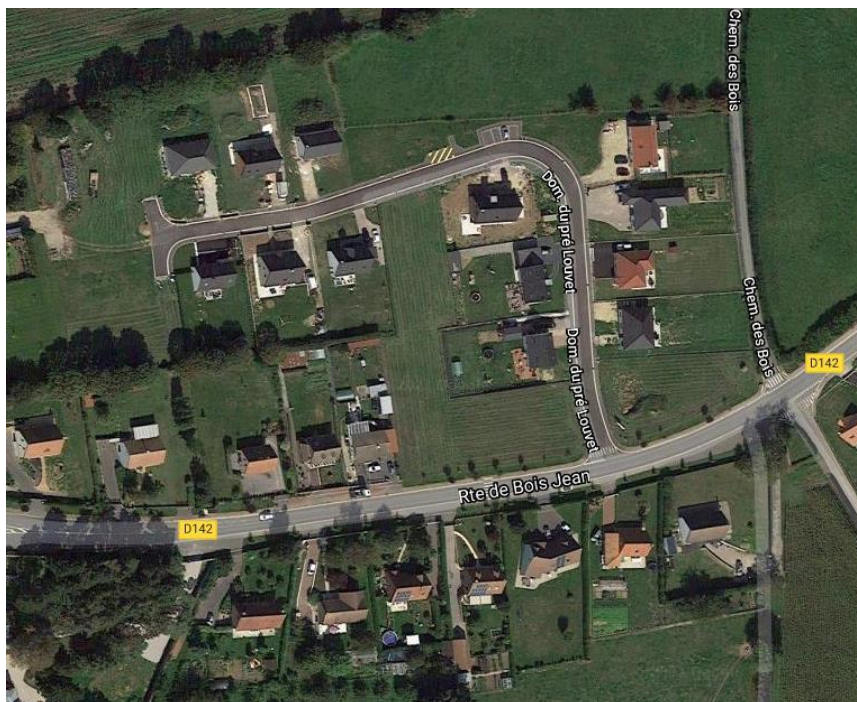
Par ailleurs, l'ensemble des zones à urbanisation futures sont limitrophes de zones U
Il est proposé d'intégrer les zones 1AU construites en zone U.

- **Zone 1 : située à l'ouest, le Monthodion**

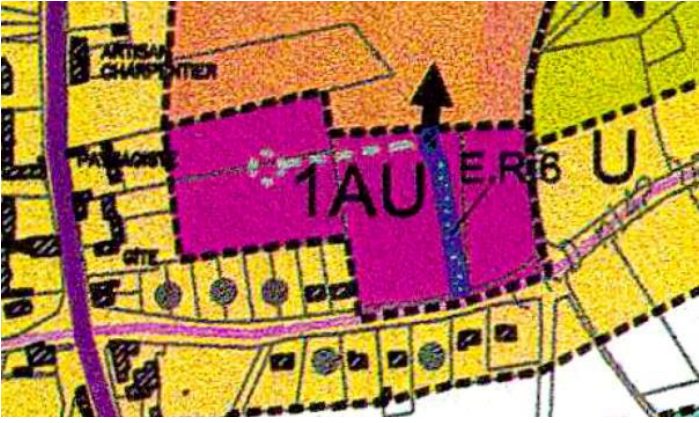



- **Zone 2 : située au Sud de la commune, les Bocquets**

Cette zone 1AU est déjà quasiment réalisée (voir ci-dessous capture d'écran de Google Maps en septembre 2021, sur base d'image satellitaire 2021) et les voiries sont terminées.



Il est donc légitime de basculer ce secteur en zone U.

Plan de zonage actuel	Projet de plan de zonage
	

Les cercles gris représentent les maisons nouvellement sorties de terre et dont les permis de construire ne sont pas clôturés en 2007 (à gauche) et en 2021 (à droite).

VII. La zone 2AU

La loi Alur 24 mars 2014 renforce l'encadrement de l'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU en prévoyant que le PLU devra faire l'objet, pour l'ouverture à l'urbanisation d'une zone :

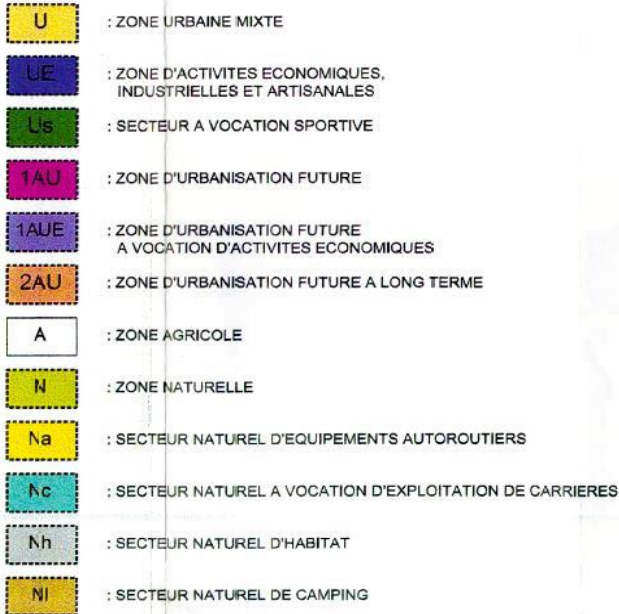
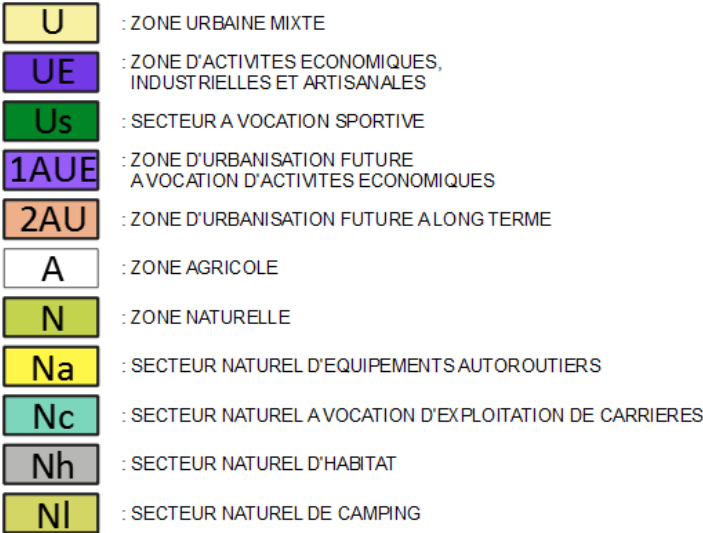
- d'une modification avec délibération motivée
- d'une révision pour les zones de plus de neuf ans

La zone 2AU n'a fait l'objet d'aucun projet d'aménagement ou d'acquisition foncière dans le délai de neuf ans depuis sa création.

Etant donné que la zone n'est pas immédiatement constructible et nécessite une révision du document pour permettre sa constructibilité (le PLU communal ayant été approuvé le 25 juillet 2007, la zone 2AU a plus de 9 ans), il est proposé de préciser sur le plan de zonage et dans le règlement écrit du PLU pour une meilleure compréhension du public, que « ouverture à l'urbanisation possible de la zone 2AU uniquement par une procédure de révision du document (Loi ALUR) »

Règlement actuel	Modification proposée
PREAMBULE 1 - Vocation principale Il s'agit d'une zone d'urbanisation future à long terme.	PREAMBULE 1 - Vocation principale Il s'agit d'une zone d'urbanisation future à long terme. « Ouverture à l'urbanisation possible de la zone 2AU uniquement par une procédure de révision du document (Loi ALUR) » Puis reprendre le règlement applicable aux zones 1 AU

Modification de la légende du règlement graphique :

Plan de zonage actuel	Projet de plan de zonage
ZONAGE  <p>U : ZONE URBAINE MIXTE</p> <p>UE : ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES, INDUSTRIELLES ET ARTISANALES</p> <p>Us : SECTEUR A VOCATION SPORTIVE</p> <p>1AU : ZONE D'URBANISATION FUTURE</p> <p>1AUE : ZONE D'URBANISATION FUTURE A VOCATION D'ACTIVITES ECONOMIQUES</p> <p>2AU : ZONE D'URBANISATION FUTURE A LONG TERME</p> <p>A : ZONE AGRICOLE</p> <p>N : ZONE NATURELLE</p> <p>Na : SECTEUR NATUREL D'EQUIPEMENTS AUTOROUTIERS</p> <p>Nc : SECTEUR NATUREL A VOCATION D'EXPLOITATION DE CARRIERES</p> <p>Nh : SECTEUR NATUREL D'HABITAT</p> <p>Nl : SECTEUR NATUREL DE CAMPING</p>	ZONAGE  <p>U : ZONE URBAINE MIXTE</p> <p>UE : ZONE D'ACTIVITES ECONOMIQUES, INDUSTRIELLES ET ARTISANALES</p> <p>Us : SECTEUR A VOCATION SPORTIVE</p> <p>1AUE : ZONE D'URBANISATION FUTURE A VOCATION D'ACTIVITES ECONOMIQUES</p> <p>2AU : ZONE D'URBANISATION FUTURE A LONG TERME</p> <p>A : ZONE AGRICOLE</p> <p>N : ZONE NATURELLE</p> <p>Na : SECTEUR NATUREL D'EQUIPEMENTS AUTOROUTIERS</p> <p>Nc : SECTEUR NATUREL A VOCATION D'EXPLOITATION DE CARRIERES</p> <p>Nh : SECTEUR NATUREL D'HABITAT</p> <p>Nl : SECTEUR NATUREL DE CAMPING</p> <p>Nota : Ouverture à l'urbanisation possible de la zone 2AU uniquement par une procédure de révision du document (Loi ALUR)</p>

VIII. Extension de la Zone NC au niveau des carrières



De plus une enquête publique s'est déroulée du 20 décembre 2021 au 20 janvier 2022 et du 14 février au 15 mars 2022 portant sur la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et de graviers par la S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME. Cette enquête portait entre autres sur les parcelles concernées par la présente modification. L'arrêté préfectoral d'enquête publique sera joint en annexe.

IX. Aspect extérieur : clôtures

Le règlement actuel ne réglemente pas la hauteur ni les types de clôtures autorisées alors que celles-ci forment un tout avec la construction ainsi qu'avec la morphologie du village. Il n'est par exemple pas cohérent d'implanter des clôtures de 2 mètres de haut occultantes en façade sur voie dans un contexte urbain composé de muret bas. Il s'agit de trouver une harmonie.

Règlement actuel	Modification proposée
<p>ARTICLE U 11 – ASPECT EXTERIEURS</p> <p>Le permis de construire sera refusé ou ne sera accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>L'édification de clôtures est soumise à déclaration (article L.441-2 et suivants du Code de l'Urbanisme)</p>	<p>ARTICLE U 11 – ASPECT EXTERIEURS</p> <p>Le permis de construire sera refusé ou ne sera accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.</p> <p>L'édification de clôtures est soumise à déclaration (article L.441-2 et suivants du Code de l'Urbanisme)</p> <p>Les clôtures doivent être réalisées en harmonie avec leur environnement.</p> <p>Les murs existants en pierre blanche, briques ou silex seront de préférence conservés. En cas de travaux d'extension, de réfection ou démolition reconstruction, il est recommandé d'utiliser les mêmes matériaux.</p> <p>En façade avant :</p> <p>La hauteur des clôtures sur domaine public n'excèdera pas 1,60 mètres jusqu'au retrait de la façade avant, mesurée à partir du sol naturel. Toutefois, dans le cas de prolongement de murs existants d'une hauteur supérieure à celle autorisée, une hauteur supérieure pourra être admise dans la limite de l'existant.</p> <p>La clôture sera constituée : de haies d'essences rustiques, doublés ou non d'un grillage et pourra comporter un muret d'une hauteur maximale de 1.00m. Les haies de résineux sont proscrites. Elles doivent être constituées de différentes essences locales qui favorisent la biodiversité.</p> <p>Le muret de soubassement sera maçonné et enduit. L'enduit sera identique à celui de la construction principale et sera réalisé sur les deux faces.</p> <p>En limites séparatives :</p> <p>Elles pourront atteindre 2 mètres de hauteur (mesuré à partir du niveau naturel du terrain). Par principe elles seront réalisées d'une haie composée d'essence locales, qui pourra être doublée d'un grillage.</p> <p>Les clôtures pleines seront l'exception et devront avoir un aspect fini naturel (type bois par exemple). Les clôtures pleines pourront s'étendre sur maximum 10 mètres.</p>

	<p>Les clôtures implantées sur des limites parcellaires correspondant à une limite entre la zone U et une zone agricole (A) ou naturelle (N) doivent être composées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit d'un grillage éventuellement doublé d'une haie composée d'essences diversifiées qui favorisent la biodiversité, • soit d'une haie composée d'essences diversifiées qui favorisent la biodiversité. <p>Les portillons et portails :</p> <p>Ils doivent être constitués de matériaux en harmonie avec ceux de la clôture ou du mur de clôture. Leur hauteur, limitée à 1,80 m, peut exceptionnellement être augmentée si le projet s'insère dans un mur ancien d'une hauteur supérieure, s'il s'agit de remplacer un dispositif existant ou s'il participe à la mise en valeur de la monumentalité d'une entrée existante.</p> <p>Les pilastres peuvent être un peu plus haut que le dispositif mis en place.</p>
--	---

X. Niveau bas

Une précision, en ce qui concerne du niveau bas des nouvelles constructions lorsque le terrain est en pente, doit être apportée.

Règlement actuel	Modification proposée
<p>ARTICLE U 06 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</p> <p>Les façades des constructions à usage d’habitation doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit avec un recul de 5 mètres minimum et de 20 mètres maximum par rapport à la limite d’emprise des voies • Soit avec un recul identique à celui de l’une des deux constructions voisines existantes. <p>Des règles d’implantation différentes à la règle maximale pourront être admises en fonction de la topographie du terrain, de sa desserte et de l’environnement immédiat.</p>	<p>ARTICLE U 06 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</p> <p>Les façades des constructions à usage d’habitation doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit avec un recul de 5 mètres minimum et de 20 mètres maximum par rapport à la limite d’emprise des voies • Soit avec un recul identique à celui de l’une des deux constructions voisines existantes. <p>Des règles d’implantation différentes à la règle maximale pourront être admises en fonction de la topographie du terrain, de sa desserte et de l’environnement immédiat.</p> <p>Le niveau bas du premier plancher de la construction devra se situer au-dessus du niveau de la voie ou des voies ou espace public en tenant lieu. En cas de voies en pente, la hauteur sera prise au milieu de la façade.</p> <p>En cas de terrain à l’angle de 2 voies, la voie à prendre en compte est la voie où se situe l’accès.</p> <p>Si le terrain est en contrebas par rapport à la voirie, le niveau du plancher bas du rez-de-chaussée sera au minimum au niveau de la voirie.</p>

XI. Eaux Pluviales / eaux usées

Règlement actuel	Modification proposée
<p>ARTICLE U 04 – Condition de desserte par les réseaux</p> <p>2 – Assainissement</p> <p>c) Eaux pluviales</p> <p>Les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu’ils garantissent l’écoulement direct et sans stagnation des eaux pluviales de toiture dans le réseau collecteur quand il existe, ou par infiltration dans le terrain.</p> <p>A défaut de réseau, les constructions ne sont admises qu’à la condition que soient réalisés, à la charge du constructeur, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales, conformément aux avis des services techniques intéressés et selon les dispositifs appropriés et proportionnés, afin d’assurer une évacuation directe et sans stagnation, dans le respect des exigences de la réglementation en vigueur.</p>	<p>ARTICLE U 04 – Condition de desserte par les réseaux</p> <p>2 – Assainissement</p> <p>c) Eaux pluviales</p> <p>Les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu’ils garantissent l’écoulement direct et sans stagnation des eaux pluviales de toiture dans le réseau collecteur quand il existe, ou par infiltration dans le terrain.</p> <p>A défaut de réseau, les constructions ne sont admises qu’à la condition que soient réalisés, à la charge du constructeur, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales, conformément aux avis des services techniques intéressés et selon les dispositifs appropriés et proportionnés, afin d’assurer une évacuation directe et sans stagnation, dans le respect des exigences de la réglementation en vigueur.</p> <p>Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Sont assimilées à ces eaux pluviales, celles provenant des eaux d’arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d’immeubles, les eaux de vidanges des piscines après traitement, ...</p> <p>La gestion des eaux pluviales doit se faire comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Tout aménagement réalisé sur un terrain doit être conçu de façon à ne pas faire obstacle au libre écoulement des eaux pluviales. -A chaque fois que les conditions techniques le permettent, il est demandé d’évacuer les eaux pluviales à l’intérieur des propriétés par épandage souterrain ou par un dispositif de stockage immédiat avec écoulement de faible débit dans le réseau après l’averse, s’il existe un réseau collecteur d’eaux pluviales. -Si les conditions techniques ne permettent pas l’évacuation des eaux pluviales à l’intérieur des propriétés, un rejet, soit au fil d’eau, soit au réseau public, doit être examiné. -Tout dispositif d’évacuation des eaux pluviales doit assurer une évacuation directe et sans stagnation, conformément à la réglementation en vigueur.

XII. Implantation des constructions vis-à-vis de la voie

Les prescriptions relatives à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, aux limites séparatives et aux constructions situées sur la même propriété ont toutes une finalité « urbanistique ».

Le règles d'implantation des constructions sont l'une des composantes du règlement qui contribuent à modeler la forme urbaine. Elles doivent nécessairement être déterminées en fonction des caractéristiques territoriales en présence (secteur urbanisé dense, diffus, morphologie urbaine, réseau viaire, contexte paysager, ...) mais aussi des objectifs poursuivis (densification du tissu bâti en cohérence avec la morphologie urbaine, conforter l'intégration paysagère dans certains cas, souhait de retrait pour hiérarchiser l'aspect des rues,).

Les contraintes d'implantation des constructions vis-à-vis de la voirie et des autres emprises publiques impactent non seulement l'organisation du tissu urbain mais aussi son apparence telle qu'elle est perçue par les utilisateurs de l'espace public.

Des exigences d'alignement concourent à un ordonnancement régulier des façades souvent dans la continuité et le respect des implantations préexistantes. Elles favorisent aussi la densification de l'espace.

Une implantation en retrait permet un desserrement des constructions et une variation des fronts bâtis. Elle n'est pas nécessairement hostile à une intensification urbaine en présence d'autres variables d'ajustement de la morphologie urbaine, en particulier des contraintes de hauteur.

Le retrait permet également une hiérarchie dans l'aspect des rues, donc une différenciation des tissus en fonction de leur vocation. Il peut tout autant servir des intentions écologiques et/ ou esthétiques en imposant par exemple la plantation des espaces libérés de manière à compenser la minéralité de certaines rues.

L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques peut être prévue soit en limite de la voie ou de l'emprise publique, soit en retrait de cette limite. Les prescriptions régissant l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ne font pas obstacle à ce que d'autres constructions soient édifiées en deuxième, voire en troisième rang sur la même parcelle.

Il revient au règlement de préciser qu'elles ne s'imposent qu'aux constructions en premier rang, celles les plus proches de la voirie ou de l'emprise publique.

Lorsque l'implantation est imposée « à l'alignement » (ou « au ras » de l'alignement), les constructions doivent être implantées en limite de la voie ou de l'emprise publique, l'objectif alors recherché étant de créer un front bâti continu. L'obligation d'alignement peut parfaitement être subordonnée à certaines circonstances de fait, par exemple, la présence d'un ordonnancement existant, d'une implantation dominante ou d'une continuité visuelle du bâti. Il est important que le règlement définisse ces notions pour éviter toute ambiguïté.

L'implantation à l'alignement peut aussi être conçue de façon facultative. Le choix est laissé au constructeur de positionner son projet à l'alignement ou en retrait de l'alignement. Cette liberté sera plus ou moins encadrée en fonction de l'effet recherché. Elle est soit laissée à la libre appréciation du constructeur, soit fonction de la configuration du bâti existant ou des lieux. Dans ce second cas, un retrait minimal peut être fixé.

Contexte local :

Wailly Beaucamp s'est construit de manière linéaire (le long des voies) au fil du temps. Depuis l'approbation du PLU communal, des lotissements sont venus densifier le centre-bourg avec des opérations en grappe.

L'implantation des constructions n'est pas uniforme, hormis quelques constructions constituant en séquence urbaine continue.

L'objectif même des règles du PLU est de ne pas venir en rupture avec la composition existante. Par ailleurs, l'objectif communal est de conforter son tissu bâti.

Traduction :

Le PLU approuvé avait traduit cette spécificité en prévoyant l'implantation avec un retrait de 5 m, soit avec un recul identique aux constructions voisines.

ARTICLE U 06 – IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES (Voir Annexe ci-jointe)

Les façades des constructions à usage d'habitation doivent être implantées :

- soit avec un recul de 5 mètres par rapport à la limite d'emprise des voies,
- soit avec un recul identique à celui de l'une des deux constructions voisines existantes.

Lorsqu'il s'agit de reconstruction, d'extension ou de travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments existants, la construction pourra être édifiée avec un recul qui ne pourra être inférieur au recul minimum du bâtiment existant.

Dans un second temps, une modification du document est venue modifier la règle en prévoyant une implantation avec un recul entre 5 et 20 m de la voie ou identique aux constructions voisines.

ANNEXE à la page 11

Article U06. - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES ET EMPRISES PUBLIQUES

Suite à la procédure de modification simplifiée du PLU en date du 26 Février 2010 rendue exécutoire le 10 Août 2010, l'article U06 du règlement actuel de la zone U est rectifié en ce sens que les façades des constructions à usage d'habitation doivent être implantées :

- Soit avec un recul de 5 mètres minimum et de 20 mètres maximum par rapport à la limite d'emprise des voies
- Soit avec un recul identique à celui de l'une des deux constructions voisines existantes.

Suite à la procédure de modification simplifiée du PLU en date du 5 Décembre 2011 rendue exécutoire le 9 Mai 2012, l'article U06 du règlement actuel de la zone est modifié en ajoutant après la phrase « Soit avec un recul identique à celui de l'une des deux constructions voisines existantes » la clause suivante : **des règles d'implantation différentes à la règle maximale pourront être admises en fonction de la topographie du terrain, de sa desserte, et de l'environnement immédiat.**

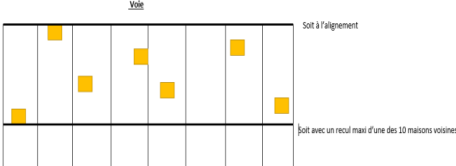
Problématique :

L'écriture de la règle n'est toujours pas efficiente et n'est pas conforme aux implantations existantes. En effet, comme précisé ci-dessus, les constructions peuvent être implantées aussi bien au niveau de la voie qu'avec une distance pouvant aller au-delà de 20m.

Par ailleurs, il existe des constructions en second rideau, qui avec l'écriture actuelle ne serait plus permises. Il en est de même pour les annexes qui ne peuvent être implantées au-delà de la bande de 20m.

Enfin, l'objectif du législateur mais aussi inscrit au sein du PADD est de conforter le centre-bourg.

Il est ainsi proposé de revoir l'écriture de la règle de manière à être plus conforme à la composition actuelle tout en permettant la densification du bâti au sein de la trame urbaine.

Règlement actuel	Modification proposée
<p>ARTICLE U 06 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</p> <p>Les façades des constructions à usage d'habitation doivent être implantées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soit avec un recul de 5 mètres minimum et de 20 mètres maximum par rapport à la limite d'emprise des voies • Soit avec un recul identique à celui de l'une des deux constructions voisines existantes. <p>Des règles d'implantation différentes à la règle maximale pourront être admises en fonction de la topographie du terrain, de sa desserte et de l'environnement immédiat.</p>	<p>ARTICLE U 06 – Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques</p> <p>Par principe, toute construction nouvelle est librement implantée. Il devra toutefois être pris en compte le cadre bâti environnant immédiat afin d'assurer une insertion de manière harmonieuse.</p> <p>Cas de constructions en premier rang :</p> <p>Soit à l'Alignement et jusqu'au recul maxi d'une des constructions situées dans les 10 maisons voisines (raisonner en ilot)</p> <p><small>Implantation des maisons en premier rang :</small></p> 

XIII. Adaptation du règlement écrit

L'article U5 est actualisé au regard de la loi ALUR, les dispositions de cet article sont effectivement caduques et nécessitent d'être supprimées. Il s'agit d'une correction de forme du règlement.

Règlement actuel	Modification proposée
<p>ARTICLE U 05 – Superficie minimale des terrains constructibles</p> <p>Si la surface ou la configuration d'un terrain est de nature à compromettre l'aspect ou l'économie de la construction ou la bonne utilisation des terrains voisins, le permis de construire est refusé ou subordonné à un remodelage parcellaire.</p> <p>Dans les zones d'assainissement non collectif, pour être constructible, une parcelle doit avoir une superficie minimale de 700 m².</p> <p>En cas de division de parcelle, la superficie des parcelles ne peut être inférieure à 1000 m².</p>	<p>ARTICLE U 05 – Superficie minimale des terrains constructibles</p> <p>Supprimé depuis la loi ALUR</p>

ANNEXES

Copie : D.E.I.3S.
Retour Outreau signé GS
Chrono
Dossier

DRIRE

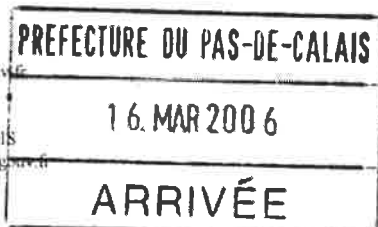
NORD
PAS-DE-CALAIS

DIRECTION REGIONALE DE
L'INDUSTRIE, DE LA RECHERCHE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Outreau, le 13 FEB 2006

GROUPE DE SUBDIVISIONS DU LITTORAL
Subdivision de Boulogne-sur-Mer
Boulevard Spingard
BP 129
62230 OUTREAU
<http://www.nord-pas-de-calais.drire.gouv.fr>

Affaire suivie par Gregory LEFRANCOIS
Courriel : gregory.lefrancois@industrie.gouv.fr
Téléphone : 03 21 10 14 80
Télécopie : 03 21 10 14 89



**RAPPORT
DE
L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES
Commission Départementale des Carrières**

GL/

Objet : Demande d'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP (62).

Réf. : ➔ **Préfecture :** Transmission DCVC-EIM-EM du 03.08.2004

P. J. : Projet d'arrêté

I - PETITIONNAIRE

- Exploitant : VERMEULEN GRANULATS
ZI de la Garenne
80 120 RUE
- Tonnage annuel : 100 000 tonnes
- Substances à extraire : sables et graviers
- Commune(s) de : WAILLY-BEAUCAMP
- n° ICPE : 70 3399
- N° SIRET : RCS ABBEVILLE n° B 409 380 144
- Code N.A.F. : 142A

II - OBJET

Demande transmise par la Préfecture, par laquelle la S.A. VERMEULEN GRANULATS dont le siège social est situé ZI de la Garenne - 80120 - RUE, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur la commune de WAILLY-BEAUCAMP lieudit "Le Halloy" pour une superficie de 13 ha 88 a 62ca dont 11 ha 50 a à exploiter.

III - INSTALLATIONS CONCERNEES-

Par transmission citée en références, Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais adresse à notre service le dossier des avis recueillis lors de la consultation du public, des collectivités et des services de l'état, relatif à la demande reprise en objet (pour rapport en C.D.C.)

L'autorisation demandée d'exploiter une carrière de sables et graviers, sur la commune de WAILLY-BEAUCAMP lieudit "Le Halloy" pour une superficie de 13 ha 88 a 62ca dont 11 ha 50 a à exploiter, concerne les parcelles section ZC n°14, 25 et 26.

La durée d'exploitation sollicitée comprenant la remise en état du site est de 15 ans.

La profondeur maximale d'extraction est de 10 mètres. Chaque front d'exploitation est limité à une hauteur de 5 mètres et deux fronts successifs sont séparés par une banquette de 10 mètres de largeur. La cote minimale NGF atteinte est de + 40 mètres.

Le rythme d'extraction et de traitement par criblage est de 100.000 t/an.

La remise en état proposée coordonnée à l'avancement de l'exploitation consiste en un remblayage partiel par une partie des matériaux sableux extraits pour adoucir les fronts de taille et profiler l'ensemble du site et en un régalage des terres de découverte.

Le site est ensuite boisé selon les modalités fixées par l'Office National des Forêts (ONF) et la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) et à définir dans le délai de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté.

① - Classement de la demande

Il est repris dans le tableau ci-dessous :

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de Classement	A-D ou NC
Exploitation d'une carrière au sens de l'article 4 du Code Minier.	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers de superficie égale à 13 ha 88 a 62 ca.	100.000 t/an et un volume maximal extrait de 650 000 m ³	2510-1	A
Criblage de produits minéraux naturels.	Installation mobile de criblage.	Puissance installée égale à 65 kW.	2515	D

② Synthèse de l'étude d'impact présentée

a) Impacts visuels et paysagers

L'exploitation entraînera la **disparition d'un espace de culture de 13 ha environ**, de qualité médiocre au point de vue agricole. Cet espace initialement boisé avait été défriché à partir de 1972. **L'exploitation ne sera pas visible** des principaux axes routiers en particulier la RN 1 et la RD 142.

Les terrains d'assiette de la carrière sont ceinturés sur trois côtés par des bois et taillis qui les **isolent visuellement**.

Le chantier sera très rapidement masqué par la **création de merlons périphériques provisoires** en l'attente du réaménagement qui se réalisera au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation.

b) Impacts sonores et vibrations

Le secteur a avant tout une vocation agricole. **Les habitations les plus proches sont situées à 300 mètres environ au nord du site.** Les mesures et calculs réalisés indiquent que l'exploitation de la carrière respectera les niveaux de bruits réglementaires en limite de périmètre autorisé et d'émergence sonore au niveau des secteurs habités.

L'activité de la carrière **sera limitée à la période de jour soit entre 7h00 et 17h00 les jours ouvrables.**

c) Pollution de l'air

Compte tenu de la nature du terrain avec une humidité importante, de l'orientation des vents dominants et des secteurs boisés ceinturant en grande partie le site, aucune disposition particulière n'est prévue en ce qui concerne les émissions poussiéreuses.

Toutefois en période de sécheresse les mesures suivantes seront prises : **arrosage des pistes**, limitation de vitesse,....

d) Impact sur les eaux

Compte tenu de la présence sur trois côtés de bois de superficies relativement importantes, le ruissellement est actuellement inexistant.

L'écoulement des eaux superficielles venant du Nord du site qui n'est pas boisé est déjà intercepté par un thalweg. **L'extraction n'aura donc aucun effet sur l'écoulement de ces eaux.** Il n'existe par ailleurs aucun cours d'eau à proximité.

La nappe de la craie séno-turonienne est présente à une profondeur moyenne de 30 m par rapport au terrain naturel. Elle est **protégée par une couverture d'argile sableuse.** Il n'existe pas de périmètre de protection de captage d'eau dans le secteur de la carrière.

L'extraction atteindra une profondeur variant de 4 à 10 m. Le plancher de carrière sera ainsi éloigné du toit de la nappe. Toutefois, afin de limiter les risques de pollution l'entretien des engins sera effectué par pompe à arrêt automatique, réalisé sur le site sur plate-forme étanche avec bassin de rétention, le fioul utilisé sera stocké en citerne placée sur cuvette de rétention.

e) Transport des matériaux

Le trafic généré par l'activité représente en moyenne 32 camions semi-remorques par jour. Ce transport se fera globalement en direction de RUE aux fins de traitement et de transformation.

A la sortie de la carrière, les camions emprunteront un chemin privé existant à l'orée du bois l'abbé. Les véhicules emprunteront ensuite les chemins ruraux n°6 dit "du Halloy" et 14 dit "des bois" conformément à la demande de la commune de WAILLY-BEAUCAMP.

Compte tenu de l'étroitesse de ces chemins qui ont une emprise totale de 6 m avec une largeur aménagée de 3 m, **des "gares" seront créées** afin de permettre le croisement de véhicules ceci en accord et avec la collaboration de M. le Maire de WAILLY-BEAUCAMP.

Synthèse de l'étude des dangers présentée par l'industriel :

L'étude traite tout d'abord des risques d'accidents (pollution accidentelle des eaux, pollution de l'air, risques liés aux produits, aux activités, aux équipements...) puis présente les conséquences pour l'environnement ainsi que les méthodes et moyens d'intervention en cas d'accident. Les principales familles de risques liées aux produits utilisés sont :

- **la pollution de l'eau, la présence d'une fouille, l'utilisation des engins.**

③ Réglementation applicable

Sont applicables, entre autres, au dossier de demande en autorisation :

- ◆ le Code de l'Environnement et son Décret d'application n°77-1133 du 21.09.1977 modifié,
- ◆ l'Arrêté Ministériel du 22.09.1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- ◆ la Circulaire du 02.07.1996 relative à l'application de l'Arrêté précité,
- ◆ l'Arrêté Ministériel du 09.02.2004 relatif aux garanties financières,
- ◆ la Circulaire du 16.03.1998 relative aux garanties financières pour remise en état.

IV – ENQUETE PUBLIQUE

1^{er} avis : 16.02.2004

Prescrite par arrêté du 29.03.2004 pour une durée de 1 mois, du 03.05.2004 au 03.06.2004.

Périmètre d'enquête: Etaient touchées par le rayon d'affichage de 3 km les communes de **WAILLY-BEAUCAMP, LEPINE, ECUIRES, BUIRE-LE-SEC, NEMPONT-SAINT-FIRMIN, BOISJEAN, CAMPIGNEULLE-LES-PETITES, ROUSSENT**.

Monsieur HAGNERE, Commissaire Enquêteur, relève 27 déclarations, dont 3 formulées sous forme de pétition et 7 lettres, relatives principalement à :

- l'itinéraire emprunté par les camions transportant les marchandises – la destruction des chemins ;
- les bruits provoqués – (repos et sommeil perturbés – avertisseurs sonores des engins) ;
- les nuisances et poussières ;
- les dangers présentés pour les enfants – les promeneurs ;
- les sites (habitations dévaluées – démolition des bois) ;
- les eaux (ruissellement et souterraines) ;
- les dégâts sur la faune et la flore ;
- les sujets évoqués par le conseil municipal de Wailly-beaucamp.

Il indique que le pétitionnaire a assisté aux permanences à 4 reprises et, a ainsi pu répondre aux questions techniques posées verbalement par les demandeurs en les priant toutefois de se référer aux dossiers mis en place et de ne pas se focaliser sur des mesures d'exécution qui n'existent pas ou sur des propos non fondés.

En effet, une mauvaise interprétation formulée à priori par un élu municipal, en l'absence de M. le Maire, à quelques habitants du quartier du Halloy, quant à l'itinéraire à emprunter, a fait l'objet d'une levée de protestations dès la première permanence. Ce sont ces derniers qui se sont mobilisés et qui ont rédigé la pétition parvenue à M. le Préfet du Pas-de-Calais.

Seules les communes qui suivent ont émis un avis.

Avis de la municipalité de WAILLY-BEAUCAMP : Avis favorable à l'unanimité par délibération du 14.06.2004 sous les réserves suivantes :

- 1°) L'itinéraire obligatoire que les camions devront emprunter pour accéder ou sortir de la carrière : Dès la sortie de la carrière, **emprunter un tronçon du chemin rural n° 6 dit chemin de Puits Bérault, puis le chemin rural n° 14 dit chemin des bois pour rejoindre la RD 142 au niveau de la carrière SAISON.**

- 2°) L'aménagement et l'entretien de ces chemins seront à la charge de la société VERMEULEN. Un état des lieux préalable sera effectué en présence de la DDE, de la commission des chemins ainsi que des exploitants et propriétaires riverains.
Une convention entre la société VERMEULEN et la commune de WAILLY-BEAUCAMP sera établie pour fixer la périodicité de l'entretien de ces chemins (minimum une fois par an sauf état d'urgence).
En fin d'exploitation de la carrière, les chemins devront être rendus à la commune dans un état au moins égal à celui du jour de démarrage de l'exploitation de la carrière.
- 3°) Les aménagements, la signalisation assurant la visibilité et la sécurité à l'intersection du chemin des bois et de la RD 142, ainsi que le renforcement de signalisation de part et d'autre du croisement du chemin des bois avec la RD 142 indiquant l'exploitation d'une carrière seront à la charge de l'exploitant. Tout ceci avec l'accord de l'Unité Départementale d'Etaples.
- 4°) Toute la signalisation et les mesures à mettre en place pour éviter que les camions empruntent les chemins qui passent devant les habitations du Halloy seront à la charge de la société VERMEULEN.
En règle générale la signalisation, les aménagements de croisements ou tout autre aménagement nécessaire (ex : panneau limitant la vitesse à 30 km/h) pour entrer ou sortir de la carrière seront à la charge de la société VERMEULEN.
- 5°) La société VERMEULEN est également chargée d'informer toutes les entreprises se rendant à la carrière, qu'un plan de sécurité est en place ainsi qu'une limitation de vitesse et de les faire respecter.
- 6°) Des plantations visant à protéger les habitations d'éventuelles nuisances de poussières seront réalisées le long du chemin de la justice (chemin parallèle au chemin rural N° 14 dit chemin des bois) au minimum 10 mètres après la limite des jardins des habitations.
- 7°) Les heures d'ouverture de la carrière seront fixées comme suit : de 7 heures à 17 heures avec absence de trafic les samedis et dimanches et jours fériés.
- 8°) La société VERMEULEN s'engage dans le cas d'embauche de salariés à privilégier les demandes de la commune à qualification égale.
- 9°) La commune exige que l'accès à la carrière soit bien signalé et fermé tous les jours ainsi que les jours de non-exploitation.
- 10°) Le non-respect volontaire ou répétitif de l'un ou l'autre des accords signés avec la commune pourrait être une condition suspensive.
- 11°) A la suite des remarques émises par les représentants de l'Association Intercommunale de Remembrement, WAILLY-BEAUCAMP, LEPINE, NEMPONT ST FIRMIN (M. VIVIER Lucien, Président, M. FONTAINE Régis, Vice-Président), informant que par décision du Tribunal Administratif de Lille du 2 mai 2002 et de la Cour d'Appel de Douai en date du 9 décembre 2003, le remembrement se trouve annulé.
Cette décision pourrait être considérée comme une clause suspensive.
En attendant que le périmètre de remembrement soit à nouveau confirmé et de recevoir des informations de la part de la DDA et de la préfecture, nous souhaitons que cette clause suspensive ne remette pas en cause la délibération prise ce jour par le conseil municipal.

Aussi, dès la confirmation du périmètre de remembrement, nous souhaitons obtenir une autorisation d'ouverture immédiate de la carrière par la société VERMEULEN afin d'éviter de mettre en péril l'avenir de cette entreprise.

12°) Deux arrêtés municipaux seront pris :

- le premier interdisant à tout véhicule à vide ou à plein, devant se rendre ou sortir de la carrière, d'emprunter le chemin N° 5 dit du Halloy passant devant l'usine STOLZ ainsi que devant les habitations du lotissement du Halloy, de même que la partie du chemin rural n° 6 dit chemin de Puits Bérault passant également devant les habitations du lotissement du Halloy.
- un deuxième précisant que toute exploitation de carrière en dehors des parcelles désignées dans le dossier (ZC 14, 15, 26) pour une superficie de 13 ha 88 a 62 ca, sera interdite et qu'aucune autorisation ne sera délivrée en vue d'une exploitation de carrière dans les terres cultivées qui séparent le bois du Vireux des premières habitations du Halloy (parcelles ZC 9, 11, 12, 13).
Une garantie supplémentaire du même type sera prévue lors de l'établissement du Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui précisera que ces parcelles resteront terres de culture.

Avis de la municipalité de LEPINE : Par délibération du 02.06.2004, elle émet l'avis suivant : le Conseil Municipal prend acte que l'itinéraire retenu pour la circulation des camions en entrée et sortie de carrière est territoire de WAILLY-BEAUCAMP

- 1) le chemin rural N° 14 dit chemin des bois ;
- 2) Le chemin rural n° 6 dit Le Halloy aboutissant à la route départementale 142 et prenant la route nationale N° 1 au carrefour de WAILLY-BEAUCAMP direction ABBEVILLE avec orientation vers Rue à Bernay en Ponthieu pour se diriger vers Rue.

Le Conseil Municipal s'oppose à tout passage de camions sur les voies communales : pour la sécurité des riverains, il est exigé que les camions ne traversent aucune agglomération de la commune de LEPINE.

Le Conseil Municipal s'inquiète de l'incidence de l'exploitation de la carrière sur la qualité future des eaux distribuées aux habitants de la commune par la station de pompage du Sec-Mont et demande que toutes les précautions soient prises lors de l'exploitation afin d'éviter tout risque de pollution de la nappe.

Avis du Syndicat d'Eau de LEPINE, BOISJEAN, ROUSSENT : Par délibération en date du 01.06.2004, il fait observer :

- 1) qu'il s'étonne de ne pas avoir été consulté lors des études préalables au dossier d'enquête publique et constate que la station de pompage du syndicat des eaux située au Sec-Mont commune de ROUSSENT a été ignorée ;
- 2) au niveau de l'étude d'impact dans un rayon de 3 000 m du lieu d'extraction (page 38) : il existe un périmètre de protection du captage d'eau du syndicat de distribution des eaux de LEPINE, BOISJEAN, ROUSSENT par arrêté préfectoral du 2 juin 1992, le captage est situé sur la route départementale 139 au lieu dit la Grande Vallée section ZB7, territoire de ROUSSENT. Le périmètre de protection éloignée est à 500 mètres environ de la limite nord de l'ancienne carrière la plus proche et le captage à 1 250 mètres ;
- 3) l'écoulement de la nappe se faisant dans le sens nord-nord est--sud-sud ouest se dirigeant vers l'Authie, il est pris note que pour éviter tout risque de pollution la société Vermeulen a pris des engagements :

- a) le fioul utilisé pour le fonctionnement des engins sera approvisionné au jour le jour par camion citerne aux normes européennes,
- b) le remplissage des engins sera effectué sur aire étanche,
- c) l'accès au chantier sera interdit au public, ce qui à terme devrait éviter sa transformation en décharge d'ordures,
- d) le site sera réaménagé et boisé au fur et à mesure de l'exploitation.

Cependant, le syndicat exige que toutes les mesures soient prises pour éviter la pollution de la nappe et que des contrôles sur les modes d'extraction soient effectués régulièrement par les services compétents de la préfecture en y associant le syndicat des eaux exploitant de la station de pompage et distributeur d'eau aux communes de BOISJEAN, LEPINE, ROUSSENT et au hameau du bahot commune de VERTON.

Avis de la municipalité de ECUIRES : Avis favorable par délibération du 10.06.2004.

Avis de la municipalité de BUIRE-LE-SEC : Avis favorable par délibération du 15.06.2004.

Avis de la municipalité de NEMPONT-SAINT-FIRMIN : Aucune observation par délibération du 01.06.2004.

Mémoire en réponse du pétitionnaire : La société VERMEULEN GRANULATS a, dans son mémoire en réponse du 22.06.2004, apporté à M. le Commissaire-Enquêteur les compléments d'information demandés et a rappelé les éléments du dossier.

Avis du Commissaire Enquêteur : Il émet le 05.07.2004 un « **avis favorable** » à l'ouverture de l'exploitation de la carrière, sous réserve toutefois :

- que la S.A. Vermeulen reprenne contact avec la M.I.S.E., l'agence de l'Eau Artois et le S.A.G.E. pour le problème des eaux souterraines en particulier, les explications fournies paraissant insuffisantes.
- de trouver le moyen qui permettrait la construction d'un chemin d'accès répondant aux conditions d'exploitation de la carrière et aux besoins des exploitants agricoles ou le rétablissement de la plateforme actuelle suivant les prescriptions du plan de remembrement.

Mais qu'il soit sursis à l'autorisation d'ouverture en attendant la décision du Conseil d'Etat, en ce qui concerne le remembrement, annulé par la Cour Administrative d'Appel de Douai suite au recours déposé le 13 février 2004.

Avis de Madame la Sous-Préfète de Montreuil-sur-Mer : Avis favorable par lettre du 02.09.2004, sous réserve des observations émises par M. le Commissaire-Enquêteur.

Avis du C.H.S.C.T. : Il n'existe pas statutairement.

III – CONSULTATION DES SERVICES ADMINISTRATIFS

- 1°) **Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt** : Par lettre datée du 15.04.2004, elle indique :

« La demande se situe dans un espace non boisé, il n'y a donc pas d'autorisation de défrichement à solliciter. Cependant, il conviendra de respecter les lisières des parcelles à exploiter, qui se situent en espace boisé.

Le réaménagement du site devrait être effectué par la création d'un boisement de type taillis ou futaie. Pour ces opérations de boisement, le demandeur devra se rapprocher des services de la D.D.A.F. ».

- 2°) **Direction Départementale de l'Équipement** : Par lettre datée du 15.04.2004, elle indique :

« La commune de WAILLY-BEAUCAMP a délibéré pour l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) le 11.06.2002. Le projet sera pris en compte dans le futur P.L.U. Contrairement à ce qui est précisé dans l'étude d'impact, le projet se situe en ZNIEFF de type II (n° 106). L'avis de la DIREN sera déterminant dans l'instruction de cette demande d'exploitation ».

- 3°) **Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale** : Par lettre datée du 08.04.2004, elle indique :

« J'émet, en ce qui me concerne, un avis favorable à cette demande d'autorisation assorti des prescriptions suivantes :

- après démarrage de l'exploitation, réalisation d'une nouvelle campagne de mesures acoustiques permettant de vérifier la conformité sonore des activités lors de l'exploitation normale du site (notamment en zone d'émergence réglementée).*
- le fioul et autres liquides temporairement stockés sur le site, devront être contenus dans des dispositifs adaptés et sécurisés afin de prévenir toute pollution du sol et du sous-sol. Ces installations devront être équipées de rétentions.*
- comme décrit pour l'entretien des engins, le remplissage en carburant devra être effectué sur une aire étanche avec bassin de rétention.*
- traiter les eaux pluviales (notamment de voiries et aires étanches du site) par un séparateur hydrocarbures avant rejet.*

- 4°) **Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours** : Par courrier daté du 09.03.2004, elle émet des prescriptions relatives à l'accessibilité des secours, à la défense contre l'incendie, aux moyens de secours et aux mesures générales de formation du personnel avec les consignes adaptées soit :

Etablir et afficher, dans les différents locaux, des consignes de sécurité indiquant :

- la conduite à tenir en cas d'incendie ;
- les modalités d'appel des sapeurs-pompiers (tél. : 18) ;
- l'évacuation du personnel (système d'alarme sonore) ;
- la première attaque du feu ;
- les mesures pour faciliter l'intervention des secours extérieurs (ouverture des portes, désignation d'un guide).

- 5°) **Mission Inter-Services de l'eau** : Par lettre du 28.07.2004, elle indique :

« Le site d'exploitation envisagé est entouré aux trois quarts de bois. L'écoulement des eaux pluviales se fera à travers ces bois vers le bassin versant de l'Authie.

La remise en état se fera au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Elle consistera à remettre en place la couche de terre superficielle qui avait été au préalable mise de côté puis à créer un bois de type taillis sous futaie. Les opérations d'entretien et de ravitaillement des engins se feront sur site sur une aire étanche spécialement aménagée et équipée de bassins

de rétention. Toutes les précautions devront être prises afin de confiner tout déversement accidentel d'hydrocarbure.

Les cartes ne sont pas centrées sur le projet. Par conséquent, les informations concernant les captages sont incomplètes. Il n'y a pas de périmètre de protection de captage d'eau potable sur la commune de WAILLY-BEAUCAMP. En revanche, l'étude ne mentionne pas le périmètre de protection de captage d'eau potable de la commune de ROUSSENT situé à 2 km au sud-est du site. Ce secteur, a priori le plus menacé par l'implantation de la carrière, est situé dans l'axe piézométrique sud-est. Les captages de AIRON ST VAAST situés au nord-ouest sont plus éloignés.

Par conséquent, une surveillance de l'évolution de la nappe en amont du captage de ROUSSENT sera indispensable. Un piézomètre de contrôle sera à mettre en place au sud-est du site d'exploitation au droit de la route reliant le Puits Bérault au Bois Jean, au sud du Bois Mayeux.

La M.I.S.E. émet un avis favorable au projet d'exploitation de la carrière sous réserve de l'implantation du piézomètre à l'endroit indiqué ci-dessus. Etant donnée la situation de la carrière par rapport au captage de ROUSSENT, toutes les précautions devront être prises pour limiter toute pollution du sol dans le cadre des activités du pétitionnaire.

6°) Direction Régionale de l'Environnement : Par lettre du 21.04.2004, elle indique :

La commune de WAILLY-BEAUCAMP est reprise dans le SDAGE Artois-Picardie (carte B3) comme une zone dont les eaux souterraines sont à protéger en priorité du fait de la présence de champs captants irremplaçables. On note par ailleurs que le site d'exploitation est en limite du bassin d'alimentation du captage d'AIRON-ST-VAAST. Afin d'éviter toute pollution de la ressource, une attention particulière doit être portée à la gestion des eaux du site. Le pétitionnaire apportera alors les compléments suivants :

- l'entretien des engins est réalisé sur une plate-forme étanche équipée d'un bassin de rétention. Leur approvisionnement s'effectue sur une aire étanche. Ces deux sites devront être équipés de rétentions afin d'éviter toute pollution accidentelle. Les eaux pluviales issues du ruissellement de ces plates-formes seront récupérées et évacuées par une entreprise spécialisée ;
- concernant la remise en état du site, le pétitionnaire précisera l'origine des matériaux utilisés, pour assurer leur traçabilité. Aucun matériau externe ne sera rapporté, les matériaux et terre végétale proviendront du site ;
- durant la phase d'exploitation de la carrière, la gestion des eaux pluviales et d'exhaure doit être précisée.

Le site choisi pour l'extraction est implanté dans la ZNIEFF de type 2 n° 106 « la basse vallée de l'Authie et ses bassins versants entre Douriez et l'Estuaire », contrairement à l'information p. 44 de l'étude d'impact. Au regard de cette localisation, l'expertise écologique (faune, flore) est de faible niveau (simple exploitation bibliographique, pas de liste d'espèces contactées, ni de localisation des habitats). Une enquête locale pourra être envisagée.

Le gestionnaire précisera les opérations liées au réaménagement du site : vue en plan, de coupe et de profil et plan de plantation. Ce projet doit être approfondi en partenariat avec les services compétents et gestionnaires (ONF, DDAF).

Concernant la phase d'exploitation de la carrière, le dossier précisera la gestion des merlons (stocks de terre végétale mais aussi protection phonique). Le merlon orienté au nord en direction des premières habitations semble le premier à disparaître.

Dans l'attente des compléments à apporter au dossier, j'émet un **avis défavorable** à cette demande.

IV- DISCUSSION DES AVIS RECUEILLIS

1°) Municipalité de WAILLY-BEAUCAMP

Les prescriptions du projet d'arrêté relatives à l'itinéraire obligatoirement emprunté par les camions, aux horaires d'ouvertures de la carrière, à l'entretien des voies et de la signalisation nécessaires, répondent aux conditions assortissant son avis favorable.

La problématique de la confirmation du périmètre de remembrement par la DDAF puis par M. le Préfet, de ses conséquences éventuelles sur les parcelles d'emprise de la carrière, ainsi que de ses accès sont pris en compte à l'article 28 relatif aux droits des tiers.

2°) Municipalité de LEPINE et Syndicat d'Eau de LEPINE, BOISJEAN, ROUSSENT

Les camions seront tenus d'emprunter l'itinéraire retenu par M. le Maire de WAILLY-BEAUCAMP excluant les voies communales de LEPINE.

Les mesures prises par la SA VERMEULEN GRANULATS, soit :

- absence de stockage de fioul sur site ;
 - remplissage des engins sur aire étanche ;
 - accès du chantier interdit au public ;
 - réaménagement et boisement à l'avancement de l'exploitation.
- contribueront à éviter la pollution de la nappe.

3°) Commissaire-Enquêteur

La MISE a émis un avis pris en compte dans le projet d'arrêté. L'Agence de l'Eau Artois-Picardie et le SAGE ne sont pas des instances consultatives.

Un chemin d'accès avec création de « zones » permettant le croisement des véhicules d'exploitation de la carrière et des exploitants agricoles a été élaboré avec la commune de WAILLY-BEAUCAMP. Elle informera les exploitants agricoles qu'elle fera valoir ses droits sur les terrains illicitement exploités pour permettre la reprise de la largeur des chemins de 6 mètres minimum de largeur.

L'autorisation d'ouverture ne peut être conditionnée à la décision du Conseil d'Etat en ce qui concerne le remembrement annulé par la Cour Administrative d'Appel de Douai, suite au recours déposé le 13.02.2004.

4°) Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale

Ses observations font l'objet de prescriptions. Nous rappelons que le stockage de fioul sur le site est interdit et qu'il n'y aura pas de voiries et aires étanches sur le site, exceptée l'aire de ravitaillement des engins.

5°) Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

Ses prescriptions sont reprises à l'article 17 du projet d'arrêté.

6°) Mission Inter-Service de l'Eau

Pour répondre aux réserves émises, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, comportant au moins deux piézomètres, constitué en liaison avec un hydrogéologue extérieur expert, sera mis en place préalablement au démarrage de l'exploitation.

7°) DIREN

Pour répondre aux observations émises, le pétitionnaire confirme :

- la réalisation d'une plate-forme étanche, équipée d'un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou liquides résiduels lors des opérations de ravitaillement ou de petit entretien des engins de chantier ;
- l'interdiction d'apport de matériaux extérieurs au site pour les opérations de remise en état ;
- la réalisation d'un réseau de dérivation constitué de merlons et/ou de fossés empêchant les eaux de ruissellement issues des fonds supérieurs, d'atteindre la zone en exploitation. L'écoulement de ces eaux se fera à travers les bois longeant pour partie la carrière. Un point bas permettant la collecte des eaux pluviales du site sera créé en bordure est. Ces eaux, compte tenu de la nature sableuse des terrains, s'infiltreront et s'évaporeront.
- les opérations liées au réaménagement du site seront précisées par l'ONF et la DDAF (délai de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté), en rappelant que l'ONF a déjà été sollicité par le pétitionnaire, dans le cadre de l'élaboration du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.
- les merlons constitués des terres végétales décapées permettent de masquer la carrière et peuvent offrir une protection phonique pour des tiers situés à proximité. Le phasage des travaux de remise en état coordonné à l'avancement de l'exploitation génère la suppression du merlon orienté au nord dans une première phase. Cependant, compte tenu des distances, (300 mètres environ des premières habitations), et de l'approfondissement de l'exploitation, ces nuisances phoniques et visuelles resteront acceptables pour l'environnement et respecteront notamment les critères d'émergence maximale cités à l'article 19 du projet d'arrêté.
- Certes au regard de la localisation du site, l'expertise écologique (faune, flore) est de faible niveau (simple exploitation bibliographique, pas de liste d'espèces contactées, ni de localisation des habitats), néanmoins le site est un site en culture donc inévitablement à faible enjeu. L'enquête locale n'a donc pas été envisagée par l'exploitant.

V – AVIS DE LA D.R.I.R.E.

1°) Avis recueillis lors de l'instruction du dossier

Les communes concernées, ayant émis un avis, ne sont pas opposées au projet.

Ce dernier, moyennant la prise en compte des observations de la commune de WAILLY-BEAUCAMP, est soutenu par celle-ci.

Les observations émises par la commune de LEPINE, le Syndicat d'Eau de LEPINE, BOISJEAN, ROUSSENT, relatives à l'itinéraire emprunté par les véhicules et aux mesures contribuant à éviter la pollution de la nappe, ont été prises en compte.

L'enquête administrative a donné lieu à des avis favorables à l'exception de la DIREN.

Les prescriptions du projet d'arrêté, relatives à la prévention des pollutions par les eaux, aux opérations liées à la remise en état du site qui exclut tout apport de matériaux exogènes devraient lui donner satisfaction.

2°) Projet d'arrêté préfectoral

Nous avons préparé un projet d'arrêté autorisant pour 15 ans l'extraction à ciel ouvert de sables et graviers au rythme de 100 000 t/an.

Une attention particulière a été portée sur les points suivants :

- mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines en liaison avec un hydrogéologue extérieur expert ;
- réalisation d'une aire étanche pour les opérations de ravitaillement et de petit entretien avec collecte des liquides accidentellement répandus et interdiction de stockage d'hydrocarbures sur le site de la carrière.
- aménagements de l'itinéraire imposé emprunté par les véhicules entrant ou sortant de la carrière (réalisation de « gares », signalisation...), préalablement au démarrage de l'exploitation.
- remise en état comprenant le remblayage partiel de l'excavation par une partie des matériaux sableux extraits et boisement réalisé en accord avec les services de l'ONF et de la DDAF.

Par ailleurs la ceinture forestière existante du site devrait fortement participer à l'atténuation de l'impact du vent (dominant ouest-sud-ouest) sur les nuisances sonores et poussières.

Concernant la question du remembrement, par lettre du 22.11.2005, le périmètre englobant les parcelles concernées par la demande a recueilli un avis favorable de la Commission Départementale des Aménagements fonciers le 04.11.2005. Un nouvel arrêté ordonnant les opérations de remembrement en date du 15.12.2005 a été pris.

Désormais, 2 cas de figure se présentent en l'absence de POS, ainsi

- soit le Conseil d'Etat, en ce qui concerne le remembrement, annulé par la Cour Administrative d'Appel de Douai suite au recours déposé le 13 février 2004, confirme la nullité de la procédure, auquel cas les parcelles sont soumises aux dispositions initiales avant le 28.11.1996 à savoir propriétaire M PION, et la nouvelle procédure de remembrement devra prendre en compte la situation et l'utilisation des parcelles en carrière,
- soit le Conseil d'Etat infirme la décision. A ce moment là les parcelles sont soumises aux nouvelles dispositions, à savoir propriétaire M PION.

La situation est donc similaire et ne porte pas atteinte a priori aux droits des propriétaires du remembrement. Par ailleurs, un PLU est actuellement en cours et la carrière a été retenue dans le projet.

Sur la base de la réglementation applicable citée en paragraphe IV, **nous sommes favorable à la délivrance des autorisations sollicitées**, à assortir d'une série de prescriptions destinées à protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement le tout selon projet d'arrêté.

Ce projet a été communiqué au pétitionnaire le 16.01.2006 et n'a pas fait l'objet d'observations de sa part.

VI - PROPOSITIONS

En application des articles 10 et 42-1 du décret 77.1133, nous proposons que la Commission Départementale des Carrières émette un **avis favorable** à la délivrance de l'autorisation, selon le projet d'arrêté joint.

L'Ingénieur de l'Industrie et des Mines,



G. LEFRANÇOIS

Vu et transmis avec avis conforme à
M. le Préfet du Pas-de-Calais – DCVC – EIM

POUR PASSAGE EN COMMISSION DEPARTEMENTALE DES CARRIERES

GRAVELINES, le

P/le Directeur et par Délégation
L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines,
Chef du G.S. du Littoral



F. MODRZEJEWSKI

CHAPITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1er : PORTEE DE L'AUTORISATION

1-1 : Activités autorisées

La S.A. VERMEULEN GRANULATS, dont le Siège Social est situé ZI de la Garenne à RUE (80120), ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP au lieudit "Le Halloy", les installations suivantes visées par la nomenclature des Installations Classées.

Référence des unités	Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	A-D ou NC
Exploitation d'une carrière au sens de l'article 4 du Code Minier	Exploitation à ciel ouvert d'une carrière de sables et graviers sur une surface autorisée de 13 ha 88 a 61 ca dont 11 ha 50 a voués à l'extraction sur une profondeur de 4 à 10m	100 000 t/an et un volume maximal extrait de 650 000 m ³ sur 15 ans.	2510-1	A
Broyage, concassage, criblage...de produits minéraux naturels. La puissance de l'installation étant > à 40 kW mais ≤ à 200 Kw.	Une installation mobile de criblage de matériaux.	Puissance installée égale à 65 kW	2515-2	D

Les tonnages maximaux annuels autorisés sont:

- 100 000 t/an pour l'extraction,
- 100 000 t/an pour le traitement des matériaux.

Le volume maximal extrait autorisé est de :

- 650 000 m³ de sables et graviers sur la durée de l'autorisation.

L'autorisation d'exploiter porte sur le périmètre PA constitué des parcelles, n°14, 25 et 26 section ZC du cadastre de la commune de WAILLY-BEAUCAMP et représente une superficie de 13 ha 88 a 61 ca. Il est repéré par le périmètre [A à] figurant sur le plan joint en **annexe 1** au présent arrêté.

A l'intérieur de ce périmètre, le périmètre voué à extraction PE représente une superficie de 11 ha 50 a. Il est repéré par le périmètre (1 à ...) figurant sur le plan joint qui constitue l'**annexe 1** au présent arrêté.

Le stockage des matériaux extraits situé dans le périmètre PA évolue au sein de ce dernier dans le sens de progression de l'exploitation.

La durée de la présente autorisation, qui inclut la remise en état, est fixée à 15 ans pour la carrière.

L'extraction de matériaux commercialisable n'est plus réalisée au-delà du délai de 14 ans et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'extraction autorisée concerne les sables et graviers et est réalisée à sec au moyen d'engins mécaniques. Chaque front d'exploitation est limité à une hauteur de 5 m et deux fronts successifs sont séparés par une banquette de 10 m de longueur.

La remise en état du site, coordonnée à l'avancement de l'exploitation, consiste en un remblayage partiel par une partie des matériaux sableux extraits pour adoucir les fronts de taille et profiler l'ensemble du site et en un régalage des terres de découverte. Le site est boisé selon les modalités fixées par l'Office National des Forêts (ONF) et la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) à définir dans le délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté et communiquées à l'Inspection des Installations Classées. Elle sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Les modalités d'exploitation et de remise en état sont fixées par les plans de phasage des travaux et de remise en état du site joints en **annexe 2** au présent arrêté.

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2-1 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'Inspecteur des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

L'Inspecteur des Installations Classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Elle peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2-2 : Respect des engagements

Sous réserve des prescriptions du présent arrêté et des dispositions réglementaires en vigueur, les installations sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation.

2-3 : Dispositions du Code de l'Urbanisme et du Code Forestier

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article 1.1 ; ces ouvrages et édifices restent soumis aux dispositions du Code de l'Urbanisme. Elle ne vaut pas non plus autorisation de défrichement.

CHAPITRE II - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

ARTICLE 3 : INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 4 : BORNAGES

Préalablement à la mise en exploitation des installations visées à l'article 1-1, l'exploitant est tenu de placer :

- a) Les bornes [A à ...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation PA tel que figurant sur le plan joint en **annexe 1** au présent arrêté,
Pour les alignements visuels en ligne droite, les bornes seront placées au plus tous les 50 m afin d'identifier aisément le périmètre PA,
- b) Un piquetage [1 à ...] matérialisant les sommets du polygone et les alignements visuels nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'extraction PE tel que figurant sur le plan joint en **annexe 1** au présent arrêté,
- c) Une borne de nivellement permettant le contrôle des côtes NGF prescrites ci-après,
- d) L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble de ces bornes et assure si nécessaire leur réimplantation jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,
- e) Une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent autour de toutes les zones dangereuses des travaux d'exploitation, notamment les accès aux fronts d'exploitation.

ARTICLE 5 : ACCÈS A LA VOIRIE PUBLIQUE

Avant le début de l'exploitation, l'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les camions entrant ou sortant de la carrière doivent emprunter impérativement l'itinéraire suivant :

- tronçon du chemin rural n°6 dit "Chemin de Puits Bérault" puis le chemin rural n°14 dit "Chemin des Bois" pour rejoindre la RD 142 et inversement.

L'exploitant en informera les transporteurs venant sur le site en leur fournissant un plan d'accès au site et cette obligation sera rappelée aux transporteurs tout au long du cheminement au sein des carrières par des panneaux

Une convention entre l'exploitant et la commune de WAILLY-BEAUCAMP doit être établie. Elle fixera les conditions et la périodicité de l'entretien des chemins empruntés ainsi que les signalisations horizontales et verticales et les aménagements des chemins d'accès depuis la liaison à la RD 142 permettant le croisement des véhicules sans risque pour la sécurité publique. Ces dernières doivent être définies en liaison avec la Subdivision Etat - Commune de ETAPLES.

Tous ces aménagements doivent être réalisés préalablement au démarrage de l'exploitation.

ARTICLE 6 : PROTECTION DES EAUX

Avant le début de l'exploitation, un réseau de dérivation constitué de merlons et/ou de fossés empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. L'écoulement de ces eaux se fera à travers les bois longeant pour partie la carrière.

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant constitue en liaison avec un hydrogéologue extérieur expert un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins trois piézomètres (1 situé à l'amont hydraulique et 1 situé à l'aval hydraulique au sud-est de la carrière, au droit de la route reliant le Puits Bérault au Bois Jean, au sud du Bois Mayeux). Ces piézomètres feront l'objet d'un nivellement des têtes. Toutes dispositions seront prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état. Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées. La tête du piézomètre doit être surélevée d'au moins 20 cm par rapport au terrain naturel à proximité. Elle doit se trouver dans un avant puits maçonné ou tubé étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement.

Le relevé initial du niveau d'eau piézométrique et une analyse initiale de la qualité des eaux souterraines, pour les paramètres pH, conductivité (résistivité), potentiel d'oxydo-réduction, DCO, DBO₅ (ou COT), métaux totaux, As, Pb, Hg, Cd, Cr total, Zn, Fe, chlorures, sulfates, hydrocarbures totaux, cyanures, phénol, AOX, HAP, BTEX, PCBselon les normes en annexe, sont effectués. Ces analyses sont ensuite réalisées conformément à l'article 15.5.

Les résultats de ces mesures accompagnés de tout commentaire utile, sont transmis à l'Inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant.

ARTICLE 7 : DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

Après la réalisation des aménagements prescrits ci - avant aux articles 3 à 6, l'exploitant adresse au Préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du Décret n°77-1133 du 21 septembre 1977. Elle est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre VII.

CHAPITRE III - CONDUITE DE L'EXPLOITATION

ARTICLE 8 : DÉCAPAGE

8-1 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation et est réalisé de manière sélective, de façon à séparer les terres végétales, constituant l'horizon humifère d'une épaisseur moyenne de 25 cm, des autres matériaux.

L'horizon humifère représentant un volume global de 25 000 m³ est stocké en merlon sur la bande des 10 m inexploitée en limite d'extraction et réutilisé pour la remise en état des lieux.

Des sables argileux représentant un volume global de 170 000 m³ sont également stockés pour être réutilisés dans leur totalité pour la rectification des fronts et le profilage du fond de forme dans le cadre de la remise en état final du site. L'exploitant informe l'inspection des Installations classées annuellement des volumes précités mis en stock.

8-2 : Patrimoine archéologique

Trois mois au moins avant le début des travaux de décapage, et ce pour chacune des phases d'exploitation, l'exploitant informe par courrier le Service Régional de l'Archéologie de la date et du lieu de début des travaux.

En application de l'article 14 de la loi du 27 septembre 1941, toute découverte fortuite d'objet fait l'objet d'une déclaration au Maire de la Commune. Les objets trouvés sont conservés par l'exploitant ou le propriétaire des terrains, sous sa responsabilité, dans l'attente de la venue des représentants des services concernés.

Si des vestiges sont mis à jour lors des opérations de sondage ou d'exploitation, l'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour les préserver.

Une copie des courriers relatifs aux fouilles ou à la découverte de vestiges archéologiques sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 9 : EXTRACTION

9-1 : Epaisseur d'extraction

L'extraction est autorisée sur une épaisseur maximale de 10 m dont :

- 0,1 à 0,3 m de terre végétale,
- 0,2 à 10 m de sables, sables argileux plus ou moins mélangés à des silex,

Elle ne peut être réalisée au-dessous de la cote NGF de + 40 mètres.

ARTICLE 10 : ETAT FINAL

10-1 : Elimination des produits polluants en fin d'exploitation

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

10-2 : Remise en état

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au-delà du délai de 14 ans et 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comporte les principales dispositions suivantes :

- mise en sécurité des fronts de taille par purge de tout élément instable, talutage des fronts à une pente voisine de 20° (mesurés à compter de l'horizontale) au besoin par une partie des matériaux sableux extraits,
- nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après remise en état du site,
- remblayage partiel de l'excavation par une partie des matériaux sableux extraits pour adoucir les fronts de taille à une pente de 1 Vertical pour 3 Horizontal et profiler l'ensemble du site, nivellement puis régalinge sur une épaisseur minimale de 0,25 m, des terres végétales de découverte et nivellement final,
- insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

10-3 : Remblayage de carrière

Le remblayage de la carrière par apport de matériaux extérieurs est interdit.

CHAPITRE IV - SÉCURITÉ DU PUBLIC

ARTICLE 11 : CLÔTURES ET ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

ARTICLE 12 : ELOIGNEMENT DES EXCAVATIONS

Les bords de l'excavation de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur cette hauteur.

CHAPITRE V - PLANS

ARTICLE 13 : PLANS

13-1 : Plans

Un plan à l'échelle 1/2 000e est établi. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des ouvrages visés à l'article 12 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et la borne de nivellement visés à l'article 4,

- les pistes et voies de circulation,
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte,
- les installations fixes de toute nature : bascules, locaux, etc....

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

CHAPITRE VI - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

ARTICLE 14: LIMITATION DES POLLUTIONS

La carrière et l'installation de premier traitement des matériaux sont exploitées et remise en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les installations sont entretenues en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière, granulats ou de boue sur les voies de circulation publiques et de leurs abords et ce, quelles que soient les conditions météorologiques.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1-1 doit être réalisé dans le respect des limites de PTAC et PTRR fixées par le Code de la Route.

ARTICLE 15 : PRELEVEMENT, REJET ET POLLUTIONS ACCIDENTELLES DES EAUX

15-1 : Prévention des pollutions accidentelles

15-1-1- Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux et liquides récupérés sont régulièrement évacués et traités dans une installation dûment autorisée.

15-1-2 - Le stockage d'hydrocarbures ou de tout liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit au sein du PA de la carrière.

15-1-3 - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

15-2 – Prélèvement d'eau au milieu

L'eau utilisée dans le périmètre PA provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.

15-3 - Rejets d'eau dans le milieu naturel

Tout rejet d'eau hors du périmètre d'autorisation PA défini à l'article 1.1 et à l'annexe 1 du présent arrêté est interdit.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

15-4 – Pollution accidentelle

L'exploitant doit établir un plan d'alerte et de résorption de la pollution en cas de déversement accidentel de produits liquides polluants pour l'eau ou d'incendie dans la carrière et ses abords.

La procédure d'alerte doit notamment prévoir l'information en temps réel du Syndicat des eaux de LEPINE BOISJEAN ROUSSENT.

15.5 – Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par relevé deux fois par an (une fois en période de hautes eaux et une fois en période de basses eaux) du niveau d'eau du piézomètre visé à l'article 6 et réalise, à une fréquence semestrielle les analyses de la qualité des eaux souterraines suivantes:

- Hydrocarbures Totaux, pH, MES, DCO, Conductivité.

Les résultats de ces mesures accompagnés de tout commentaire utile, sont transmis à l'Inspection des installations classées et au service chargé de la police de l'eau dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant.

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour en rechercher l'origine et, si elle provient des installations, en supprimer la cause. dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe.

Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 16 : POLLUTION ATMOSPHERIQUE

16-1 - Principe

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières notamment par :

- la limitation de la vitesse à 30 km/h sur la voie d'accès et sur la plate-forme de traitement,
- l'arrosage régulier (si nécessaire) des voies par temps sec et venteux afin de limiter les envols de poussières,
- l'entretien des aires de circulation afin d'éviter la présence de tout « nid de poule ».

16.2 - Rejets

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

16.3 - Réseau de mesures dans l'environnement

Un réseau approprié de mesure des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place afin de, entre autres :

- connaître l'amplitude de cette forme d'impact de l'exploitation ;
- suivre ses variations,
- le cas échéant, corréler les actions correctives menées "à la source" et les évolutions d'amplitude de cette forme d'impact.

16.3.1. - Dispositions minimales

a) Conditions météorologiques

Sont mesurées pour le périmètre PA (art.1.) les grandeurs suivantes :

- | | |
|---------------------|------------------------|
| - vitesse du vent | enregistrée en continu |
| - direction du vent | enregistrée en continu |
| - pluviosité | enregistrée en continu |

b) Nombre emplacement des stations du réseau

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement. La définition du nombre de stations (au minimum 3) et leur implantation reportée sur un plan, faites sur la base d'une étude, doivent être soumises à l'approbation de l'inspecteur des installations classées.

16.3.2. - Exploitation du réseau

L'exploitation du réseau se fait par :

- a) une surveillance à intervalles n'excédant pas la semaine du maintien opérationnel des équipements et stations nécessaires pour le respect de l'art. 16.3.1.
- b) la correction (réparation, remplacement) sous huit jours maximum des défaillances et anomalies constatées;
- c) un relevé à intervalles n'excédant pas deux mois civils des indications des équipements et stations précités ; les stations sont relevées périodiquement le même jour;
- d) la rédaction de fiches résultats croisant, pour chaque station, les données météorologiques de l'intervalle, les indications de la station, tous événements singuliers de l'intervalle survenus au sein du périmètre PA et susceptibles d'affecter les retombées de poussières sur les stations ;
- e) l'expression des retombées de poussières en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$ sur l'intervalle à la station:
 - en valeur brute globale RP_{BG}
 - en valeur corrigée $\text{RP}_K = \frac{(I \times \text{RP}_{\text{BG}}) - [(I - t_E) \times \text{RP}_{\text{réf}}]}{t_E} - \text{RP}_{\text{réf}}$

où I est l'intervalle d'exposition de la station en jours,

où t_E est le temps en jours pendant lequel la station est sous le vent du périmètre autorisé PA (art. 1.), où $\text{RP}_{\text{réf}}$ est la valeur globale en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$ de la station à faible exposition la plus proche.

- f) la production sur graphiques - lisibles en noir et blanc - et tableaux des valeurs de retombées de poussières des stations (valeurs RP_{BG} et RP_K), sur le dernier intervalle, sur les 12 derniers mois et des valeurs moyennes glissantes sur les 12 derniers mois.
- g) l'archivage des données comme suit :
 - météorologiques : sur support informatique et pendant 2 ans sur papier
 - données des stations : sur support informatique et pendant 2 ans sur papier
- h) la transmission à l'inspection des installations classées, au plus tard le 30 du mois qui suit l'intervalle d'exposition, des informations, d, e, f, ci-dessus. Les résultats doivent être commentés.

Si les résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution. Il informe le Préfet et l'Inspection des Installations Classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 17 : LUTTE CONTRE L'INCENDIE

17-1 – Accessibilité aux secours

L'exploitant doit assurer la desserte des installations par une voie engins qui devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 3,00 mètres,
- hauteur disponible : 3,50 mètres,
- force portante : 130 kN (90 kN sur l'essieu arrière et 40 kN sur l'essieu avant),
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres,
- surlargeur dans les virages : $S = 15/R$ pour des virages de rayon R inférieur à 50 m,
- pente inférieure à 15 %.

17-2 – Défense contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'exploitant doit disposer d'extincteurs en nombre et capacité appropriés aux risques. Ces appareils devront être judicieusement répartis, visibles, accessibles en toutes circonstances et repérés au moyen de panneaux indestructibles. Les locaux présentant des risques particuliers d'incendie doivent être dotés d'au moins un extincteur approprié aux risques.

L'exploitant doit disposer sur le site, pendant les heures d'activité, d'un moyen d'alerte des services de secours et former le personnel à l'utilisation des moyens de lutte contre l'incendie et à la conduite à tenir en cas de sinistre.

Des consignes de sécurité indiquant:

- la conduite à tenir en cas d'incendie,
- les modalités d'appel des Sapeurs-Pompiers (tél.:18),

- l'évacuation du personnel (système d'alarme sonore),
- la première attaque du feu,
- les mesures pour faciliter l'intervention des secours extérieurs (ouverture des portes, désignation d'un guide),

doivent être établies et affichées dans les différents locaux.

ARTICLE 18 : DÉCHETS

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs sont conservés 3 ans.

Les déchets sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (envols, infiltrations,...).

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

ARTICLE 19 : BRUITS ET VIBRATIONS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions suivantes sont applicables aux installations :

- l'arrêté ministériel du 23.01.1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 23.07.1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

19-1 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23.01.1995) et des textes pris pour son application.

19-2 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

19-3 - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période allant de 7 heures à 17 heures, sauf samedis, dimanches et jours fériés	Période allant de 17 heures à 7 heures, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés
Limite du Périmètre Autorisé	70	Activité non autorisée

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer dans les zones à émergence réglementée, une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 17 heures, sauf samedis, dimanches et jours fériés
Supérieure à 35 dB (A) et inférieure ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)
Supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)

19-4 - Contrôles

Un contrôle des niveaux sonores est effectué dès l'ouverture de la carrière pour toutes les nouvelles exploitations et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.

L'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23.01.1997 susvisé.

Préalablement à cette mesure, l'exploitant soumet pour accord à l'Inspection des Installations Classées le programme de celle-ci, incluant notamment toutes précisions sur la localisation des emplacements prévus pour l'enregistrement des niveaux sonores. Ces emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée. Les résultats et l'interprétation des mesures sont transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les deux mois suivant leur réalisation.

ARTICLE 20 : MODE DE TRANSPORT

La circulation des camions et des tracteurs de benne liée à l'activité de la carrière est limitée aux jours ouvrables (lundi au vendredi) et de 7h00 à 17h00. Cette prescription est rappelée sur un panneau apposé à l'entrée de la carrière.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour que les véhicules sortant du périmètre PA cité à l'article 1.1, ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- a) ni d'envols de poussières,
- b) ni de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques,
- c) ni d'une section dangereuse.

CHAPITRE VII : GARANTIES FINANCIÈRES POUR LA REMISE EN ETAT

ARTICLE 21 : MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

La durée de l'autorisation est constituée de 3 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état joint en **annexe 2** au présent arrêté présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées et de leurs installations connexes est de :

Période considérée	Montant de la garantie financière (en euros – T.T.C.)	Surface remise en état au début de la période considérée (en ha)	Surface remise en état à l'échéance de la période considérée (en ha)
Date de notification du présent arrêté d'autorisation - date de notification du présent arrêté d'autorisation + 5 ans	100 005	0	4,62
Date de notification du présent arrêté d'autorisation + 5 ans - Date de notification du présent arrêté d'autorisation + 10 ans	100 005	4,62	9,24
Date de notification du présent arrêté d'autorisation + 10 ans - Date de notification du présent arrêté d'autorisation + 15 ans	100 005	9,24	13,88

L'indice TP01 utilisé pour le calcul des garanties financières est de 468,7, dit index_r.

ARTICLE 22 : NOTIFICATION

L'exploitant met en place avant le début de l'exploitation les aménagements prévus aux articles 3 à 6 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au Préfet la déclaration de début d'exploitation visée à l'article 7 du présent arrêté et le document établissant la constitution des garanties financières dans la forme définie par l'arrêté du 1er février 1996 modifié.

L'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées la valeur de l'indice TP01 établie à partir d'un ouvrage faisant foi à la date de la notification de cet arrêté préfectoral dans un délai d'un mois après celui-ci.

ARTICLE 23 : RENOUELEMENT

L'exploitant adresse au Préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 6 mois avant leur échéance.

ARTICLE 24 : ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières est actualisé à chaque période visée à l'article 21 et compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée ci-dessous au montant de référence figurant à l'article 21 pour la période considérée.

$$C_n = C_r * \left(\frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \right) * \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{(1 + \text{TVA}_r)}$$

Cr : le montant de référence des garanties financières.

Cn : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : 468,7.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux est de 0.206.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 p. 100 du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

ARTICLE 25 : ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1.I.3° du Code de l'Environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 26: APPEL AUX GARANTIES FINANCIERES

Le Préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions applicables à cette exploitation de carrière en matière de remise en état, après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux prescriptions applicables à cette exploitation.

ARTICLE 27 : REMISE EN ETAT NON CONFORME

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue après mise en demeure un délit conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du Code de l'Environnement.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 28 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

En particulier, le droit de disposer des matériaux reste régi par les dispositions du Code Civil.

ARTICLE 29 : HYGIENE ET SECURITE DES TRAVAILLEURS

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 30 : DECLARATION DES ACCIDENTS

L'exploitant est tenu à déclarer «dans les meilleurs délais» à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 31 : MODIFICATION DU DOSSIER

Tout projet de modification des conditions d'exploitation des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 32 : CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé à Monsieur le Préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire,
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire,
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

ARTICLE 33 : ARRET DEFINITIF DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter définitivement les travaux et six mois au moins avant, soit de la date d'expiration de l'autorisation, soit de la date de fin de remise en état définitive des lieux si elle lui est antérieure, le bénéficiaire de la présente autorisation notifie au Préfet l'arrêt définitif de son installation en joignant un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et comportant en particulier :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site le cas échéant,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines le cas échéant,
- l'insertion du site de la carrière dans son environnement,
- la surveillance éventuelle à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

Ce mémoire explicite notamment le respect des prescriptions en matière de remise en état applicables à cette carrière définies dans les actes préfectoraux la réglementant.

L'exploitant peut déclarer, dans les mêmes conditions que celles précisées ci avant, l'arrêt définitif d'une partie de son site autorisé lorsque qu'il y procède à la remise en état définitive des lieux.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles 34-2 et 34-3 du décret 77-1133 modifié.

La déclaration d'arrêt définitif d'une partie du site autorisé, soumise à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier, est obligatoire avant toute utilisation de la partie du site pour une activité autre que celles soumises à ladite police des carrières.

ARTICLE 34: SANCTIONS

Sans préjudice des sanctions de toutes natures prévues par les règlements en vigueur, toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera passible de sanctions prévues par le Code de l'Environnement.

ARTICLE 35: PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire. Une copie est déposée à la Mairie de WAILLY-BEAUCAMP pour y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la Mairie de WAILLY-BEAUCAMP; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins de Monsieur le Maire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Une ampliation de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal, général ou régional ayant été consulté.

Un avis est inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

ARTICLE 36 : VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, devant le Tribunal Administratif de LILLE dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation prescrite par l'article 8 pour l'exploitation de carrière.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 37 : EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du PAS-DE-CALAIS, Monsieur le Maire de la commune de WAILLY-BEAUCAMP, Monsieur l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation sera adressée à Madame le Sous-Préfet de MONTREUIL-SUR-MER, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, Monsieur le Chef du Service Départemental de l'Architecture, Messieurs les Directeurs Départementaux de l'Equipeement, de l'Agriculture et de la Forêt et des Affaires Sanitaires et Sociales.



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC - LL - n° 2021 - 324

Arras, le **30 NOV. 2021**

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Commune de WAILLY-BEAUCAMP

**DEMANDE DE RENOUELEMENT DE L'AUTORISATION
D'EXPLOITER UNE CARRIÈRE DE SABLES ET DE GRAVIERS
par la S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT OUVERTURE
D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE ENVIRONNEMENTALE**

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-10-49 du 1^{er} septembre 2021 accordant la délégation de signature ;

Vu la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la demande présentée par la S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME dont le siège social est situé Zone Industrielle de la Garenne – Route de la Canteraine - 80120 RUE en vue d'être autorisée à renouveler son autorisation d'exploiter une carrière de sables et de graviers sise lieu-dit « Le Halloy » - Chemin rural dit de Puits-Bérault, sur le territoire de la commune de Wailly-Beaucamp (62170).

Vu les plans produits à l'appui de la demande ;

Vu le rapport de M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 1^{er} octobre 2021, déclarant la recevabilité du dossier ;

Vu l'avis de la Mission régionale de l'autorité environnementale de la région Hauts de France en date du 23 avril 2021 ;

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant sur l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Hauts-de-France en juin 2021 ;

Vu l'ordonnance de M. le Président du tribunal administratif de Lille en date du 19 novembre 2021 désignant M. Francis MANNESSIER, Secrétaire général de l'inspection académique, retraité, en qualité de commissaire enquêteur ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La demande ci-dessus visée sera soumise à l'enquête publique, du 20 décembre 2021 au 20 janvier 2022 inclus, soit 32 jours, à la mairie de WAILLY-BEAUCAMP sise 7, rue de l'église, siège de l'enquête.

Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille a nommé M. Francis MANNESSIER, Secrétaire général de l'inspection académique, retraité, commissaire-enquêteur pour cette enquête publique.

Article 2 :

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra prendre connaissance du dossier sur support papier relatif à cette installation, à la mairie de WAILLY-BEAUCAMP, siège de l'enquête, sise 7, rue de l'église, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 19h00, ainsi que du dossier sous format numérique à l'adresse suivante : <http://www.pas-de-calais.gouv.fr> - rubrique Publications – Consultation du Public – Enquête Publique – ICPE-Autorisation – S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME.

Ce même dossier peut également être consulté, pendant la durée de l'enquête, à la préfecture du Pas-de-Calais – service installations classées – rue Ferdinand Buisson – 62020 Arras cedex 9, du lundi au vendredi de 9h00 à 11h30 et de 14h00 à 16h00.

Un dossier numérique pourra également être consulté en mairies de BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHIL-LE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT.

Une étude d'impact, l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale de la région Hauts-de-France et le mémoire en réponse de l'exploitant sur l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Hauts-de-France sont insérés au dossier d'enquête publique.

Article 3 :

M. Francis MANNESSIER, Secrétaire général de l'inspection académique, retraité, commissaire enquêteur, sera présent à la mairie de WAILLY-BEAUCAMP, siège de l'enquête :

- le lundi 20 décembre 2021 de 14 h 00 à 17 h 00,
- le mardi 28 décembre 2021 de 14 h 00 à 17 h 00,
- le jeudi 6 janvier 2022 de 14 h 00 à 17 h 00,
- le vendredi 14 janvier 2022 de 14 h 00 à 17 h 00,
- le jeudi 20 janvier 2022 de 14 h 00 à 17 h 00.

afin de recevoir les observations et propositions écrites et orales du public, que pourrait susciter cette exploitation.

Le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, tenu à sa disposition au siège de l'enquête environnementale.

Il peut également les adresser par voie postale au commissaire-enquêteur, au siège de l'enquête, ou par courrier électronique en se rendant sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais (<http://www.pas-de-calais.gouv.fr>) Rubrique Publications – Consultation du Public – Enquête Publique – ICPE-Autorisation – S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME – Réagir à cet article.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais à la rubrique précitée.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale sont annexées au registre d'enquête de la mairie du siège.

Article 4 :

L'enquête sera portée à la connaissance du public par voie de publication et d'affiches par les soins de la Mairie de WAILLY-BEAUCAMP et de celles dont le territoire est touché par le périmètre du rayon d'affichage, à savoir :

BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHIL-LE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT.

L'enquête sera également annoncée par les soins de la préfecture du Pas-de-Calais aux frais du demandeur dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Les publications auront lieu au plus tard 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique et seront rappelées dans les 8 premiers jours de celle-ci.

En outre, la S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME procédera dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Les affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre chargé de l'environnement. Les formalités susvisées sont respectivement justifiées par un exemplaire des journaux et un certificat d'affichage établi par le maire de chacune des communes concernées.

L'avis d'enquête, le résumé non technique, l'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale de la région Hauts de France et le mémoire en réponse de l'exploitant sur l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale de la région Hauts-de-France seront mis en ligne sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais (<http://www.pas-de-calais.gouv.fr>) rubrique Publications – Consultation du Public – Enquête Publique – ICPE-Autorisation – S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME.

Article 5 :

Le public peut demander des compléments d'informations à M. DELAHAYE (directeur) chargé du suivi du dossier de la S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME (Tél: 03.22.25.95.58).

Article 6 :

Dès la fin de l'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire-enquêteur qui convoquera dans la huitaine le demandeur et lui communiquera sur place, les observations écrites, orales ou électroniques, celles-ci étant consignées dans un procès-verbal en l'invitant à produire dans un délai de 15 jours un mémoire en réponse.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur retournera le dossier d'enquête avec ses conclusions motivées et séparément, un rapport relatant le déroulement de l'enquête dans lequel il examinera les observations recueillies, à la préfecture du Pas-de-Calais - Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'appui Territorial - Bureau des Installations Classées, de l'Utilité Publique et de l'Environnement – Section des Installations Classées à Arras.

Article 7:

Toute personne physique ou morale intéressée pourra prendre connaissance à la préfecture du Pas-de-Calais - Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial - Bureau des Installations Classées, de l'Utilité Publique et de l'Environnement - Section des Installations Classées, du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur.

Ces éléments seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais (<http://www.pas-de-calais.gouv.fr>) rubrique Publications – Consultation du Public – Enquête Publique – ICPE-Autorisation – S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront également disponibles dans toutes les mairies concernées.

Article 8 :

A l'issue de l'enquête, le préfet du Pas-de-Calais statuera sur la demande d'autorisation d'exploiter.

Article 9 :

Le conseil municipal de la commune de WAILLY-BEAUCAMP et celui des communes de BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHIL-LE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT, donneront leur avis sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête.

Les délibérations qui devront intervenir au plus tard 15 jours après la clôture du registre d'enquête seront transmises à la préfecture du Pas-de-Calais - Direction de la Coordination des Politiques Publiques et de l'appui Territorial - Bureau des Installations Classées, de l'Utilité Publique et de l'Environnement – Section des Installations Classées.

Ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Article 10 :

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-préfet de MONTREUIL-SUR-MER, et les Maires de WAILLY-BEAUCAMP, BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHIL-LE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT, et le commissaire-enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Pour le préfet,
le Directeur

Richard CHAPELET
Richard CHAPELET

Copies destinées à :

- S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX de la SOMME – Zone Industrielle de la Garenne – Route de la Canteraine - 80120 RUE
- Sous-préfecture de MONTREUIL-SUR-MER
- Mairies de WAILLY-BEAUCAMP, BOISJEAN, BUIRE-LE-SEC, CAMPIGNEULLES-LES-PETITES, CONCHIL-LE-TEMPLE, ÉCUIRES, LÉPINE, MAINTENAY et ROUSSENT
- M. Francis MANNESSIER, commissaire-enquêteur
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD du littoral)
- Dossier
- Chrono

**DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS
ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL-SUR MER
COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP**

INSTALLATION CLASSÉE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.

**DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'AUTORISATION
D'EXPLOITATION
CARRIÈRE DE WAILLY-BEAUCAMP
PRÉSENTÉE PAR
S.A.R.L MATÉRIAUX SILICEUX DE LA SOMME.**

**CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE
ENQUÊTEUR**

ENQUÊTE PUBLIQUE

**20 DÉCEMBRE 2021 AU 20 JANVIER 2022
ET
14 FÉVRIER 2022 AU 15 MARS 2022**

COMMISSAIRE ENQUÊTEUR : M. FRANCIS MANNESSIER

1) OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE.

L'arrêté d'exploitation de M. Le Préfet du Pas-de-Calais en date du 12 Octobre 2006 étant arrivé à expiration le 12 Octobre 2021, M. Luc Delahaye gérant de la Société Matériaux Siliceux de la Somme (M.S.S.) a sollicité, le 5 Novembre 2021, le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière MSS (de sables et de graviers) située sur le territoire de la commune de Wailly-Beaucamp pour une nouvelle et dernière période de 10 années.

Comme toute enquête publique, cette procédure a pour vocation d'informer le public sur le projet présenté et de recueillir ses remarques, observations et propositions.

A l'issue de l'enquête publique et après consultations des différentes collectivités locales et services concernés il appartiendra à M. Le Préfet du Pas-de-Calais de prendre un arrêté autorisant ou non le gérant de la société à poursuivre l'exploitation de cette installation qui relève du régime juridique des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.(I.C.P.E.: rubrique 2510 Autorisation.)

2) Présentation du Projet.

Si différentes entreprises ont été chargées de l'exploitation du site, il faut souligner que M. Delahaye a toujours assuré la direction des différentes sociétés concernées et la continuité du projet.

La réduction des débouchés, une baisse de production n'ont pas permis d'achever l'exploitation du site dans le délai de 15 ans initialement prévu.

5,97 hectares sur le site ayant déjà été exploités dont 1,03 hectare réaménagé et reboisé, la nouvelle demande porte sur une superficie de 5,12 hectares dont l'exploitation est prévue sur 2 périodes de 5 années. La dernière année sera consacrée à la remise en état du site (nettoyage, remblaiement et boisement final).

Le volume de gisement brut restant à exploiter est estimé à 384000 m³ soit 553 400 t correspondant à une production annuelle maximale de 80000 à 100 000 t.

Le volume prévu est inférieur à celui constaté de la période 2006/2021 ce qui devrait occasionner une fréquence moins importante des camions et engins sur le secteur.

Le projet concerne les mêmes parcelles. A cet égard il convient de noter que la parcelle ZC25 ne sera ni déboisée ni exploitée et que la révision du Plan local d'Urbanisme entamée depuis Février 2021 par la Communauté d'Agglomération des 2 Baies, doit rectifier une erreur matérielle qui a abouti à un classement des parcelles ZC25 et ZC26 en zone N (inexploitable) seule la parcelle ZC 14 d'une

surface de 12 ha 30 a 03 Ca (90% du site) est, bien répertoriée en zone Nc propre à l'exploitation.

L'exploitation devant être confiée à la même société sous-traitante Verrier et Fils ce sont les mêmes techniques qui seront mises en œuvre pour l'extraction des matériaux (fouilles à sec, à ciel ouvert, sans déboisement ni défrichement ni tir de mine).

A la différence de la première période d'exploitation entre Octobre 2006 et Octobre 2021, le remblayage s'effectuera à partir des découvertes et stériles issus du site mais également par l'apport de matériaux inertes extérieurs ce qui n'avait pas été autorisé initialement par l'arrêté préfectoral de 2006 puisque cette option n'avait pas été sollicitée à l'époque, par l'entreprise.

Mandaté par la DREAL, il est important de mentionner qu'un hydrogéologue agréé, a rendu, le 4 Décembre 2021, un avis favorable, sans aucune réserve, à la demande de renouvellement d'autorisation ainsi qu'à l'utilisation de matériaux inertes extérieurs pour consolider le remblayage du site en vue de son boisement total.

M. le gérant de la société a transmis l'intégralité des conclusions de l'expert au commissaire enquêteur. Cet avis étant postérieur à la date de diffusion du dossier d'enquête auprès des 9 communes concernées par la procédure, il n'était plus possible d'intégrer, pour la première période de consultation du public ce document au dossier d'enquête publique.

Dans un souci de transparence un exemplaire de cet avis avait été remis, dès le début de la première enquête publique à Mme le Maire de la commune.

3)Organisation et déroulement de l'enquête Publique.

L'arrêté préfectoral du 30 Novembre 2021 a procédé, dans le respect de la réglementation, à l'organisation de l'enquête publique.

Le commissaire-enquêteur a pu constater que les 9 communes ont bien reçu, sous forme numérique, le dossier d'enquête publique et que la commune de Wailly-Beaucamp, siège de l'enquête, a également été destinataire d'un dossier papier.

Le commissaire enquêteur a constaté que l'affichage en mairies ainsi que sur le site a bien été effectué et que la publication dans les journaux agréés a été réalisée selon le calendrier prévu par les services de la Préfecture.

Les conditions matérielles d'accueil en Mairie de Wailly-Beaucamp ont été particulièrement favorables et l'enquête s'est déroulée dans un bon climat.

Dans le calendrier initial prévu du 20 Décembre 2021 au 20 Janvier 2022, le public a eu la possibilité de déposer ses remarques, avis et propositions sur une adresse

dédiée à cet effet. De la même manière, il était prévu que la population puisse consulter les pièces du dossier sur le site de la préfecture.

A la suite d'une erreur technique, la publication initiale des documents sur le site de la Préfecture s'est trouvée entachée d'une impossibilité d'ouvrir les fichiers contenant les pièces essentielles du dossier (Étude d'Impact et de Dangers) puisque seule la page de couverture était accessible du 20 Décembre 2021 au 18 Janvier 2022 soit la quasi intégralité de la période initiale de consultation ouverte au public.

Cette anomalie a, en effet, été constatée le 18 Janvier 2022 lorsque M. Everard, Président de l'association Groupe de Défense de l'Environnement de l'Arrondissement de Montreuil a déposé le message suivant sur le site de la Préfecture :

« Je pensais pouvoir consulter le dossier d'enquête publique relatif à la prolongation d'exploitation de la carrière de Wailly-Beaucamp et je m'aperçois que le dossier de l'exploitant n'est pas en ligne.

En effet, le lien n'ouvre qu'une page unique correspondant à la couverture du rapport mais ne donne pas accès à son contenu. En atteste d'ailleurs, « le poids très faible du document ». C'est bien embêtant car je ne suis pas en mesure de me rendre en mairie cette semaine ».

Même si le dossier pouvait être consulté, en intégralité, auprès des 9 communes concernées et qu'aucune demande de consultation ou de dépôt d'avis n'ont été formulés sur le site de la préfecture du 20 Décembre 2021 au 18 Janvier 2022, il a été décidé sur les conseils et recommandations de M. le Président du tribunal administratif et des services juridiques de la DREAL de procéder à une nouvelle enquête publique.

Par arrêté préfectoral en date du 25 Janvier 2022, M. le Préfet du Pas de Calais a procédé à l'organisation d'une nouvelle enquête publique d'une durée de 30 jours consécutifs soit du :

14 FÉVRIER 2022 au 15 MARS 2022.

Les modalités d'organisation et de diffusion ont été identiques à celles qui avaient été prévues lors de la première consultation du public.

La publication de l'enquête a été assurée par les services de la préfecture du Pas de Calais dans les mêmes journaux soit la voix du Nord et Nord littoral dans les éditions du 28 Janvier 2022 et du 6 Février 2022.

Le public a eu la possibilité de consulter toutes les pièces du dossier d'enquête dans les 9 mairies concernées par le périmètre d'affichage ainsi que de manière effective en Préfecture et de faire parvenir leurs contributions et propositions dans les mêmes conditions.

Mettant à profit cette nouvelle enquête publique, le dossier a pu, à la demande du commissaire enquêteur, être utilement complété par l'avis de l'hydrogéologue agréé.

Le renouvellement de l'enquête publique a été uniquement motivé par la volonté de sécuriser la procédure de consultation du public et ne concernait pas le fond du dossier.

Cette nouvelle période de consultation était destinée à conforter l'information du public et des associations locales de protection de l'environnement en leur restituant une durée de consultation au moins égale à la période où le défaut de publication sur le site de la Préfecture a été constaté.

4) CONCLUSIONS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR.

L'avis du commissaire enquêteur est le fruit d'une analyse approfondie du dossier enrichie par une indispensable visite du site et des échanges avec Mme le Maire de la commune et M. le gérant de la société ainsi que des contributions du public. Le commissaire enquêteur a également pris en considération les avis des communes (Conchil-Le-Temple et Wailly-Beaucamp) et du Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies qui lui ont été transmis.

La mairie de Campigneulles-les-Petites a fait savoir au commissaire enquêteur qu'elle n'avait pas l'intention de délibérer sur le sujet.

Cette réflexion progressive a permis au commissaire enquêteur de dresser un bilan des aspects positifs ou négatifs de ce dossier et de conclure sa réflexion à partir des éléments suivants :

1) Le choix du Projet.

Parmi les différentes options envisagées par l'entreprise pour assurer la continuité de l'activité, le commissaire enquêteur considère que le choix d'une durée de 10 ans sans extension du site mais avec remblayage complémentaire par des matériaux inertes est la solution la plus raisonnable.

Outre des critères de rentabilité liés à l'importance et à la qualité du gisement restant à exploiter, cette solution évite tout déboisement et défrichement ainsi qu'un rapprochement des habitations.

Sauf à arrêter l'activité, ce choix permet de respecter la situation des riverains et de sauvegarder l'environnement.

Le commissaire enquêteur considère qu'il s'agit d'un point positif du dossier.

2)Participation du Public : Un climat apaisé.

Les 6 contributions enregistrées lors de la première période de consultation ont été intégrées dans le procès-verbal de synthèse et ont fait l'objet d'une présentation détaillée accompagnée par les éléments de réponse fournis par l'exploitant et des remarques du commissaire enquêteur dans le rapport relatif au déroulement de l'enquête publique.

Lors de la seconde enquête publique, le commissaire enquêteur a tenu effectivement 4 permanences en Mairie de Wailly-Beaucamp au cours desquelles il n'a reçu aucune visite ni contribution écrite sur le registre ni courrier au siège de l'enquête. De la même manière, les services de la Préfecture du Pas-de-Calais n'ont enregistré aucune demande de consultation du dossier ni reçu la moindre participation sur le registre prévu à cet effet.

La période complémentaire de consultation a donc permis de rectifier l'erreur matérielle de publication constatée lors de la première enquête sans que cette opportunité n'ait été mise à profit par le public pour enrichir les contributions initiales.

De cette participation relativement modeste, le commissaire enquêteur constate :

Aucun avis défavorable n'a été expressément formulé et le climat de l'enquête est resté parfaitement serein.

Parmi les préoccupations exprimées figurent les thèmes suivants :

1)L'apport des déchets inertes extérieurs au site d'exploitation et leur suivi ainsi que le contrôle de la qualité des eaux de la nappe phréatique.

2)L'entretien des chemins empruntés par les camions,

3)Le « reboisement » du site.

Les thèmes relatifs à la faune et la flore ont été évoqués par un participant qui estime, sans apporter d'éléments précis, que l'étude d'impact est restée insuffisante sur ces questions.

Cette modeste participation s'explique par les raisons suivantes :

Un calendrier initial peu propice. La période Noël et des fêtes de fin d'année n'étaient à priori pas favorable au déplacement du public.

Le contexte sanitaire avec le développement de l'épidémie était évidemment peu favorable à une consultation sur place même si les moyens dématérialisés prévus permettaient au public d'être informé et de s'exprimer.

Enfin, la carrière M.S.S. fonctionnant, sans aucune difficulté depuis 15 ans, la poursuite de son activité ne nécessitait, sans doute pas, aux yeux du public une nouvelle enquête publique ni un renouvellement d'une enquête pour les raisons précédemment exposées.

En tout état de cause ,le bilan de la participation du public contraste singulièrement avec celui enregistré lors de l'enquête publique réalisée en Mars 2004 dont l'objet était consacré à la première demande d'autorisation d'exploitation présentée par la carrière SA Vermeulen Granulats aujourd'hui Matériaux Siliceux de la Somme puisque 27 requêtes avaient été formulées ,3 pétitions avaient été signées par une centaine de personnes qui avaient exprimé leur inquiétude voire leur opposition au projet.

Ces requêtes concernaient l'itinéraire des camions, le bruit et la poussière, les nuisances générées par les travaux, la dévaluation des habitations, les atteintes contre la faune et la flore, les menaces sur les eaux superficielles et souterraines...

A l'occasion de la première enquête, des réponses satisfaisantes ont pu être apportées lors des échanges avec le responsable de l'entreprise.

A l'issue des enquêtes publiques relatives à la demande de renouvellement d'autorisation, le commissaire enquêteur constate qu'elles n'ont suscité aucune opposition de la population qui, de surcroît, n'a formulé aucun grief pendant les 15 années de fonctionnement.

Au final, le commissaire enquêteur considère que l'enquête s'est déroulée sereinement ce qui est un point positif par rapport au climat tendu de 2004.

3)L'impact relatif de l'exploitation de la carrière.

Au regard des enjeux environnementaux exposés dans l'étude d'impact, la difficulté est de mesurer les conséquences éventuelles de l'activité de la carrière MSS sur le climat, l'air, le sol et le sous-sol, la ressource en eau, la faune, la flore, la biodiversité, la nature, l'activité humaine...

Cette question est d'autant plus délicate que le dossier a été réglementairement conçu comme s'il s'agissait d'une première demande d'autorisation d'exploitation alors que le site est en fonctionnement depuis 15 ans.

Si l'étude d'impact a procédé, **en 2020 et 2021**, à l'analyse approfondie du « scénario de référence » en établissant notamment un inventaire de la faune et de la flore et du milieu naturel, **il n'existe pas de bilan entre 2006 et 2021 permettant d'affirmer ou non que l'exploitation de la carrière M.S.S. serait « responsable » d'une dégradation de l'environnement.**

Dans un contexte général de réchauffement climatique qui continuera à affecter la région des Hauts de France dont les causes multiples dépassent le cadre de ce dossier, le commissaire enquêteur fait observer, à titre d'exemple, que le secteur de Wailly-Beaucamp subit sans aucun doute la pollution du trafic de l'autoroute A16 toute proche et du trafic transmanche constaté dans le détroit du Pas-de-Calais.

De la même manière, il se trouve que la carrière MSS se situe à 530 mètres de la carrière SAISON et qu'il ne serait sans doute pas aisé de mesurer la part de nuisances éventuelles susceptible d'être imputée à l'une des deux entreprises concernées par la même nappe phréatique ou sur la faune et la flore du même secteur !

Le commissaire-enquêteur a interrogé M. le Gérant de la société, Mme le Maire de la commune qui lui ont affirmé **qu'ils n'avaient aucun élément en leur possession indiquant que l'activité de la carrière M.S.S. aurait eu, depuis son ouverture, un effet néfaste sur l'environnement local.**

Cette appréciation est également basée sur le fait qu'aucune remarque n'a été formulée, sur ce point, par les agriculteurs de la commune et que les habitants du quartier du Halloy relativement proche du site n'ont jamais émis, pendant la période de fonctionnement, la moindre protestation à l'encontre de l'entreprise.

Durant cette période d'exploitation, aucun accident imputable à la circulation des camions n'a été déploré et aucun problème de santé en lien avec la carrière n'a été soulevé.

A partir des 2 piézomètres situés sur le site, les analyses de la nappe souterraine n'ont révélé aucune contamination de la nappe phréatique.

Suite aux différentes campagnes d'inventaire mentionnées dans l'étude d'impact, les scénarii de référence ont permis, pour la flore, de recenser, 124 espèces distinctes dans l'emprise de l'aire d'études dont 14 sont considérées d'intérêt plus notable.

Pour la faune, les investigations ont permis de noter la présence d'orthoptères (criquets, grillons, sauterelles), de lépidoptères (papillons) ainsi que 30 espèces différentes d'oiseaux et 8 espèces de mammifères.

Ce constat semble illustrer le fait que l'activité de la carrière n'a pas été un obstacle à la présence de ces nombreuses espèces qui se sont adaptées à l'activité humaine.

Dans ce même temps, la commune de Wailly-Beaucamp est restée attractive puisque sa population a augmenté chaque année de manière régulière.

Si toute activité humaine peut engendrer des risques de nuisance et porter atteinte à l'environnement, le commissaire enquêteur considère qu'il convient d'estimer, de manière relative et proportionnée, l'impact de l'activité de la carrière M.S.S. qui concernerait, pour les 10 prochaines années, une surface d'un peu plus de 5 hectares pour un volume d'extraction inférieur à la première période d'activité.

L'évolution de l'environnement dépend également de facteurs externes à la carrière M.S.S. et reste indissociable des activités agricoles et de l'ensemble des entreprises existantes à l'échelle de la communauté d'agglomération des deux Baies.

4)Le respect de l'environnement.

L'Étude d'Impact a analysé les domaines suivants : Le climat, la qualité de l'air, le sol et le sous-sol, les eaux superficielles, les eaux souterraines, le milieu naturel, le paysage, l'environnement socio- économique, les déchets, la commodité du voisinage, les contraintes et servitudes, la santé et la sécurité publiques, l'évaluation des effets cumulés.

Elle a établi, en 2020/2021, pour chaque domaine un scénario de référence, en mesurant, pour les 10 prochaines années l'impact de l'activité afin d'en déduire des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation et en imaginant l'évolution du site en cas de non prolongation de l'activité.

De manière générale, le commissaire enquêteur considère que l'Étude d'Impact n'a pas révélé vis-à-vis du climat, de l'air, la ressource en eau, le milieu naturel, le paysage des insuffisances notables à l'encontre de l'environnement, de la présence et de l'activité humaine.

Pour consolider la volonté de l'entreprise de respecter l'environnement local, l'analyse présentée dans le rapport d'enquête fait apparaître pour l'ensemble des thèmes **16 mesures d'évitement et 41 mesures de réduction.**

De plus, le commissaire enquêteur souligne qu'un suivi des mesures est prévu dans les domaines suivants :

Suivi en interne des matériaux inertes extérieurs pendant 10 ans.

Suivi de la qualité de l'eau de la nappe souterraine au droit de la carrière pendant 13 années (Une fois par an) conformément au souhait de la communauté d'agglomération des 2 Baies.)

Suivi des mesures de réduction ou d'accompagnement par un bureau d'études ou un organisme compétent.

Campagnes régulières de contrôle des niveaux sonores (4 campagnes en 10 ans).
Contrôle de l'empoussièrément en limite de l'exploitation (4 campagnes en 10 ans).

En ce qui concerne le milieu naturel, un suivi supplémentaire d'état d'avancement et d'efficacité des mesures sera réalisé pour les points suivants :

Contrôle des espèces végétales invasives,
Reboisement des terrains remblayés,
Connaissance de la biodiversité dans l'emprise de l'exploitation

En outre, l'activité de l'entreprise reste soumise à un contrôle susceptible d'être exercé, de manière inopinée, par le Service des Installations Classées.

Si le respect de l'environnement dépend, pour partie de facteurs externes, le commissaire enquêteur considère que l'étude d'impact a analysé de manière rigoureuse et approfondie les éventuelles conséquences de l'activité de l'entreprise sur l'environnement.

La mise en œuvre effective des mesures d'évitement et de réduction (aucune mesure de compensation) par l'entreprise et leur suivi réalisé en partie par un bureau d'études externe constituent pour le commissaire enquêteur des garanties essentielles de ce dossier de nature à respecter la sécurité des personnes, des biens et plus généralement de l'environnement.

La publication des mesures envisagées témoigne, vis-à-vis de la population, des élus, des autorités administratives d'une réelle volonté de transparence qui engage la réputation, le sérieux et la responsabilité de l'entreprise.

Le commissaire enquêteur considère qu'il s'agit d'un point favorable de cette opération.

5)Le remblayage du site.

Si au terme de l'exploitation du site, l'exploitant est tenu de remettre le site en état, le gérant envisage d'assurer le remblayage du site à l'aide matériaux de découvertes et stériles issus du site (20%) mais également grâce à l'apport de déchets inertes extérieurs.

Le commissaire enquêteur rappelle qu'il s'agit d'une pratique désormais habituelle et que ce processus a fait l'objet d'un avis favorable sans réserve de la part de l'expert hydrogéologue mandaté par la D.R.E.A.L.

A ce sujet, le commissaire enquêteur a noté (Page EI 34 de l'étude d'impact) que les matériaux inertes extérieurs seront **exclusivement constitués par :**

4 types de déchets émanant du site :

Code 01-01-02 déchets provenant de l'extraction de minéraux non métallifères).

Code 01-04-08 Déchets de graviers de pierres (sans substances dangereuses).

Code 01-04-09 Déchets de sable et d'argile.

Code 01-04-12 Stériles et déchets provenant de lavage et nettoyage de minéraux hors codes 01-04-07 et 01-04-14).

5 types de déchets inertes externes (triés et n'émanant pas de sites contaminés).

Code 17 01 01 : Béton

Code 17 01 02 : Briques

Code 17 01 03 : Tuiles et Céramiques

Code 17 01 07 : Mélange de Béton, Briques, Tuiles et Céramiques

Code 17 05 04 : Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses.

Cette liste a été reprise en annexe dans le rapport de l'Hydrogéologue revient à exclure de la liste de l'arrêté ministériel de 1994 modifié les mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron, les terres et pierres provenant uniquement de jardins et parcs sans tourbe et terre végétale, les déchets de matériaux à base de fibre de verre, les emballages de verre, le verre.).

L'apport de matériaux inertes externes devra strictement respecter toutes les étapes de la procédure d'admission décrite dans l'arrêté ministériel précité.

Afin de maîtriser le contenu des déchets inertes externes le gérant de la société a informé le commissaire enquêteur que ces matériaux inertes seront prélevés à la source et transportés par ses soins.

Des analyses seront pratiquées par un laboratoire indépendant par échantillon sur chaque lot.

Dans l'attente des résultats d'analyse par lixivation (72 heures), les matériaux resteront entreposés sur le site. En fonction des résultats, ils pourront être à nouveau commercialisés et réutilisés par une entreprise du B.T.P ou servir directement au remblayage de la carrière.

Le commissaire enquêteur prend acte de l'implication de l'entreprise dans le contrôle des matériaux inertes externes et rappelle que l'utilisation des matériaux inertes externes (de classe 3) fera l'objet d'un suivi pendant 10 années.

Si l'apport de « déchets » inertes externes a pu susciter des interrogations voire une forme a priori de défiance, le commissaire enquêteur souligne que cette pratique réglementaire est fortement encadrée et que la procédure et les contrôles

prévus constituent de véritables garanties de nature à protéger la nappe phréatique qui selon les remarques formulées par M. le président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies reste fortement vulnérable aux nitrates.

Eu égard à la nature des matériaux inertes qui seront utilisés et au respect de la procédure d'admission et de contrôle des « déchets inertes », le commissaire enquêteur souligne que :

les « déchets inertes internes et externes ne peuvent en aucun cas être assimilés à des ordures ménagères et que le remblaiement de la carrière ne s'apparente absolument pas à la création d'une décharge publique.

Prenant acte de l'avis de l'expert hydrogéologue, le commissaire enquêteur estime que le respect de la procédure d'admission et de contrôle des déchets inertes externes par l'entreprise est un élément positif de ce dossier.

6) Le « Reboisement » intégral du Site.

Dans son rapport du 4 Décembre 2021, l'hydrogéologue agréé a estimé que l'apport de matériaux inertes extérieurs consolidera le remblaiement du site favorisant ainsi les conditions de reboisement prévu.

Le commissaire enquêteur souligne qu'1,03 hectare a déjà été reboisé et que le reboisement intégral prévu du site est une mesure d'accompagnement fondamentale en faveur du paysage et de l'environnement local.

De ce point de vue, la non-reconduction de l'autorisation d'exploitation entrainerait un bouleversement des conditions de remise en état du site et du paysage puisque l'entreprise pourrait de manière légitime limiter son intervention aux mesures minimales suivantes :

Mise en sécurité des fronts de taille

Nettoyage de l'ensemble des terrains et de manière générale la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,

L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage compte tenu de la vocation ultérieure du site. (non définie)

Il est donc opportun et cohérent d'achever le reboisement intégral du site afin de favoriser le développement de la biodiversité locale.

En faisant remarquer qu'à l'origine le site actuel de la carrière correspondait à des terres agricoles (cultivées ou en friches), le commissaire enquêteur considère que le boisement total du site confortera la vocation forestière du

secteur ce qui constitue un point favorable en faveur de l'environnement et de la biodiversité.

7)La Ressource en eau.

Dans son avis rendu le 23 Avril 2021, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale a souligné l'importance de la protection de la ressource en eau. Il est, en effet primordial de vérifier si les conditions d'exploitation et de remblaiement de la carrière ne menacent pas la qualité des eaux superficielles et de la nappe phréatique.

A cet égard le commissaire enquêteur rappelle les éléments objectifs issus du dossier :

Il n'existe sur le site aucun cours d'eau.

L'entreprise s'engage à n'effectuer aucun rejet ni prélèvement sur les eaux superficielles et souterraines.

Le toit de la nappe d'eau souterraine se trouve se trouve à environ 20 mètres du niveau du sol.

Une petite partie du site concernée par la limite de l'aire d'alimentation des captages d'Airon-St-Vaast a déjà été exploitée dans les premières années de fonctionnement du site. Les analyses régulières réalisées à l'aide des deux piézomètres du site n'ont montré aucune contamination de la nappe phréatique.

La zone restant à exploiter (vers le sud du site) ne se trouve pas dans la Zone d'Actions renforcées.

Les considérants développés par l'Hydrogéologue agréé (Direction de l'écoulement des eaux souterraines, absence en aval de périmètres de protection des captages, présence d'une zone non saturée dans la craie d'une dizaine de mètres, couverture de la craie par des sables argileux assurant une bonne protection par absorption des polluants accidentels) qui lui ont permis de formuler un avis favorable à l'utilisation des matériaux inertes externes.

Les eaux de ruissellement sont collectées dans l'emprise de la carrière dans des fossés d'infiltration aménagés le long des pistes de la carrière. Les eaux collectées sur la partie Nord sont orientées vers les bassins de rétention étanches.

Des mesures de réduction sont prévues pour gérer les éventuelles fuites d'hydrocarbure, d'huiles pour empêcher toute pollution de la nappe.

Enfin, le suivi de la qualité de la nappe d'eau souterraine est prévu pendant une durée de 13 années ainsi que le suivi des matériaux inertes pendant une durée de 10 ans.

A partir de ces éléments, le commissaire enquêteur considère que de solides précautions et garanties existent et sont bien envisagées pour que l'activité de la carrière M.S.S. ne porte pas atteinte à la ressource et à la qualité des eaux.

S'agissant de la carrière M.S.S., le commissaire enquêteur considère que les mesures prévues répondent au souci légitime de la M.R.A.E. et qu'il s'agit d'un point positif du dossier.

8) L'Étude de Dangers.

Dans la première partie du rapport, le commissaire enquêteur a décrit la méthode classique d'une étude de dangers ainsi que les risques particuliers de la carrière des Matériaux Siliceux de la Somme.

A partir des risques externes et internes recensés et des scénarii envisagés, le commissaire enquêteur a acquis la conviction que les mesures barrières de prévention et de protection décrites dans ce chapitre ainsi que les mesures de réduction en rapport avec la sécurité des biens et des personnes mentionnées dans l'étude d'impact doivent permettre à l'entreprise de garantir la sécurité du site, des personnels exerçant sur le chantier, des riverains ainsi que le respect de l'environnement.

Ce point repose en grande partie sur la vigilance, la compétence et la formation des personnels qui depuis l'ouverture de la carrière ont su éviter tout accident aux abords et sur le site d'exploitation.

Le commissaire enquêteur considère qu'il s'agit d'un point positif du dossier.

9) Les Garanties financières et le cautionnement.

La note de présentation du projet précise les capacités techniques et financières de la société M.S.S. qui a sous-traité l'extraction, le traitement et le réaménagement du site à la société Verrier et Fils.

Les garanties financières seront cautionnées par l'organisme bancaire C.I.C Nord-Ouest.

Elles sont destinées à s'assurer de la remise en état du site en cas de défaillance de l'exploitant. Le pétitionnaire s'engage donc à constituer les garanties financières pour le réaménagement du site auprès d'un établissement de crédit (banque, compagnie d'assurance ...) pour un montant de 355137 euros (1^{ère} période quinquennale) et de 333071 euros 2^{ème} période quinquennale.

Dans le respect de la réglementation, le commissaire enquêteur prend acte des garanties fournies par le gérant de l'entreprise.

10) la conformité avec le Plan Local d'urbanisme.

Le document d'urbanisme en vigueur approuvé le 27 Mai 2007 soit une date postérieure à l'arrêté préfectoral autorisant l'exploitation de la carrière M.S.S. a classé **les parcelles ZC 25 et ZC 26 en zone Naturelle** ce qui les rendent impropres à l'exploitation au contraire de la parcelle ZC 14 qui a bien été classée en zone NC. (donc exploitable)

S'agissant des parcelles ZC 25 et ZC 26, cette transcription en zone N dans l'actuel document d'urbanisme est donc contraire à l'arrêté préfectoral du 12 Octobre 2006 portant autorisation d'exploitation pour les 3 parcelles du site de la carrière.

L'entreprise a entrepris les démarches nécessaires auprès de la communauté d'agglomération des 2 Baies, désormais compétente en la matière, afin de procéder à la modification du PLU de Wailly-Beaucamp.

Les éléments d'information fournis oralement par les services de la communauté d'agglomération témoignent du fait que cette demande sera accueillie favorablement mais que l'instruction du dossier pourrait **au mieux être achevée** vers le mois de Juin 2022.

En fait, l'anomalie concerne exclusivement la ZC 26 car il est acquis que la ZC 25 en partie boisée ne sera pas exploitée.

Dans ces conditions, le commissaire enquêteur estime que les solutions suivantes sont envisageables :

Restreindre temporairement l'autorisation d'exploitation à la ZC 14 dans l'attente de la régularisation de cette situation administrative reposant sur une erreur matérielle de transcription.

Faire abstraction de la procédure de modification en cours, dont l'issue ne fait pas de doute, en permettant à l'entreprise de fonctionner dans les mêmes conditions que celles qui ont prévalu jusqu'en Octobre 2021.

S'agissant d'un point de vigilance de ce dossier, le commissaire enquêteur considère qu'il convient de favoriser l'activité économique en évitant de pénaliser une entreprise pour une erreur matérielle de transcription dont elle n'est pas responsable.

11) L'entretien des chemins d'accès au site de la carrière M.S.S.

En premier lieu, il faut souligner que l'itinéraire actuellement emprunté par les camions doit absolument être conservé afin de préserver la sécurité et la quiétude des habitants du quartier du « Halloy ».

En application du code de la voirie, il est, en effet, possible de prévoir une contribution spéciale à la charge de l'entreprise afin de maintenir l'état de viabilité des chemins ruraux empruntés par des véhicules et des engins qui ont pu occasionner des détériorations pour accéder au chantier de la carrière.

C'est dans cet esprit que l'entreprise a proposé différents modèles de convention afin d'aboutir à un règlement équilibré des charges et de consolider le bon état du Chemin rural N°14 dit « chemin des Bois » et du Chemin rural N° 6 dit « le Halloy »

La commune de Wailly-Beaucamp avait donné le 18 Juin 2002 son accord sur l'itinéraire en soulignant que « plusieurs aménagements seront réalisés le long de ces deux voies pour permettre le croisement de véhicules et de matériel agricole et qu'une convention sera établie avec cette société (à l'époque Vermeulen - Granulats) **pour l'entretien régulier de chemins et leur réfection en fin de période d'exploitation** ».

Selon les informations obtenues par le commissaire enquêteur, différents aménagements ont été réalisés par l'entreprise **mais aucune convention n'a été formellement signée entre les parties concernées.**

Le commissaire enquêteur considère à ce sujet que l'entreprise M.S.S. peut être considérée comme un utilisateur important de ces chemins qui sont également empruntés par des particuliers, des engins agricoles ,des camions de l'entreprise STOLZ...

Dans la période actuelle, ces chemins sont empruntés de manière exceptionnelle par des particuliers en raison de travaux importants qui ont modifié les conditions de circulation et d'accès vers la commune de Wailly-Beaucamp.(travaux prévus du 21 Février 2022 jusqu'en Juin 2022).

Dans ces conditions, le commissaire enquêteur considère que la conclusion d'une convention répond à une demande légitime de Mme le Maire de Wailly-Beaucamp mais ne saurait constituer pour le commissaire enquêteur un préalable à la reconduction d'une autorisation d'exploitation délivrée par M. le Préfet du Pas-de-Calais.

§§§§§§§§

Vu la demande de renouvellement d'autorisation présentée par M. Delahaye
gérant de la société Matériaux Siliceux de la Somme,
Vu le code l'environnement,
Vu la nomenclature des installations classées,
Vu le dossier d'enquête publique, notamment l'étude d'impact et l'étude de
dangers,
Vu l'avis de la D.R.E.A.L. déclarant le dossier recevable,
Vu l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale
Vu la réponse du bureau d'études Adequat -Environnement,
Vu les décisions de M. le Président du Tribunal Administratif de Lille désignant
M. Francis Mannessier en qualité de Commissaire-enquêteur
Vu les arrêtés de M Le Préfet du Pas-de-Calais portant ouverture et organisation
des enquêtes publiques,
Vu l'avis exprimé par M. l'hydrogéologue agréé sur la demande de
renouvellement d'autorisation d'exploitation et du mode de remblayage,
Vu le climat apaisé de l'enquête publique au cours de laquelle aucun avis
défavorable à la poursuite de l'exploitation opposition n'a été exprimée par la
population,
Vu l'avis favorable émis par la commune de Conchil-le Temple,
Vu la délibération émise par la commune de Wailly-Beaucamp ,
Vu l'avis émis par M. le Président de la Communauté d'Agglomération des 2
Baies
Vu les considérants développés dans les présentes conclusions,

Le commissaire enquêteur estime que l'entreprise Matériaux Siliceux de la
Somme possède les capacités techniques, financières et les compétences requises
**pour s'engager dans la poursuite de l'exploitation de la carrière M.S.S en
respectant les mesures d'évitement, de réduction et de suivis prévues pour
cette opération.**

Le commissaire enquêteur considère que **l'activité de la carrière est un soutien
de l'activité économique du secteur et répond à une réelle demande des
entreprises du BTP et aux intérêts financiers de la commune de Wailly-
Beaucamp.**

A l'échelle des surfaces restant à exploiter sur le site de la carrière M.S.S. le
commissaire enquêteur a la conviction que le projet est respectueux de
l'environnement et qu'il convient de le mener à son terme afin de renforcer la
vocation forestière du secteur et le développement de la biodiversité.

En conséquence le commissaire-enquêteur émet,

UN AVIS FAVORABLE

À LA DEMANDE DE RENOUVELLEMENT D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE MATÉRIAUX SILICEUX DE LA SOMME.

Cet avis favorable est assorti des recommandations suivantes :

1) Tout en notant que l'entreprise M.S.S. a déjà effectué des travaux pour conforter l'état du circuit emprunté par les camions, le commissaire enquêteur recommande qu'une convention, **en cours de négociation**, soit conclue avec la commune de Wailly-Beaucamp en vue de définir les engagements des deux parties.

Cette convention aura pour objet de prévoir les modalités d'entretien régulier du chemin rural n°14 dit « chemin des Bois » et le chemin rural n°6 dit « le Halloy » et la remise en état finale des chemins ruraux précités à l'issue de la période d'exploitation.

2) Dans un souci de transparence, le commissaire enquêteur recommande que Mme le Maire de Wailly-Beaucamp et M.le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies reçoivent les comptes rendus des différentes analyses et de suivis qui seront effectués sur le site de la carrière Matériaux Siliceux de la Somme et tenus informés de toute éventuelle pollution du site.

A Arras, le

Le commissaire enquêteur,

Francis Mannessier.

Partie 4 - Dossier d'enquête publique

4.1 : Organisation de l'enquête publique

4.1.1 : Arrêté portant organisation de l'enquête publique

4.1.2 : Certificats d'affichage

4.1.3 : Photographies des affichages

4.1.4 : Parutions

4.2 : Procès-Verbal de synthèse

4.3 : Mémoire en réponse de la CA2BM

4.4 : Rapport d'enquête publique

4.5 : Conclusions et avis du commissaire enquêteur



Numéro de l'acte	2022-35
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu le SCOT approuvé par délibération du syndicat mixte du Montreuillois en date du 30 janvier 2014 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Wailly Beaucamp en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Wailly Beaucamp en date du 18 juin 2010, 29 mars 2012, 20 juin 2013 et 22 septembre 2014 portant modification du Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2022-09 en date du 14 mars 2022 décidant de l'engagement de la procédure de modification de droit commun ;
- Vu les pièces du dossier de modification de PLU, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'à la commune concernée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 28 avril 2022 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la décision E22000085/59 en date 08 juillet 2022 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille désignant Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme afin notamment d'adapter des dispositions du règlement écrit et du règlement graphique ;

- Considérant que la chambre d'agriculture a émis un avis sans observation en date du 03 mai 2022, que le conseil départemental et le conseil régional n'émettent aucune remarque et que les autres retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables ;
- Considérant l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 28 juin 2022 ;
- Considérant l'avis favorable de la CDPENAF rendu en date du 12 juillet 2022 ;

ARRETE

Article 1 – Objet de l'enquête : Il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Article 2 – Publicité de l'arrêté de mise à enquête publique : Un avis d'enquête, portant l'ensemble des indications ci-dessus à la connaissance du public, sera publié en caractères apparents **quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il sera affiché à la mairie de Wailly Beaucamp, sur la D143E3 au niveau du site de concassage et au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois.

L'avis d'enquête sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la CA2BM (rubrique mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>).

Article 3 – Nom et qualités du commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Article 4 – Identité de la personne responsable du projet : Des informations pourront être demandées au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois situé à l'adresse suivante : A l'attention de Bruno COUSEIN, 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ou par téléphone au 03.21.06.66.66.

Article 5 – Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale : Le dossier a été soumis au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

Article 6 – Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement : Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis de non soumission à évaluation environnementale).

Article 7 – Consultation du dossier d'enquête publique et observations : Le public pourra consulter le dossier d'enquête et consigner ses observations, propositions sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 à 19h00.

Le public pourra également consulter les dossiers numériques sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>) et en mairie de Wailly-Beaucamp.

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise, 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Madame le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur2@ca2bm.fr du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, après modérations éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp).

Article 8 – Permanences du commissaire enquêteur : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Wailly Beaucamp pour recevoir ses observations écrites ou orales, les jours suivants :

- **Lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00**
- **Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00**
- **Mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00**
- **Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00**

Article 9 – Suites de l'enquête publique : A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Article 10 – Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

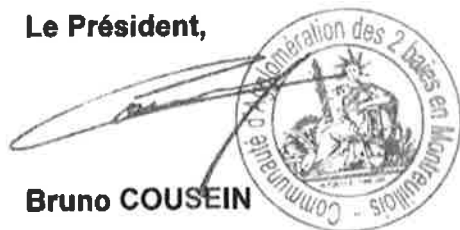
Article 11 – Exécution du présent arrêté : Le présent arrêté sera transmis à :

- Madame le commissaire enquêteur,
- Madame le maire de Wailly Beaucamp,
- Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-Mer,

- Et sera publié au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 22/08/2022

Le Président,



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

062-200069029-20220822-ARRETE2022-35-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/08/2022

Wailly Beaucamp, le 23 août 2022

Certificat d'affichage

Arrêté du Président n° 2022-35 en date du 22 août 2022 portant organisation de l'enquête publique concernant la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Le Maire de la commune de Wailly Beaucamp,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté du Président n°2022-35 du 22 août 2022 portant organisation de l'enquête publique concernant la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp à partir du 23/08/2022 **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

L'Adjointe au Maire
Christine CARLU



Montreuil-sur-Mer, le 23 août 2022

Certificat d'affichage

**Arrêté du Président n° 2022-35 en date du 22 août 2022 portant organisation de l'enquête publique
concernant la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp**

Le Président de la CA2BM,

Certifie avoir fait afficher l'arrêté n°2022-35 du 22 août 2022 portant organisation de l'enquête publique
concernant la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp à partir du
23/08/2022 **en la forme habituelle et aux lieux accoutumés.**

Pour faire valoir ce que de droit.

Le Président,

Bruno COUSEIN



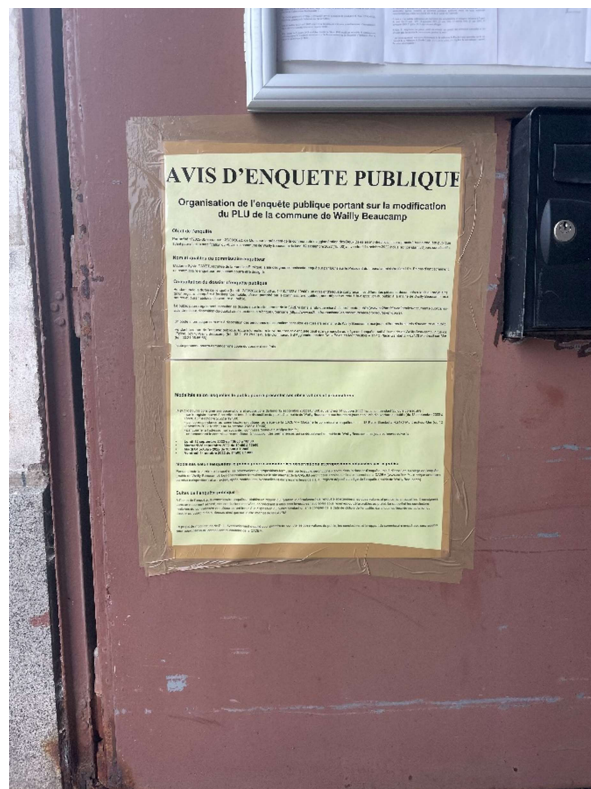
Avis d'enquête publique

- Modification PLU Wailly-Beaucamp -

Site internet CA2BM

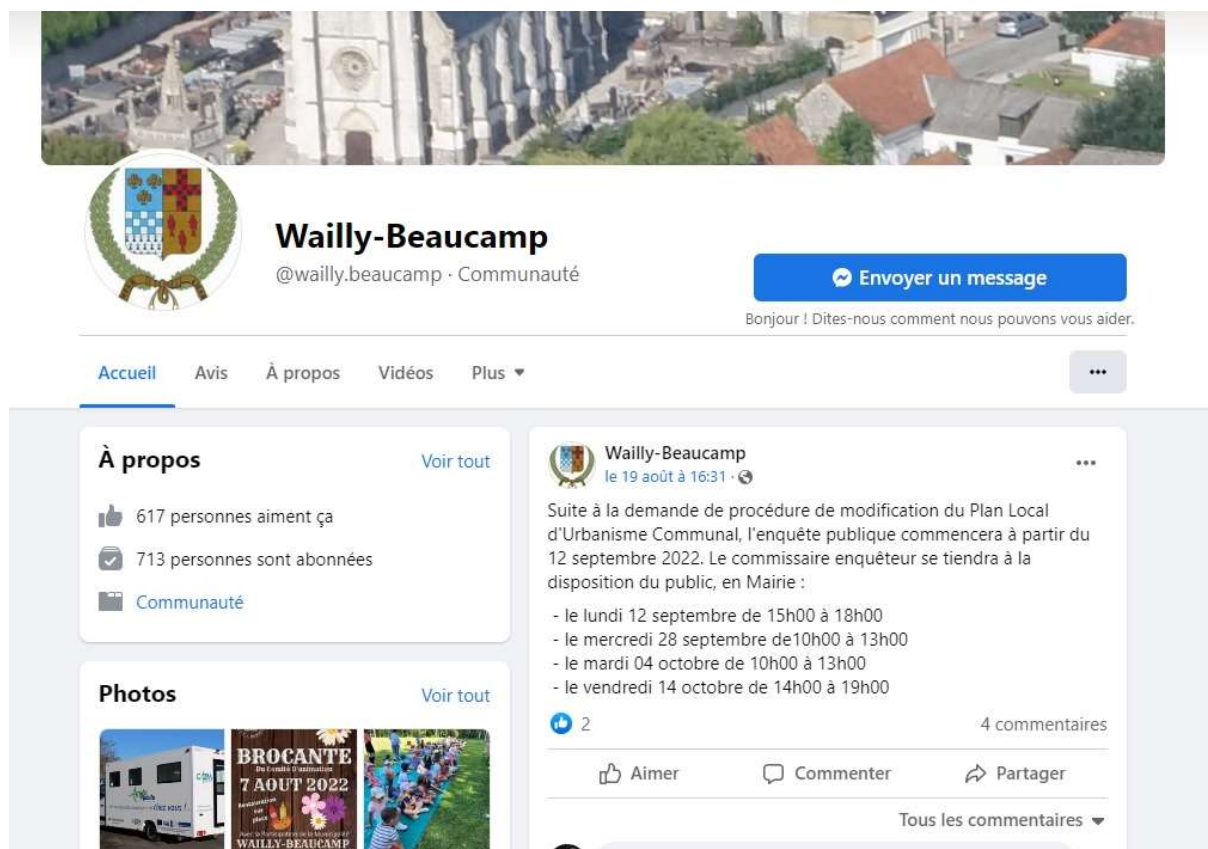


Siège de la CA2BM



Commune de Wailly-Beaucamp

- Réseau social communal



- Mairie de Wailly-Beaucamp



- **D143 E3 à hauteur du site de concassage**



NÉCROLOGIE

MONTREUIL SUR MER

Un regard, un geste, une présence, quelques mots de soutien, des fleurs, tous ces témoignages d'amitié, en ces jours d'épreuve lors du départ de

Monsieur Guy JOUGLEUX

nous ont apporté réconfort et encouragement, nous vous en remercions vivement.

Laetitia et Brice VAN MEIRHAEGBE-JOUGLEUX,
Céline JOUGLEUX et Franck FROMENTIN,
Stéphane JOUGLEUX et Valérienne CAPPIETERS,

ses enfants,

Ses petites-filles et toute la famille,

Pompes Funèbres POCHOLLE - 62180 VERTON - Tél : 03 21 09 43 27

SORRUS-WAILLY-BEAUCAMP

Vous avez eu la délicatesse, lors du décès de

Monsieur Daniel VANDENHOVE

de vous associer à notre peine par un geste personnel. Nous en avons été profondément touchés et tenons à vous adresser nos plus sincères remerciements.

De la part de
Christian et Marie-Pierre VANDENHOVE-MASTIN,
Béatrice ROUZE-VANDENHOVE,
Agnès et Pascal GILIBERT-VANDENHOVE,
Astrid et Francis FOURRIER- VANDENHOVE
Nathalie et Michaël SCHOENENBACH-VANDENHOVE,

ses enfants,

ses petits-enfants, arrière petits-enfants et toute la famille.

Pompes Funèbres POCHOLLE - 62180 VERTON - Tél : 03 21 09 43 27

Le Journal de Montreuil Les Échos du Touquet Le Réveil de Berck

Vous avez une question concernant votre abonnement ?

03.66.89.04.14

Du lundi au vendredi de 8h à 18h. Le samedi de 8h à 12h

par mail : serviceclientshebdo@nordlittoral.fr
ou par courrier

Service clients - CS 10549 - 59023 Lille Cedex

ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 19/11/2021
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés

- SA : 387 euros
- SAS : 193 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

Constitution de GAEC :

tarification au caractère

Autres tarifs forfaitaires (sociétés commerciales)

- dissolution : 149€ HT
- clôture de liquidation : 108€ HT
Procédures collectives
- jugement d'ouverture : 64€ HT
- jugement de clôture : 35€ HT

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

SYNDICAT MIXTE Eden 62

Objet

Le site du Cap Blanc nez est propriété du Conservatoire du littoral. Il est situé sur les communes d'Escalles et de Sangatte-Blériot. Eden 62 envisage une gestion des pelouses calcicoles du site par un pâturage ovin itinérant. Eden 62 cherche à constituer un troupeau de 450 ovins en se liant avec un ou plusieurs éleveurs associés qui placeraient leurs animaux de mai à octobre au Cap Blanc nez de 2023 à 2027. Le berger, agent d'Eden 62, conduit le troupeau dans le but de restaurer les pelouses calcicoles. La surface pâturable est de 102ha

Dépôt du dossier, condition de délai et renseignements

Eden 62
(à l'attention de M. DOUARD Xavier)
2 rue Claude-BP 113
62240 DESVRES
Tél. 03 21 32 13 74

Date limite de réception des offres : 14/10/2022 à 17h

Date d'envoi du présent avis : 08/09/2022

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-35 en date du 22/08/2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête (Lundi 12/09/2022 à 15h00 au 14/10/2022 à 19h00), un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public (www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public) ainsi que dans la rubrique urbanisme (https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise, 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp aux heures et jours habituels d'ouverture au public (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Madame le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;
- par courriel à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur2@ca2bm.fr ;
- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Wailly Beaucamp les jours et heures suivants :
 - Lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
 - Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00
 - Mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00
 - Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, après modérations éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp).

Suites de l'enquête publique

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 05/09/2022, il a été constitué une SCCV ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SCCV LE CLOS DES TREILLES
Objet social : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport de tous immeubles et la construction sur ceux-ci de tous biens de toutes destinations, la vente en totalité ou par lots de ces biens à terme, en l'état futur d'achèvement ou après achèvement.
Siège social : 37 Rue VALBELLE, 62500 Saint-Omer
Capital initial : 500 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS BOULOGNE-SUR-MER
Gérance : SAS, société par actions simplifiée DAMA HOLDING, demeurant 37 Rue Valbelle, 62500 Saint-Omer FRANCE, immatriculée sous le n°900 553 520 au RCS BOULOGNE-SUR-MER
DAMIEN MAERTEN

TRANSFORMATION
D'UNE SOCIÉTÉ
EN SAS / SASU

Dénomination : SARL ARCHITECTURE TEXTILE FRANÇAISE.
Sigle : ATF.
Forme : SARL.
Capital social : 82942 euros.
Siège social : 154 bis Route NATIONALE, 62980 VERMELLES.
338459829 RCS d'Arras.
Aux termes d'une décision en date du 31 août 2022, l'associé unique a décidé de transformer la société en société par actions simplifiée.
Président : Monsieur Elias HANNA - ELIAS, demeurant 153 route Nationale, 62980 Vermelles.

Accès aux assemblées et vote : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.
Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.
Transmission des actions : Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Mention sera portée au RCS d'Arras.

RÉDUCTION
DE CAPITAL

G.F.A. KIT-TERRES - Groupement Foncier Agricole - Société civile - au capital social de 394 700,00 € - siège social : BEAURAINVILLE (62990), 78 Grande Rue - SIREN 801 992 702 RCS BOULOGNE SUR MER - Aux termes d'un acte du 16.08.2022, les associés ont décidé de réduire le capital social de 236 820 € à compter du 16.08.2022, ayant pour effet de le ramener à 157 880 €. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de BOULOGNE SUR MER. Le gérant.

Restez connecté avec votre actu
lejournaldemontreuil.fr
lesechosdutouquet.fr
lereveildeberck.fr

ANNONCES

ANIMAUX

■ A VENDRE CHIOTS LABRADOR CHOCOLAT, nés le 28 juillet 2022 mais disponibles fin septembre 2022. Super chasse, lofté 24521135288. Ta-toués et vaccinés.
Tél: 06 15 81 60 15.

1527886700

Restez connecté avec votre actu
lejournaldemontreuil.fr
lesechosdutouquet.fr
lereveildeberck.fr

■ A VENDRE CHIOTS BICHONS MALTAIS, mâles + femelles, nés le 3 juillet 2022. N° de Siret : 3933335960000.
Tél : 07 81 32 42 17 ou 07 68 44 33 91.

1527909800

BONNES AFFAIRES

ACHATS DIVERS



■ Rachète carillons toutes marques, même cassés, marque Westminster, Odo, jusqu'à 400€. Me déplace. Pers. sérieuse. M. Hervé.
Tél. 06 60 61 78 60.

1527854100

■ Collectionneur sérieux ACHETE CARTES POSTALES ET PHOTOS en album ou non. Plus vieux papiers. Tél : 06 77 40 45 18 après 19h.

1527888700



■ Achète plus cher horloge carillon de marque ODO WESTMINSTER, 4 airs, avé maria... même en mauvais état. Tél. 06 95 60 34 70.

1527889100



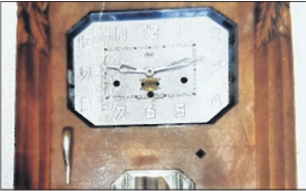
■ Recherche mobiliers et objets de décoration achetés chez "Votre Maison" ou "Galerie St-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80.
Tél. 06 95 60 34 70.

1527889300



■ Recherche ancien saxophone SELMER, clarinette, ancien violon, violoncelle. Tél. 06 95 60 34 70.

1527889600



■ Achète carillons des années 50/60 de marque ODO, Westminster, même hors d'usage, à partir de 400€, paie comptant. Je me déplace. M. Marteau 06 68 86 07 36.

1527921000

Le Journal de Montreuil Les Échos du Touquet Le Réveil de Berck

Habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour tout le département du Pas-de-Calais
Paraissent le mercredi - Dépôt légal à parution
Actionnaire principal : Groupe Rossel - La Voix SA
Le Journal de Montreuil créé en 1831 - CPPAP 1225 C 89216
Le Réveil de Berck créé en 1880 - CPPAP 1225 C 89217
Les Echos du Touquet créé en 1957 - CPPAP 0922 C 79931 Édités par la Société Nouvelle Nord Littoral - S.A. au capital de 193.936 euros



Président
Marian Bonieux

Directeur général et directeur de la publication
Éric Lepers

Rédacteur en chef
Frédéric Petronio

Chef de rédaction
Mathieu Vergoin

Chef de rédaction adjoint
Gauthier Byhet

Rédaction
redaction@lesechosdutouquet.fr
courrier@lereveildeberck.fr

Publicité
dparisi@lavenirdelatois.fr
03.21.01.66.00

Publicité extra-locale
PHR Nord - GIE F.N.H.
03.21.01.66.00 - 06.32.37.01.64

Nécrologie
Sylvie Montuy - 06.13.98.48.90
sylvie.montuy@nordlittoral.fr

Annonces légales
04.50.71.16.16
legales@nordlittoral.fr
entrepreneurs.legales.info

Petites annonces
11, rue Simoneau
62202 Boulogne-sur-Mer Cedex
Tél. 03.21.87.88.87

Abonnement - Service clients
03.66.89.04.14
Groupe Nord Littoral
CS 10549 - 59023 Lille Cedex
serviceclientshebdo@nordlittoral.fr

Imprimerie
Presse Flamande, 5, rue du Milieu
B.P. 139 - Hazebrouck cedex - 59523

Pour l'impression de ses journaux le groupe Rossel La Voix opte pour des matériaux respectueux de l'environnement et une gestion durable de ses déchets. Il est engagé avec CITEO pour le recyclage du papier.
Provenance du papier : France.
Taux moyen de fibres recyclées autour de 80%. La fabrication de ce journal a généré l'émission de 81g de CO2 par exemplaire.
Tous les papiers utilisés sont certifiés PEFC (fibres issues de forêts gérées durablement). Ce journal peut être recyclé : pensez au tri.



200713372ad

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LA MODIFICATION DU PLU
DE LA COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Objet de l'enquête
Par arrêté n° 2022-55 en date du 22/09/2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Non et qualité du commissaire enquêteur
Madame SYLVIE CAVET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique
Pendant toute la durée de l'enquête (Lundi 12/09/2022 à 15h00 au 14/10/2022 à 15h00), un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuilles non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public
(www.ca2bm.fr/ia-ca2bm/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public)
ainsi que dans la rubrique urbanisme
(<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise, 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03 21 06 06 06).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :
- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp aux heures et jours habituels d'ouverture au public (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 15h00).
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Madame le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta 62170 Montreuil-sur-Mer
(du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 15h00).
- par courriel à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur@ca2bm.fr.
- en recourant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se déroulent en mairie de Wailly Beaucamp les jours et heures suivants :

- Lundi 12 septembre 2022 de 10h00 à 18h00
- Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00
- Jeudi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00
- Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) – rubrique urbanisme (ou mise à disposition) et annexées, après modifications éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly Beaucamp).

Suites de l'enquête publique
A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatira le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions reçues. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserve ou défavorables au projet.
Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public (cette ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM).

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

POURQUOI PUBLIER UN AVIS DE DÉCÈS

Pas facile de rédiger l'avis de décès à un moment où l'on est submergé par l'émotion. La machine administrative et l'organisation de la cérémonie ajoutent encore au stress de la douleur et nous font perdre un temps précieux que nous aimerions consacrer au recueillement. Nous voulons dire adieu à la personne disparue et entamer le processus de deuil.

LE CONTENU DE L'AVIS DE DÉCÈS

Trouver les premiers mots pour parler d'elle, se souvenir de tout ce qu'elle a pu accomplir, rechercher des photos, des expressions, des attitudes... Nous n'en avons forcément pas la force. Les professionnels des services nécrologiques des journaux ou les pompes funèbres sont là pour vous accompagner dans la rédaction.



www.libramemoria.fr

*Prix d'un appel local. Photos non contractuelles.

LA
VOIX
DU
NORD

ALTERNANCE
JE ME LANCE

TU CHERCHES UNE ALTERNANCE ?

La Voix du Nord met en avant ton profil
auprès des entreprises de la région
sur www.lavoixdunord.fr
et le lundi dans l'hébo éco.



Inscris-toi (c'est simple et gratuit)

lavoixdunord.fr/trouver-une-alternance

46 | LES ANNONCES

ANNONCES LÉGALES

Arrêté du 19/11/2021
Tarif 2022 : 0,226€ HT/caractère

Le Réveil Les Échos Montreuil

Tarifs forfaitaires HT pour les constitutions des sociétés

- SA : 387 euros
- SAS : 150 euros
- SASU : 138 euros
- SNC : 214 euros
- SARL : 144 euros
- SARLU - EURL : 121 euros
- Société civile (excepté SCI) : 216 euros
- SCI : 185 euros

Constitution de GAEC :
tarification au caractère

Autres tarifs forfaitaires (sociétés commerciales)

- dissolution : 149€ HT
- clôture de liquidation : 108€ HT

Procédures collectives

- jugement d'ouverture : 84€ HT
- jugement de clôture : 35€ HT

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-35 en date du 22/08/2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête (Lundi 12/09/2022 à 15h00 au 14/10/2022 à 19h00), un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Le public pourra également consulter le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public (www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public) ainsi que dans la rubrique urbanisme (<https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise, 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03 21 06 66 66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp aux heures et jours habituels d'ouverture au public (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Madame le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;

- par courriel à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur2@ca2bm.fr ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Wailly Beaucamp les jours et heures suivants :

- Lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 19h00

- Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00

- Mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00

- Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, après modérations éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly Beaucamp).

Suites de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Frencoq

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-30 en date du 19/07/2022, de Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Frencoq du lundi 22 août 2022 au vendredi 23 septembre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Monsieur Philippe MOUNIER, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Frencoq, aux heures et jours habituels d'ouverture au public.

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Frencoq, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Frencoq, 3 rue de l'Eglise - 62630 Frencoq (tel : 03 21 86 71 64) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03 21 06 66 66).

Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>.

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Frencoq, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Frencoq, 3 rue de l'Eglise - 62630 Frencoq (tel : 03 21 86 71 64) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03 21 06 66 66).

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 22 août 2022 au vendredi 23 septembre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Frencoq aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;

- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public.

- Un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours>.

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Frencoq les jours et heures suivants :

- Lundi 22 août 2022 de 15h00 à 19h00

- Jeudi 08 septembre 2022 de 10h00 à 13h00

- Jeudi 15 septembre 2022 de 15h00 à 18h00

- Vendredi 23 septembre 2022 de 15h00 à 18h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur).

L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Entrepreneurs, artisans,
commerçants, sociétés,

RAPIDITÉ, EFFICACITÉ

Publiez votre
annonce légale en ligne
dès maintenant
sur nos sites habilités.

Pour plus de renseignements,
scannez ce QR CODE



Restez connecté avec votre actu
lejournaldemontreuil.fr
lesechosdutouquet.fr
lereveildeberck.fr



■ Recherche mobiliers et objets de décoration achetés chez "Votre Maison" ou "Galerie St-Thérèse" à Lille dans les années 50 à 80.
Tél. 06 95 60 34 70.



■ Achète plus cher horloge carillon de marque ODO WESTMINSTER, 4 airs, avé maria... même en mauvais état. Tél. 06 95 60 34 70.



■ Recherche ancien saxophone SELMER, clarinette, ancien violon, violoncelle. Tél. 06 95 60 34 70.



■ Collectionneur rachète carillons Westminster ODO Vedette toutes marques, même cassés. Personne sérieuse. Me déplace. M. Hervé 06 60 61 78 60.



■ Rachète carillons toutes marques, même cassés, marque Westminster. Odo, jusqu'à 400€. Me déplace. Pers. sérieuse. M. Hervé. Tél. 06 60 61 78 60.

CHASSE

■ Région Flandres, recherche actionnaire. Tél. 09 51 75 07 05.

DIVERS

■ VDS MATERIEL MEDICAL, fauteuil, tablette, chaise percée à roulettes. Etat neuf, cause décès brutal. Tél : 06 45 18 93 79 après 19h.

LE SAVIEZ-VOUS ?



Avec actulegales.fr, vous consultez GRATUITEMENT les annonces légales de moins d'un an



Actulegales.fr

Tous les jours, toutes les annonces légales entreprises

VOUS SOUHAITEZ
JOINDRE LA RÉDACTION ?

Appelez le

03 21 90 06 66

Montreuil Les Échos Le Réveil

ANIMAUX

■ A VENDRE CHIOTS LABRADOR CHOCOLAT, nés le 28 juillet 2022 mais disponibles fin septembre 2022. Super chasse, lotifé 24521135288. Ta-toutés et vaccinés.
Tél : 06 15 81 60 15.

1527785200



■ Achète violons, violoncelles, contrebasses même sans cordes ou mauvais état, saxophones SELMER tous modèles (1 000€ et +) même incomplet ou à réparer.
M. Fernand 06 61 09 30 47.

1527749400

LE CARNET

Avis de décès

BERCK SUR MER

Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de

Madame Yvette MARCOTTE

née GREVET
veuve de Monsieur Jacques
MARCOTTE

Retraîtée de l'Institut CALOT

survenu à Rue, le mardi 23 août 2022 dans sa 96^e année.

Vous êtes invités à participer ou à vous unir par la prière à la cérémonie des funérailles qui aura lieu, le vendredi 26 août 2022 à 10 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Berck-Ville. L'inhumation aura lieu au cimetière dudit lieu, dans la sépulture familiale.
Réunion à l'église à 10 heures.
L'offrande, en fin de cérémonie, tiendra lieu de condoléances.

De la part de :
Michèle MARCOTTE, sa fille,
Sébastien BOUTOILLE,
Linda BOUTOILLE,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
Abel et Huguette GREVET-FROISSART, son frère et sa belle-sœur,
ses neveux et nièces,
toute la famille,
la direction, le personnel et les résidents du Bastion de Rue.

Dans l'attente des funérailles, Madame MARCOTTE repose aux salons funéraires des Pompes Funèbres LELEU, 308, rue de l'Impératrice à Berck-sur-Mer (62600). Les salons ont ouverts de 9 heures à 19 heures.

Vous pouvez imprimer ce faire-part et déposer vos condoléances sur le site www.pompes-funebres-leleu.com

Michèle MARCOTTE - rue Saint Roch - 62600 Berck-sur-Mer
Pompes Funèbres LELEU
308, rue de l'Impératrice - 62600 BERCK ☎ 03.21.09.13.63



LE PORTEL

Michel DESRIVIERRES †, son époux,
Éric et Stéphanie DESRIVIERRES-JOURDAIN,
Nathalie et Markus ETTERICH-DESRIVIERRES,
ses enfants,
Laurence et Sylvain, Anja, Nils, ses petits-enfants,
Éléonor, son arrière-petite-fille,
Jeanne RENAULT, sa belle-sœur,
ses neveux et nièces,
et toute la famille,
Marie-Pierre VIDAL, Monique et Martial RANDON,
ses amis dévoués,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Françoise DESRIVIERRES

née RENAULT

survenu à Boulogne-sur-Mer, le 22 août 2022, dans sa 86^e année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 26 août 2022, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre Saint-Paul de Le Portel, où l'on se réunira.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille, au cimetière Ouest de Boulogne-sur-Mer (Capécure).

Ni plaques, ni objets, s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses obsèques, Madame DESRIVIERRES repose aux salons funéraires des Pompes Funèbres Bette, 2 rue Mgr Haffreingue à Le Portel.

Vous pouvez laisser votre message de condoléances sur le site : www.pompes-funebres-bette.fr

Pompes Funèbres BETTE - Le Choix Funéraire
LE PORTEL - 2, rue Mgr-Haffreingue ☎ 03.21.31.99.18
OUTREAU - chemin de Berquen ☎ 03.21.91.92.00

Remerciements

BERCK

Des fleurs, une parole, une carte, un simple geste, votre présence...
Vous avez eu la délicatesse lors du décès de

Monsieur Max RIVET

de nous témoigner la part que vous preniez à notre peine. Nous en avons été très sincèrement touchés et nous tenons à vous exprimer nos vifs remerciements.

Madame Audrey RIVET - DE SOUZA, son épouse,
Sohame et Nathan, Philippine, Lyssandre, ses enfants adorés,
Pascal RIVET et Fabienne GAVORY, son frère, sa belle-sœur,
et toute la famille.

Pompes Funèbres et Salons Funéraires Résibea
8 rue Henri Alquier - 62600 BERCK sur MER - Tél :
03.21.09.02.52

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Frencoq

Objet de l'enquête :
Par arrêté n°2022-35 en date du 19/07/2022, de Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Frencoq du lundi 22 août 2022 au vendredi 23 septembre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur :
Monsieur Philippe MOUNIER, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Frencoq, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Frencoq, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Frencoq, 3 rue de l'Eglise - 62630 Frencoq (tel : 03.21.66.71.64) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.
Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions :
Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 22 août 2022 au vendredi 23 septembre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Frencoq aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-procedures/les-procedures-en-cours ;
- un lien sera mis en place dans la rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur@ca2bm.fr ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Frencoq les jours et heures suivants :

- Lundi 22 août 2022 de 15h00 à 18h00
- jeudi 08 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
- jeudi 15 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
- Vendredi 23 septembre 2022 de 15h00 à 18h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public :

Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur). L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique :
À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOISAVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LA MODIFICATION DU PLU
DE LA COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-35 en date du 22/08/2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur :
Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique :
Pendant toute la durée de l'enquête (Lundi 12/09/2022 à 15h00 au 14/10/2022 à 19h00), un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public (www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-procedures/les-procedures-en-cours).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise, 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions :

Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp aux heures et jours habituels d'ouverture au public (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Madame le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;

- par courriel à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur2@ca2bm.fr ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Wailly Beaucamp les jours et heures suivants :

- Lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
- Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00
- Mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00
- Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public :

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, après modérations éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp).

Suites de l'enquête publique :
À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.



CHER ABONNÉ

Vous avez une question
concernant votre abonnement ?

Contactez votre Service Clients

Par téléphone
en appelant le

03 66 880 200

Appel non surtaxé



Par mail :
serviceclients@lavoixdunord.fr

VISITEZ NOTRE SITE : www.lavoixdunord.fr

COMMENT RÉDIGER UN MESSAGE DE CONDOLÉANCES

Tout le monde peut bien entendu écrire un texte de condoléances. Il n'est pas obligatoire d'être proche de la famille : certaines connaissances ou amis lointains peuvent aussi vouloir apporter leur soutien. Retenez qu'il n'y a aucune règle, peu importe qui vous êtes et quelle était votre relation avec le défunt vous pouvez apporter votre soutien.



www.libramemoria.fr

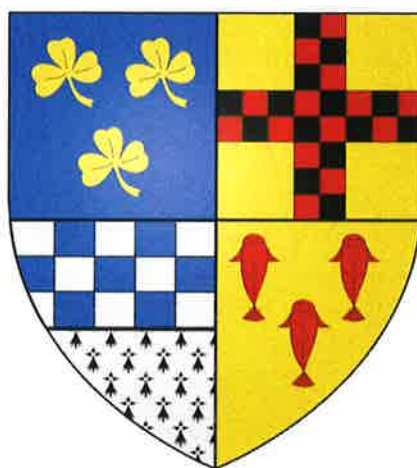
PREFECTURE DU PAS DE CALAIS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS - CA2BM

ENQUETE PUBLIQUE
MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



Décision du Tribunal Administratif de Lille :EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022

Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022

Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

Procès verbal des observations du public

La Commissaire Enquêteur Sylvie Cayet

Mise à jour le 21/10/22

A l'attention de
Monsieur le Président de la
Communauté d'Agglomération
des 2 baies en Montreuillois.

Objet : Procès verbal des observations du public

Monsieur le Président

Je vous prie de trouver ci-après les observations déposées par le public au cours de l'enquête décrite en page de garde. Ce document est complété par quelques questions personnelles découlant de l'étude du dossier.

Ce document est remis ce jour au service urbanisme de la collectivité.

Je vous remercie de bien vouloir apporter vos réponses et commentaires à la suite de chaque observation, dans un délai de quinze jours maximum, soit avant le 04/11/2022.

Le 21 octobre 2022
Sylvie CAYET



Sommaire

PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC	4
A-CONTENU DU DOSSIER	4
A-1.AVIS FAVORABLES	4
OBS 01-R - Monsieur P. LOYER.....	4
OBS 02-R – Monsieur L. DELAYAYE	4
OBS 03-R – Madame MJ. BOMY	5
OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont 55 proviennent d’acteurs économiques. .	5
A-2.AVIS DEFAVORABLES	6
OBS 05-R – Monsieur A. CHABOT	6
OBS 06-01-R – Monsieur JP.FONTAINE	6
A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES	6
OBS 04-01-R – M & Mme DUFLOS	6
OBS 04-02-R – M & Mme DUFLOS	6
OBS 06-02-R – Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 06-04-R – Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 07-R – Monsieur T . LEVELEUX	7
A-4. DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES	8
OBS 06-03-R – Monsieur Jean-Paul FONTAINE.....	8
B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR	8
B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN	8
B-2.EMPLACEMENTS RESERVES	8

PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Afin de faciliter la lecture des observations déposées au cours de l'enquête, celles-ci ont été codifiées et retranscrites de la façon suivante :

102 dépositions :

07 déposées dans le registre papier déposé à la mairie de Wailly Beaucamp

95 déposées par courrier électronique sur l'adresse commissaireenqueteur2@ca2bm.fr

Codification utilisée :

Numéro d'ordre de déposition propre à chaque mode de dépôt :

- R (registre papier) de 01 à 07
- @ (courriel) de 01 à 95

Cette distinction s'explique par l'homogénéité de contenu des courriers électroniques qui portent tous sur le même objet, à savoir la plate-forme de recyclage de l'entreprise Maillard.

A-CONTENU DU DOSSIER

A-1.AVIS FAVORABLES

OBS 01-R - Monsieur P. LOYER

Le 12/09/2022

Satisfait de la décision prise à l'article U06 sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 02-R – Monsieur L. DELAYAYE

Le 28/09/2022

En qualité de gérant de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME et FONCIERE AUTHIE, constate sur la page 25/33 de la notice explicative, point VIII « Extension de la zone NC au niveau des carrières » que les parcelles ZC 25 & 26 sont bien classées en zone NC (secteur naturel à vocation d'exploitation de carrières) ce qui permettra la poursuite et le développement de son activité professionnelle.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 03-R – Madame MJ. BOMY

Le 30/09/2022

En qualité de salariée de la société MAILLARD apporte un avis favorable à la modification du PLU pour la plate-forme de recyclage de déchets inertes de la société MAILLART située au Mont Guillain sur les motifs suivants :

1. le territoire a besoin de cette plate-forme
2. nombre important de salariés
3. recyclage maîtrisé des déchets inertes captés à la source
4. économie circulaire (tri des inertes, optimisation en vue des MPS : matières premières secondaires)
5. les critères des appels d'offres publics de ce secteur d'activité, se basent sur la part de recyclage prévu par l'entreprise et rendent celui-ci obligatoire en général.

La non continuité de cette activité entraînerait :

- un désastre économique pour l'entreprise avec des conséquences dramatiques pour l'ensemble du personnel
- un désastre écologique, ceci favoriserait les décharges sauvages. Aujourd'hui les déchets inertes sont captés à la source, puis triés, recyclés et valorisés en MPS.
- Protégeons nos ressources de matières premières.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont 55 proviennent d'acteurs économiques.

Entre le 11/10/22 et le 14/10/22.

Elles donnent un avis favorable à la modification des dispositions applicables à la zone N particulièrement au sous-secteur Na afin de permettre dans l'article N02, l'installation d'une activité de concassage existante, l'entreprise MAILLART, en créant un STECAL, qui sera nommé Nd.

Les contributeurs souhaitent tous la poursuite de l'entreprise Maillard qui utilise le site de Wailly-Beaucamp comme une plateforme de recyclage qui réceptionne les déblais terreux, gravats et béton, les trie et concasse sur place afin de permettre leur réutilisation. Les arguments cités par les contributeurs mettent en valeur ces activités utiles qui valorisent l'environnement en luttant contre le dépôts de déchets sauvages et la pollution. La localisation du dépôt sur la côte d'Opale, son accessibilité sont également citées dans la mesure où elle s'inscrit dans un circuit court favorable à la neutralité carbone recherchée pour lutter contre les changements climatiques.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

A-2.AVIS DEFAVORABLES

OBS 05-R – Monsieur A. CHABOT

Le 14/10/2022

A propos « de l'aspect extérieur : clôtures », point IX de la page 27 de la notice explicative, lorsque les habitations sont distantes de plus de 7 mètres de la frontière séparant les propriétés, les haies érigées en limites séparatives devraient pouvoir pousser librement sans limitation de hauteur, sauf accord entre les propriétaires concernés. En secteur naturel d'habitat, y-a-t-il lieu de contraindre la végétation ?-

REPONSE DE LA CA2B :

Mise à jour le 21/10/22

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 06-01-R – Monsieur JP.FONTAINE

Le 14/10/2022

Emplacements réservés, ER 3 concerne la parcelle D303. La suppression de cette bande est demandée au motif que la commune n'a pas préempté sur l'attribution de la parcelle voisine construite D 421

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES

OBS 04-01-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que leur parcelle section à 102 à 103 classée actuellement en zone ZN(zone naturelle) soit classée en zone NH (secteur naturel d'habitat) au même titre que les parcelles numérotées 615 - 616 - 38 - 41 situées dans le même secteur. Cette modification leur permettra d'effectuer les travaux nécessaires à l'extension de leur maison qui date de la fin du XIXe siècle afin d' y habiter très prochainement.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 04-02-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que la parcelle 122, classée pour partie en zone A (agricole), soit reprise intégralement en zone A ainsi que la parcelle 128 située juste au dessus de la parcelle 122 et qui borde la route. Ce nouveau classement, des parcelles 122 et 128 en zone A permettra l'extension de l'exploitation agricole existante.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 06-02-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

L'emplacement réservé ER 4 concerne la parcelle 10. Le classement en zone U est demandée puisque les réseaux électrique et d'eau potable existent à proximité. L'élargissement en Zone A coûte moins chère qu'en zone U, à comparer avec ER 1 situé au centre du village et non desservi par le réseau de voirie.

REPONSE DE LA CA2B :

Mise à jour le 21/10/22

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 06-04-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

La correction des limites de plusieurs parcelles est demandée afin d'être en concordance avec le cadastre :

1. sur la parcelle A 339 : construction d'une maison en 1998
2. sur les parcelles 333 – 336 – 331 : indivision FONTAINE

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 07-R – Monsieur T. LEVELEUX

Le 14/10/2022

Souhaite que la zone naturelle dans laquelle se situe sa parcelle 743 soit classée en zone constructible comme c'est le cas pour les parcelles situées autour de cette enclave naturelle au centre du village. D'autant que les parcelles de cette zone sont accessibles par le chemin des bois et qu'aucune flore, ni faune ne semble être à protéger sur ce secteur. -

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

A-4. DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES

OBS 06-03-R – Monsieur Jean-Paul FONTAINE

Le 14/10/2022

La suppression de la Zone AUE est demandée car elle a été déclarée illégale par la Cour d'Appel. La CA2BM a vendu au prix agricole ces terrains, (ZM 28, 29, 30, 31, 32) il y a peu de temps aux exploitants en place.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN.

Le 28/09/2022, lors de la discussion avec la commissaire enquêteur, M DELAYAYE a fait observer que le nom de « Carrière VERMOLEN » repris en page 25 de la notice n'est pas exact, il s'agissait de la carrière VERMEULEN, nom d'un précédent exploitant. Cette carrière est exploitée actuellement par la SARL MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME dont il est le gérant.

Mise à jour le 21/10/22

QUESTION DE LA CE : Le changement de dénomination de la carrière est-il envisageable sur les documents d'urbanisme?

REPOSE DE LA CA2B :

B-2.EMPLACEMENTS RESERVES

Les emplacements réservés ont suscité beaucoup d'interrogations, ils sont peu lisibles sur le plan modifié notamment l'ER1 et les numéros de parcelles concernées n'apparaissent pas clairement. La surface de ces emplacements est indiquée globalement.

QUESTION DE LA CE : Des précisions quant aux numéros de parcelles et la surface concernée pour chacune d'entre-elle pourraient-elles être apportées ?

REPOSE DE LA CA2B :

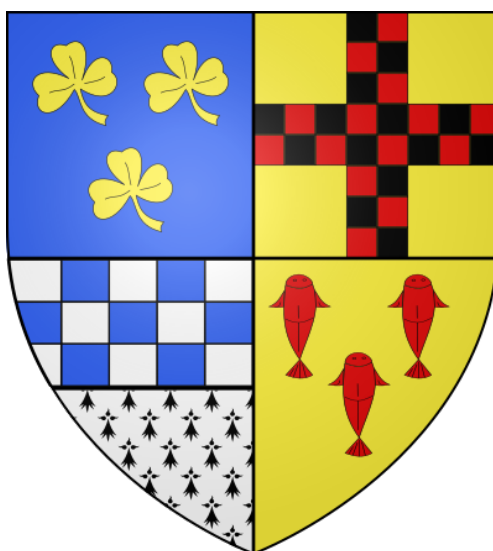
PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS CA2BM

ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



RAPPORT & MÉMOIRE EN RÉPONSE

Décision du Tribunal Administratif de Lille : EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022
Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

Table des matières

A-PRÉSENTATION GÉNÉRALE	3
1-Cadre général du projet	3
2-L'objet de l'enquête	3
3-Présentation succincte du projet	4
3.1-Deux activités économiques qui ont besoin que le PLU reflète la réalité de terrain.....	4
3.2-Les emplacements réservés (ER)	4
3.3-Les autres dispositions applicables aux zones urbaines	4
4-Liste des pièces présentes dans le dossier	5
4.1-Dossier ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE	5
4.2-Dossier ADMINISTRATIF.....	5
4.3 -Consultation des services	5
4.4 -Retour des services consultés	5
4.5- Dossier de MODIFICATION.....	6
B-ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	6
1-Désignation de la commissaire-enquêteur	6
2-Arrêtés d'ouverture de l'enquête publique	6
3-Visites des lieux et réunions avec le porteur du projet	7
4-Mesures de publicité.....	7
C-DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	8
1-Permanences réalisées	8
2-Contribution du public	9
3-PV des observations et mémoire en réponse.....	11
4-Conclusion du rapport.....	11

A-PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1-Cadre général du projet

La commune de Wailly-Beaucamp est une des 46 communes de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) créée au 01/01/2017.

Située à 6 kilomètres de Montreuil, 15 km de Berck et 20 km du Touquet-Paris-Plage, sur le plateau entre la vallée de la Canche et celle de l'Authie, elle compte 1 029 habitants.

Cette proximité avec les villes de bord de mer présente un attrait pour les salariés du tourisme mais aussi pour les professionnels des secteurs sanitaire, social et hospitalier (Centre hospitalier de l'arrondissement de Montreuil à 5km, Fondation Opale, centre de rééducation Jacques Calvé, Institut Calot, Centre Hélios Marin à 12 KM, Hôpital Maritime de Berck 12 km) qui trouvent sur Wailly-Beaucamp des opportunités de logements accessibles financièrement. La sortie n° 25 de l'autoroute A16 très proche du village participe à sa croissance démographique constatée depuis 1999, + 32% (779 habitants en 1999).

Le territoire communal se divise en deux grandes zones, agricole et naturelle entourant la partie urbaine avec des activités économiques situées en périphérie.

L'importance des surfaces boisées comme les bois du Mouflet, de l'Église ou du Quesnoy donne un caractère très bucolique à la commune, bien que le sol essentiellement sableux soit depuis longtemps exploité par des carrières en périphérie qui représentent des sources d'emploi local qu'il convient de préserver.

La modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp initiée ici, par la CA2BM dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement de l'espace communautaire¹, souhaite donc accompagner le développement de la commune, préserver l'activité des carrières et se mettre en phase avec les orientations du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Rural) qui visent à développer l'urbanisation multifonctionnelle à dominante d'habitat, conforter les activités économiques et mettre en valeur le cadre de vie et la préservation de l'environnement.

2-L'objet de l'enquête

La CA2BM, par un arrêté de son Président, a initié une procédure de modification de droit commun du document d'urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp, en cohérence avec l'élaboration parallèle du PLUi de l'agglomération, dont la réflexion a commencé en 2017. Le site de la CA2BM précise que le PLUi évolue en PLUi-H. afin d'inclure l'ensemble de la politique locale de l'habitat². L'établissement de ce document devrait prendre encore quelques années auprès des 46 communes de l'agglomération CA2BM. A noter que cette dernière résulte de la fusion de la Communauté de Communes du Montreuillois, (à laquelle était rattaché Wailly-Beaucamp), de la Communauté de Communes Opale Sud et de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale.

Ainsi, la commune dispose d'un PLU, approuvé le 25 juillet 2007, modifié le 18 juin 2010, le 29 mars 2012 et le 20 juin 2013 qui a fait l'objet d'une modification simplifiée le 22 septembre 2014.

La modification envisagée porte le numéro 5. Elle régularise des oublis et erreurs de reports administratifs, afin de ne pas entraver la poursuite des activités économiques sur le territoire communal, se met en conformité avec les textes en cours, met en place des mesures pour protéger les déplacements des piétons dans la commune et s'ajuste aux réflexions menées dans le cadre de l'établissement du PLUi quant aux spécificités de construction qui visent à l'homogénéité de celles-ci sur le territoire. L'ensemble est assez disparate mais le projet se propose de mettre progressivement le PLU en adéquation avec les directives du décret relatif à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme du 01/01/2016.

¹ Font notamment partie de la compétence : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme et carte communale...

² parc public et privé, gestion du parc existant et des constructions nouvelles, populations spécifiques.

3-Présentation succincte du projet

La nécessité de procéder aux quelques ajustements du PLU concerne :

3.1-Deux activités économiques qui ont besoin que le PLU reflète la réalité de terrain.

-La première concerne l'exploitation de la carrière de sable et de graviers située sur la commune et exploitée par la SARL MATÉRIAUX SILICIEUX DE LA SOMME. Son précédent exploitant était CARRIÈRE VERMEULEN, (dénommée dans les documents d'urbanisme CARRIÈRE VERMOLEN).

A la suite du renouvellement d'autorisation d'exploitation de ladite carrière en 2021, il est apparu qu'il fallait mettre le PLU en conformité avec l'existant. L'arrêté préfectoral du 12 octobre 2006 portant autorisation d'exploitation de 3 parcelles sur le site, donc antérieur au PLU actuel, les classait en zone NC (secteur naturel à vocation d'exploitation de carrière). Mais le PLU de 2007 n'a repris qu'une seule parcelle en NC laissant les 2 autres en zone N (naturelle). La correction de cette erreur de retranscription permettra à l'entreprise de poursuivre son activité. L'enquête publique menée du 20/12/2021 au 20/01/2022 et du 14/02/2022 au 15/03/2022 a démontré que l'entreprise MATÉRIAUX SILICIEUX possède toutes les compétences pour mener à bien son activité.

-La seconde activité économique concernée est celle de l'entreprise MAILLARD qui gère déjà sur place une plateforme de recyclage de matériaux. Il s'agit là-aussi d'un problème de classification de zone, puisque l'emprise de son activité est classée en zone Na (secteur naturel d'équipements routiers) alors qu'il est admis que l'activité relève d'un STECAL à vocation de dépôt de matériaux sans toutefois bénéficier des dispositions spécifiques à l'activité de concassage. Ainsi, la création du sous-secteur Na avec un STECAL, qui sera nommé Nd permettra le développement de l'activité de concassage existante et autorisera les constructions nécessaires à cette activité. Cette modification a été validée par la Commission Départementale de la Prévention des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du 12/07/2022 qui précise, conformément à la proposition de la commune, que la densité de construction est limitée à 500 m² avec une hauteur maximale des constructions limitées à 12 m.

3.2-Les emplacements réservés (ER)

-La suppression des emplacements réservés actuels numéros 5 et 6, qui bien que décidée respectivement en 2013 et 2012 n'avait pas été réalisée dans le document graphique.

-La réduction partielle des ER n°1 à 4 afin de tenir compte des réalisations faites et des techniques de repérage sur le terrain de plus en plus précises.

-La création d'un emplacement réservé ER5 sur 520 m² situé dans le virage du chemin d'Airon afin de sécuriser les piétons et plus particulièrement les scolaires en zone urbaine.

3.3-Les autres dispositions applicables aux zones urbaines

-La précision, dans les articles concernant les aspects extérieurs (11), que les tuiles à aspect vernissé sont proscrites et que les panneaux photovoltaïques devront être d'aspect mat et intégrés à la toiture.

-L'autorisation d'implanter des antennes de téléphonie mais avec un recul, jusqu'à 30 mètres de la limite afin de réduire les nuisances visuelles et avec une hauteur maximale de 30 mètres

-La transformation des zones 1AU en zone U pour tenir compte des constructions déjà réalisées.

-L'apport de précision réglementaire : « ouverture à l'urbanisation possible de la zone 2AU uniquement par une procédure de révision du document (Loi ALUR) » : plan de zonage et règlement

-La prise en compte du niveau bas des nouvelles constructions lorsque le terrain est en pente

-L'apport d'information concernant la gestion des eaux pluviales et des eaux usées

-La réglementation des clôtures

-L'implantation des constructions vis-à-vis de la voie.

4-Liste des pièces présentes dans le dossier

Le dossier était disponible en 2 exemplaires dans la salle du Conseil municipal de la mairie mise à disposition du commissaire enquêteur, ainsi qu'un poste informatique sur lequel il était possible de consulter la version numérique du dossier sur le site de la CA2BM. Le site GEOPORTAIL était également accessible depuis ce poste. Les 2 versions étaient identiques et comportaient les documents suivants :

4.1-Dossier ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

- a. Arrêté de la C2BM 2022-35 du 22/08/2022, exécutoire au 22/08/2022 : Modalités de l'enquête publique relatives à la modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp
- b. Certificat d'affichage du Président de la C2BM de l'arrêté 2022-35 au 23/08/2022
- c. Certificat d'affichage de la Maire de Wailly-Beaucamp de l'arrêté 2022-35 au 23/08/2022
- d. Capture d'écran de la disponibilité du dossier sur le site de la C2BM
- e. Photos de l'affichage au siège de la C2BM
- f. Capture d'écran du réseau social de la commune de Wailly-Beaucamp informant la population du lancement de la procédure et des dates et horaires de présence du commissaire enquêteur
- g. Photos de l'affichage à la Mairie de Wailly-Beaucamp et sur la D143 E3, à hauteur du site de concassage
- h. Copie de la page 17 de la Voix du Nord du 24/08/2022, annonces légales avec l'Avis d'Enquête Publique
- i. Copie de la page 46 des Échos du Touquet, le Journal de Montreuil, Le réveil de Berck du 24/08/2022 avec l'Avis d'Enquête Publique.

4.2-Dossier ADMINISTRATIF

- j. Arrêté de la C2BM 2022-9 du 14 mars 2022, exécutoire au 16/03/2022 : Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp
- k. Certificat d'affichage du Président de la C2BM de l'arrêté 2022-9 au 17/03/2022
- l. Certificat d'affichage de la Maire de Wailly-Beaucamp de l'arrêté 2022-9 au 18/03/2022
- m. Copie de la Voix du Nord du 28/03/2022 page 20 pour l'engagement des procédures.

4.3 -Consultation des services

- n. Courrier du 26/04/2022 de la CA2BM à la commune de Wailly-Beaucamp : transmission du dossier et demande d'avis. AR 29/04
- o. Courrier du 26/04/2022 de la CA2BM aux PPA
- p. Courrier du 26/04/2022 à la DREAL Hauts de France sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale
- q. Courrier du 19/05/2022 à la CDPENAF, Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers : transmission du dossier et demande d'avis
- r. Réponse électronique du 12/05/2022 de la DREAL qui accuse réception
- s. Liste des PPA, Personnes Publiques Associées

4.4 -Retour des services consultés

Sur 17 PPA consultées, 5 ont émis une réponse :

- t. Courrier de la MRAe, Mission Régionale d'Autorité environnementale, n° GARANCE 2022-6219 : **la modification du PLU de Wailly-Beaucamp n'est pas soumise à l'évaluation environnementale.**
- u. Courrier de la Chambre d'agriculture du Nord-Pas de Calais du 03/05/2022 : **pas d'observations particulières**, sachant qu'un PLUI est en cours d'élaboration
- v. Courrier de la Région Hauts-de-France du 20/06/2022 : elle **n'interviendra pas** sur la modification du PLU de Wailly-Beaucamp et privilégie les Schémas de cohérence territoriaux.
- w. Courrier du Département du Pas-de-Calais du 09/06/2022 : **pas d'observation**
- x. Courrier de la Préfecture du Pas-de-Calais au titre de la CDPENAF du 13/06/2022 pour informer du passage en commission du dossier le 12/07/2022
- y. Compte-rendu de la CDPENAF du 12/07/2022 : **avis favorable**

4.5- Dossier de MODIFICATION

- z. Notice explicative, du projet de modification du PLU- 33 Pages
- aa. Annexes
 - i. Rapport de l'inspection des installations classées du 13/02/2006 relatif à la demande d'autorisation d'exploiter une carrière de sable et graviers sur le territoire de la commune de Wailly-Beaucamp déposée par VERMEULEN GRANULATS : Avis favorable -13 pages
 - ii. Détail de l'autorisation accordée - 21 pages
 - iii. Arrêté préfectoral du 30/11/2021 portant ouverture d'une enquête publique environnementale suite à la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et de graviers par la SARL MATÉRIAUX SILICIEUX DE LA SOMME - 5 pages
 - iv. Conclusions et avis du commissaire enquêteur chargée de l'enquête publique 22000011/59 de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et de graviers par la SARL MATÉRIAUX SILICIEUX DE LA SOMME : Avis favorable -19 pages
- bb. Modification n°5 du PLU de Wailly-Beaucamp,
 - i. Projet de règlement graphique – 42 pages
 - ii. Règlement modifié - 42 pages
- cc. Modification N°5 du PLU de Wailly-Beaucamp
- dd. Plan de zonage au 25/07/2007 au 1/2000^{ème}
- ee. Plan de zonage au 25/07/2007 au 1/7500^{ème}
- ff. Plan de zonage modifié selon modification du PLU n° 5 en cours au 1/7500^{ème}

B-ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1-Désignation de la commissaire-enquêteur

Par décision du 08/07/2022 n° E22000085/59, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné Madame Sylvie CAYET, retraitée de la fonction publique, demeurant dans le Pas-de-Calais en qualité de commissaire-enquêteur.

2-Arrêtés d'ouverture de l'enquête publique

Le projet se rapporte à la commune de Wailly-Beaucamp (62170), intégrée dans le territoire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM)

L'arrêté de la C2BM 2022-9 du 14 mars 2022, exécutoire au 16/03/2022 a engagé la procédure de modification du PLU sur la commune.

L'arrêté de la C2BM 2022-35 du 22/08/2022, exécutoire au 22/08/2022 a défini les modalités de ladite l'enquête publique.

3-Visites des lieux et réunions avec le porteur du projet

La contribution publique a été définie d'un commun accord entre la Commissaire Enquêteur et Madame Véronique GRAILLOT, Maire de Wailly-Beaucamp, lors de la réunion qui s'est tenue en mairie le 21/07/2022 en présence de Messieurs Michel LOUVET et Césaire POCHET, adjoints au maire et de Madame Marion CIESIOLKA chargée du dossier à la CA2BM.

Par la suite plusieurs échanges téléphoniques et électroniques ont eu lieu entre la Direction Planification Urbaine-ADS-SIG de la CA2BM, Madame Marion CIESIOLKA, Madame Léa LAHOUSSE qui la remplace en cours d'enquête et Madame Sandrine QUINBETZ, directrice du service et la commissaire-enquêteur.

Le 13/07/2022 : contact téléphonique sur les modalités de l'enquête

Le 18/07/2022 : établissement du calendrier

Le 28/07/2022 : réception du 1^{er} projet d'arrêté

Les 01 & 02 /08/2022 : échanges sur le contenu de l'arrêté et notamment sur le respect de l'anonymat des futurs contributeurs

Le 19 /08/2022 : réception des projets du nouvel arrêté et des avis presse

Le 21/08/2022 : échanges téléphoniques à propos des documents reçus

Le 29/08/2022 : réception des parutions presse du 24 août 2022 et de l'arrêté portant organisation de l'EP

Le 12/09/2022 : échange avec Madame Marion CIESIOLKA avant l'ouverture de la première permanence à la mairie

Le 14/10/2022 : échange avec Madame Sandrine QUINBETZ après la clôture de la dernière permanence à la mairie

Le 21/10/2022 : transmission du PV de synthèse des observations à la CA2BM

Le 24/10/2022 : rencontre au siège de la CA2BM à Montreuil pour échanges sur les documents

Le 14/11/2022 : remise du mémoire en réponse et échanges sur le document à 9H30

La commissaire-enquêteur a parcouru la commune les 21/07/2022 et 12/09/2022 afin de s'imprégner du territoire.

4-Mesures de publicité

Les annonces presse ont été vérifiées, correctement formalisées, elles ont été publiées aux dates réglementaires. L'ensemble des mesures de publicité a été réalisé du 19 au 26 août 2022, soit au moins 15 jours avant le début de l'enquête :

-par la CA2BM : affichage des avis d'enquête au siège de la CA2BM, publication sur son site internet et annonces légales.

-par les services municipaux : affichage sur le territoire communal.

Un reportage photos des affichages a été inséré dans le dossier de l'enquête. Un contrôle de l'affichage de la publicité a été effectué par la commissaire enquêteur sur la commune de Wailly-Beaucamp le 12 septembre 2022.

La commune a également publié sur la page Facebook « Wailly-Beaucamp », le 19 août 2022, l'objet de l'enquête publique, sa date d'ouverture et les jours de permanence du Commissaire

Enquêteur. Elle a renforcé cette information auprès de sa population par la distribution en toutes boîtes d'un flyer.

La réception du flyer a été mentionnée par plusieurs personnes lors des permanences qui y ont vu l'opportunité de consulter les documents communaux en présence d'un tiers.

L'affichage de l'avis d'enquête a été réalisé au siège de la CA2BM, à la mairie de Wailly-Beaucamp ainsi qu'à proximité de la plateforme de concassage MAILLARD, située sur la D143 E 3. Cet affichage a renforcé l'intérêt de la clientèle et des contacts de la plateforme de recyclage de l'entreprise MAILLARD qui ont été nombreux (95 messages électroniques reçus) à manifester leur soutien à l'entreprise.

Le vendredi 14 octobre 2022 à 19h00, la commissaire enquêteur a clôturé le registre de Wailly-Beaucamp et a emporté le registre.

C-DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1-Permanences réalisées

La commissaire-enquêteur a procédé le lundi 12 septembre 2022 à la mairie de Wailly-Beaucamp à la signature et aux paraphes de l'unique registre d'enquête, composé de feuillets non mobiles et de chacune des pièces d'un des deux dossiers mis à disposition du public au siège de l'enquête fixé à la mairie de Wailly-Beaucamp.

Conformément à l'article 7 de l'arrêté n°2022-35 du 22/08/2022 de la CA2BM, l'enquête s'est déroulée sur 33 jours consécutifs, du lundi 12 septembre 2022 à 15h au Vendredi 14 octobre 2022 à 19H.

Quatre permanences ont été organisées à la mairie de Wailly-Beaucamp :

- Le lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
- Le mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00
- Le mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00
- Le vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00

Accès au dossier par le public, pendant toute la durée de l'enquête :

1. Le public a eu le choix de s'exprimer sur le dossier, sachant que la CA2BM n'a pas souhaité ouvrir de registre électronique:
 - Sur le registre déposé à la mairie de Wailly-Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.
 - Par correspondance à l'adresse : Madame le commissaire enquêteur -11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer
 - Par voie électronique à l'adresse :commissaireenqueteur@ca2bl.fr
2. l'ensemble des observations ou propositions du public a été consultable à la mairie de Wailly-Beaucamp ainsi que sur le site internet de l'agglomération :
 - rubrique : mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public>;
 - rubrique urbanisme: <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

Réunion publique

Il n'a pas été organisé de réunion publique car cette cinquième modification du PLU de la commune « n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement » ³.

2- Contribution du public

Permanence du lundi 12 septembre 2022 de 15 h à 18 h : échanges avec Madame Véronique GRAILLOT, maire de la commune de Wailly-Beaucamp et Marion CIESIOLKA chargée du dossier à la CA2BM.

Six personnes se sont présentées.

-Une agente immobilière, se renseigne sur les possibilités de construction d'un terrain mis en vente par son agence. Marion Ciesiolka, agent du service urbanisme de la CA2BM, présente à l'ouverture de la permanence la renseigne positivement et l'invite à remplir un certificat d'urbanisme B afin de faire valider le projet de son client. *-Pas d'inscription au registre-*
-Une dame vient se renseigner sur les possibilités de retirer une haie en front à rue pour la remplacer par une clôture pleine, elle va consulter les documents sur internet. *-Pas d'inscription au registre-*
-Un frère et une sœur, tous deux, « propriétaire-habitant » sur la commune s'étonnent que des emplacements réservés (ER3) soient maintenus le long d'une rue sur leur propriété, alors que les parcelles avoisinantes ne sont pas impactées. Ils pensaient qu'avec la modification du PLU, leur parcelle allait être rendue propre à l'urbanisation (ER4). *-Pas d'inscription au registre-*
-M & Mme Pascal LOYER, se renseignent sur la possibilité de construire un carport sur leur parcelle. La modification de l'article U06 sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, leur donnerait raison. Ils ont notifié au registre leur satisfaction. *-Inscription au registre-*

Permanence du mercredi 28 septembre 2022 de 10 h à 13 h : échanges avec Madame Véronique GRAILLOT, maire de la commune de Wailly-Beaucamp

Une personne s'est présentée.

-Le gérant de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME et FONCIERE AUTHIE, Monsieur Luc DELAYAYE constate que 2 parcelles qui étaient restées, à tort, en zone ZC lors du PLU de 2007 alors qu'elles étaient déjà exploitées seront classées en zone NC. L'autorisation d'étendre l'exploitation du site pourra ainsi lui être accordée par la Préfecture. *-Inscription au registre-* Il souhaiterait que le nom actuel de l'exploitant figure au PLU.

Permanence du mardi 04 octobre 2022 de 10 h à 13 h :

Deux personnes se sont présentées.

Une contribution inscrite au registre en date du 30/09/2022 à 14h45 de Madame Marie-Josée BOMY, salariée de la société MAILLARD qui apporte un avis favorable à la modification du PLU pour la plate-forme de recyclage de déchets inertes de la société MAILLART située au Mont Guillain sur les motifs suivants :

-M & Mme DUFLOS, souhaiteraient des modifications de zonage afin d'effectuer les travaux nécessaires à l'extension de leur maison qui date de la fin du XIXe siècle et étendre leur activité agricole. *-Inscription au registre-*

³ Mission Régionale d'Autorité Environnementale Hauts-de-France du 28 juin 2022.

Permanence du vendredi 14 octobre 2022 de 14 h à 19 h : elle s'est achevée sur un échange avec Madame Véronique GRAILLOT, maire de la commune de Wailly-Beaucamp et avec Madame Sandrine QUINBETZ, directrice de la Planification - ADS-SIG de la CA2BM

Neuf personnes se sont présentées.

M. Antoine CHABOT, à propos « de l'aspect extérieur : clôtures », *Inscription au registre.*

Le gérant de l'entreprise MAILLART et sa conjointe sont venus signaler leur satisfaction quant à la modification apportée au plan de zonage du secteur Na dédiés aux équipements routiers qui pourra désormais accueillir des activités de concassage avec la création d'un STECAL et du sous-secteur Nd. A noter que 94 partenaires, clients ou connaissances de l'entreprise MAILLART ont fait connaître par messages électroniques leur satisfaction de pouvoir continuer de travailler - *Pas d'inscription au registre-*

Un couple est venu consulter les modifications du PLU et s'assurer que leur parcelle n'était pas impactée. *Pas d'inscription au registre-*

M. Jean-Paul FONTAINE et son épouse ont fait des remarques sur les emplacements réservés et la zone AUE toujours présente au dossier. Ils souhaitent la mise en concordance de leur parcelle avec le cadastre. - *Inscription au registre-*

Un monsieur siégeant au SAGE- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux- a consulté les documents concernant l'évacuation des eaux de pluie. Il s'est étonné que les parcelles impactées par l'ER 1 (emplacement réservé 1) ne soient pas clairement identifiées. *Pas d'inscription au registre-*

M.Thierry LEVELEUX, souhaite que la zone naturelle dans laquelle se situe sa parcelle 743 soit classée en zone constructible. - *Inscription au registre, retranscrite par la Commissaire-enquêteur Sylvie Cayet, à la demande de M. LEVELEUX qui a oublié ses lunettes –*

Au total 102 dépositions ont été enregistrées : 07 déposées dans le registre papier déposé à la mairie de Wailly-Beaucamp et 95 déposées par courrier électronique, elles ont été codifiées suivant un numéro d'ordre de déposition propre à chaque mode de dépôt :

R (registre papier) de 01 à 07

@ (courriel) de 01 à 95

Cette distinction s'explique par l'homogénéité de contenu des courrier électroniques qui portent tous sur le même objet, à savoir un avis favorable à la plate-forme de recyclage de l'entreprise Maillard.

Codification du registre papier de Wailly-Beaucamp :

OBS 01-R - Monsieur P. LOYER

OBS 02-R – Monsieur L. DELAYAYE

OBS 03-R – Madame MJ. BOMY

OBS 04-01 & 02-R – M & Mme DUFLOS

OBS 05-R – Monsieur A. CHABOT

OBS 06-01, 02, 03 & 04-R – Monsieur JP.FONTAINE

OBS 07-R – Monsieur T. LEVELEUX

Répartis sur 11 thèmes repris ci-dessous.

Codification des observations reçues par messagerie électronique :

OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont la majorité proviennent d'acteurs économiques, et qui concernent un seul thème, AVIS FAVORABLE.

Elles font valoir l'intérêt de recycler les matériaux de constructions pour éviter les dépôts sauvages, favoriser l'économie circulaire et préserver l'environnement, la position géographique de l'entreprise,

sa bonne organisation et l'intérêt porté à la signalétique qui favorise les déplacements sur la côte d'Opale des divers entrepreneurs.

Les dépôts ont été ventilés par thème, certains concernaient en plusieurs :

THEMES	NOMBRE
AVIS FAVORABLES	98
AVIS DEFAVORABLES	02
DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES	05
DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES	01
TOTAL	106

3-PV des observations et mémoire en réponse

La commissaire-enquêteur a transmis, le 21/10/ 2022, le procès-verbal des observations à Madame Léa Lahousse (CA2BM).

Il a été complété par quelques questions de la commissaire-enquêteur.

Le 24/10/2022, échanges sur le contenu du document et vérification des 95 messages électroniques reçus.

Le 03/11/2022, transmission du mémoire en réponse par Madame Apolline COLOMBO, Assistante de direction Pôle Aménagement et Développement du Territoire (CA2BM) à la commissaire-enquêteur.

4-Conclusion du rapport

Sur l'ensemble des étapes de la procédure, l'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions mentionnées par l'arrêté de la CA2BM.

La mise à disposition au public du dossier d'enquête n'a soulevé aucune difficulté particulière.

Les conditions d'accueil en mairie de Wailly-Beaucamp ainsi que les moyens octroyés ont été très satisfaisants. La commissaire-enquêteur remercie le personnel et les élus de Wailly-Beaucamp pour leur disponibilité.

La coopération des services de la CA2BM a été optimale tant au niveau de la logistique, que sur le fond au niveau des échanges techniques indispensables au bon déroulement de la procédure d'enquête publique.

Le 14 novembre 2022

La commissaire-enquêteur



Sylvie CAYET

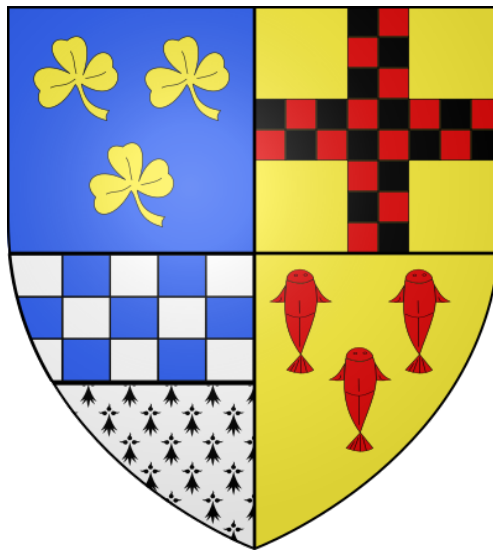
PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS CA2BM

ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



LES ANNEXES

Décision du Tribunal Administratif de Lille : EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022
Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

LES ANNEXES

Table des matières

A-LES DÉCISIONS.....	3
1-Décision du Tribunal Administratif	3
2-Décision de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois	4
B-MÉMOIRE EN RÉPONSE DE LA CA2BM	7
C-ANNONCES PRESSE & PUBLICITÉ.....	11
1-Site internet CA2BM.....	11
2-Affichage au siège de la CA2BM.....	11
3-Commune de Wailly-Beaucamp	12
4-Presse	14

A-LES DÉCISIONS

1-Décision du Tribunal Administratif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

08/07/2022

N° E22000085 /59

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire

CODE : 1

Vu, enregistrée le 04/07/2022, la lettre par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique comme ci-dessous détaillée :

Objet(s) : Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme.

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM).

Territoire(s) concerné(s) : Commune de Wailly Beaucamp.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-10 et R. 123-19 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Sylvie CAYET, retraitée de la fonction publique, est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) et à Madame Sylvie CAYET.

Fait à Lille, le 08/07/2022

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
L'adjoint administratif délégué



Le Président,
Christophe HERVOUET

2-Décision de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois



Numéro de l'acte	2022-35
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu le SCOT approuvé par délibération du syndicat mixte du Montreuillois en date du 30 janvier 2014 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Wailly Beaucamp en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Wailly Beaucamp en date du 18 juin 2010, 29 mars 2012, 20 juin 2013 et 22 septembre 2014 portant modification du Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2022-09 en date du 14 mars 2022 décidant de l'engagement de la procédure de modification de droit commun ;
- Vu les pièces du dossier de modification de PLU, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'à la commune concernée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 28 avril 2022 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la décision E22000085/59 en date 08 juillet 2022 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille désignant Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme afin notamment d'adapter des dispositions du règlement écrit et du règlement graphique ;

- Considérant que la chambre d'agriculture a émis un avis sans observation en date du 03 mai 2022, que le conseil départemental et le conseil régional n'émettent aucune remarque et que les autres retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables ;

- Considérant l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 28 juin 2022 ;

-Considérant l'avis favorable de la CDPENAF rendu en date du 12 juillet 2022 ;

ARRETE

Article 1 – Objet de l'enquête : Il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Article 2 – Publicité de l'arrêté de mise à enquête publique : Un avis d'enquête, portant l'ensemble des indications ci-dessus à la connaissance du public, sera publié en caractères apparents **quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il sera affiché à la mairie de Wailly Beaucamp, sur la D143E3 au niveau du site de concassage et au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois.

L'avis d'enquête sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la CA2BM (rubrique mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>).

Article 3 – Nom et qualités du commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Article 4 – Identité de la personne responsable du projet : Des informations pourront être demandées au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois situé à l'adresse suivante : A l'attention de Bruno COUSEIN, 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ou par téléphone au 03.21.06.66.66.

Article 5 – Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale : Le dossier a été soumis au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

Article 6 – Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement : Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis de non soumission à évaluation environnementale).

Article 7 – Consultation du dossier d'enquête publique et observations : Le public pourra consulter le dossier d'enquête et consigner ses observations, propositions sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 à 19h00.

Le public pourra également consulter les dossiers numériques sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>) et en mairie de Wailly-Beaucamp.

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise, 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Madame le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur2@ca2bm.fr du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, après modérations éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp).

Article 8 – Permanences du commissaire enquêteur : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Wailly Beaucamp pour recevoir ses observations écrites ou orales, les jours suivants :

- **Lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00**
- **Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00**
- **Mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00**
- **Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00**

Article 9 – Suites de l'enquête publique : A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Article 10 – Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 11 – Exécution du présent arrêté : Le présent arrêté sera transmis à :

- Madame le commissaire enquêteur,
- Madame le maire de Wailly Beaucamp,
- Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-Mer,

13/11/2022

- Et sera publié au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 22/08/2022

Le Président,


Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

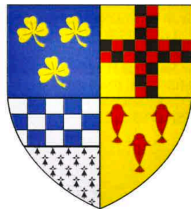
062-200069029-20220822-ARRETE2022-35-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 22/08/2022

B-MÉMOIRE EN RÉPONSE DE LA CA2BM

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS - CA2BM
ENQUETE PUBLIQUE MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



Décision du Tribunal Administratif de Lille :EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022
Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

Mémoire en réponse



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 1/10

Sommaire

PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC	4
A-CONTENU DU DOSSIER	4
A-1.AVIS FAVORABLES	4
OBS 01-R - Monsieur P. LOYER.....	4
OBS 02-R - Monsieur L. DELAYAYE.....	4
OBS 03-R - Madame MJ. BOMY	5
OBS 01-@ à 95-@ - Diverses contributions dont 55 proviennent d'acteurs économiques. .	5
A-2.AVIS DEFAVORABLES	6
OBS 05-R - Monsieur A. CHABOT	6
OBS 06-01-R - Monsieur JP.FONTAINE.....	6
A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES	6
OBS 04-01-R - M & Mme DUFLOS	6
OBS 04-02-R - M & Mme DUFLOS	6
OBS 06-02-R - Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 06-04-R - Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 07-R - Monsieur T. LEVELEUX	7
A-4. DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES	8
OBS 06-03-R - Monsieur Jean-Paul FONTAINE.....	8
B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR	8
B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN.....	8
B-2.EMPLACEMENTS RESERVES	8

AOBS



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp page 2/10

OBS 03-R - Madame MJ. BOMY

Le 30/09/2022

En qualité de salariée de la société MAILLARD apporte un avis favorable à la modification du PLU pour la plate-forme de recyclage de déchets inertes de la société MAILLART située au Mont Guillaïn sur les motifs suivants :

1. le territoire a besoin de cette plate-forme
2. nombre important de salariés
3. recyclage maîtrisé des déchets inertes captés à la source
4. économie circulaire (tri des inertes, optimisation en vue des MPS : matières premières secondaires
5. les critères des appels d'offres publics de ce secteur d'activité, se basent sur la part de recyclage prévu par l'entreprise et rendent celui-ci obligatoire en général.

La non continuité de cette activité entraînerait :

- un désastre économique pour l'entreprise avec des conséquences dramatiques pour l'ensemble du personnel
- un désastre écologique, ceci favoriserait les décharges sauvages. Aujourd'hui les déchets inertes sont captés à la source, puis triés, recyclés et valorisés en MPS.
- Protégeons nos ressources de matières premières.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette observation n'appelle pas de retour de la CA2BM.

OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont 55 proviennent d'acteurs économiques.

Entre le 11/10/22 et le 14/10/22.

Elles donnent un avis favorable à la modification des dispositions applicables à la zone N particulièrement au sous-secteur Na afin de permettre dans l'article N02, l'installation d'une activité de concassage existante, l'entreprise MAILLART, en créant un STECAL, qui sera nommé Nd. Les contributeurs souhaitent tous la poursuite de l'entreprise Maillard qui utilise le site de Wailly-Beaucamp comme une plateforme de recyclage qui réceptionne les déblais terreux, gravats et béton, les trie et concasse sur place afin de permettre leur réutilisation. Les arguments cités par les contributeurs mettent en valeur ces activités utiles qui valorisent l'environnement en luttant contre les dépôts de déchets sauvages et la pollution. La localisation du dépôt sur la côte d'Opale, son accessibilité sont également citées dans la mesure où elle s'inscrit dans un circuit court favorable à la neutralité carbone recherchée pour lutter contre les changements climatiques.

REPONSE DE LA CA2BM : Ces observations n'appellent pas de retour de la CA2BM.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp page 4/10

MEMOIRE EN REPONSE

Afin de faciliter la lecture des observations déposées au cours de l'enquête, celles-ci ont été codifiées et retranscrites de la façon suivante :

102 dépositions :

- 07 déposées dans le registre papier déposé à la mairie de Wailly Beaucamp
- 95 déposées par courrier électronique sur l'adresse commissaireenqueteur2@ca2bm.fr

Codification utilisée :

Numéro d'ordre de déposition propre à chaque mode de dépôt :

- R (registre papier) de 01 à 07
- @ (courriel) de 01 à 95

Cette distinction s'explique par l'homogénéité de contenu des courriers électroniques qui portent tous sur le même objet, à savoir la plate-forme de recyclage de l'entreprise Maillard.

A-CONTENU DU DOSSIER

A-1.AVIS FAVORABLES

OBS 01-R - Monsieur P. LOYER

Le 12/09/2022

Satisfait de la décision prise à l'article U06 sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette observation n'appelle pas de retour de la CA2BM.

OBS 02-R - Monsieur L. DELAYAYE

Le 28/09/2022

En qualité de gérant de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME et FONCIERE AUTHIE, constate sur la page 25/33 de la notice explicative, point VIII « Extension de la zone NC au niveau des carrières » que les parcelles ZC 25 & 26 sont bien classées en zone NC (secteur naturel à vocation d'exploitation de carrières) ce qui permettra la poursuite et le développement de son activité professionnelle.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette observation n'appelle pas de retour de la CA2BM.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp page 3/10

A-2.AVIS DEFAVORABLES

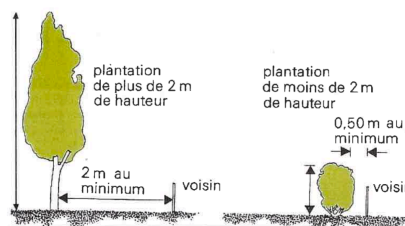
OBS 05-R - Monsieur A. CHABOT

Le 14/10/2022

A propos « de l'aspect extérieur : clôtures », point IX de la page 27 de la notice explicative, lorsque les habitations sont distantes de plus de 7 mètres de la frontière séparant les propriétés, les haies érigées en limites séparatives devraient pouvoir pousser librement sans limitation de hauteur, sauf accord entre les propriétaires concernés. En secteur naturel d'habitat, y-a-t-il lieu de contraindre la végétation ?

REPONSE DE LA CA2BM : Cette remarque ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp, les modifications des dispositions portant sur les clôtures des zones urbaines et celles des secteurs naturels d'habitat (zone Nh) soumis aux dispositions applicables à la zone N.

Nous tenons néanmoins à préciser l'origine des règles de hauteur des plantations en limite séparative. Les règles de hauteur énoncées dans le règlement se doivent d'être compatibles avec celles définies par l'article 671 du Code Civil (cf illustration).



Les plantations situées à l'intérieur des parcelles ne sont quant à elles pas réglementées.

OBS 06-01-R - Monsieur JP.FONTAINE

Le 14/10/2022

Emplacements réservés, ER 3 concerne la parcelle D303. La suppression de cette bande est demandée au motif que la commune n'a pas préempté sur l'attribution de la parcelle voisine construite D 421

REPONSE DE LA CA2BM : La suppression de l'emplacement réservé n°3 n'a pas été soulevé avant finalisation du dossier de modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp soumis à enquête publique.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp page 5/10

Or d'après la décision n°430244 du Conseil d'Etat en date du 17 mars 2021, "le projet de plan ne peut subir de modifications, entre la date de sa soumission à l'enquête publique et celle de son approbation, qu'à la double condition que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet et qu'elles procèdent de l'enquête". Ressort de cet extrait, le fait qu'il est certes possible de faire évoluer un projet de modification mais seulement si les changements envisagés ne sont pas trop substantiels et qu'ils portent sur des points **déjà annoncés au public** sans quoi il serait nécessaire de recommencer l'ensemble de la procédure.

La proposition de suppression de l'emplacement réservé n°3 ne peut donc être prise en compte dans le cadre de cette modification.

A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES

OBS 04-01-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que leur parcelle section A 102 A 103 classée actuellement en zone ZN (zone naturelle) soit classée en zone NH (secteur naturel d'habitat) au même titre que les parcelles numérotées 615 - 616 - 38 - 41 situées dans le même secteur. Cette modification leur permettra d'effectuer les travaux nécessaires à l'extension de leur maison qui date de la fin du XIXe siècle afin d'y habiter très prochainement.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUi-H de la CA2BM. Le zonage sera prochainement étudié dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme intercommunal. Nous avons enregistré votre demande mais ne pouvons vous assurer que nous y accèderons.

OBS 04-02-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que la parcelle 122, classée pour partie en zone A (agricole), soit reprise intégralement en zone A ainsi que la parcelle 128 située juste au dessus de la parcelle 122 et qui borde la route. Ce nouveau classement, des parcelles 122 et 128 en zone A permettra l'extension de l'exploitation agricole existante.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUi-H de la CA2BM. Le zonage sera prochainement étudié dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme intercommunal. Nous avons enregistré votre demande mais ne pouvons vous assurer que nous y accèderons.



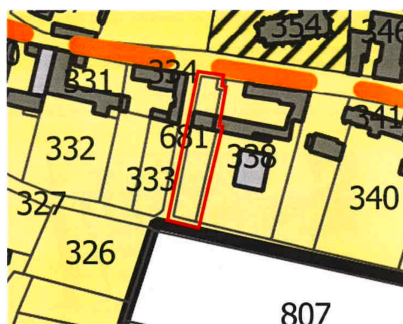
EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 6/10

Concernant les parcelles A 333, A 336 et A 331, suite à vérification, il s'avère que les parcelles 333 et 331 apparaissent bien sur le plan de zonage.



La parcelle A 336 n'est toutefois pas indiquée clairement quand bien même ses limites apparaissent sur le plan de zonage. L'étiquette comportant le numéro de parcelle a probablement connu un problème d'affichage pour des raisons de lisibilité du plan (le secteur concentre plusieurs étiquettes sur une zone restreinte). Le fond plan numéroté est issu des données cadastrales.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 8/10

OBS 06-02-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

L'emplacement réservé ER 4 concerne la parcelle 10. Le classement en zone U est demandé puisque les réseaux électriques et d'eau potable existent à proximité. L'élargissement en Zone A coûte moins cher qu'en zone U, à comparer avec ER 1 situé au centre du village et non desservi par le réseau de voirie.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUi-H de la CA2BM. Le zonage sera prochainement étudié dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme intercommunal. Nous avons enregistré votre demande mais ne pouvons vous assurer que nous y accèderons. Le zonage étant fortement dépendant des formes urbaines, des zonages environnementaux, des orientations politiques (peuplement) mais également de la législation qui tend à fortement limiter l'extension de l'urbanisation sur les espaces naturels, agricoles et forestiers, les ouvertures de zones à l'urbanisation seront donc peu nombreuses et réalisées de manière raisonnée.

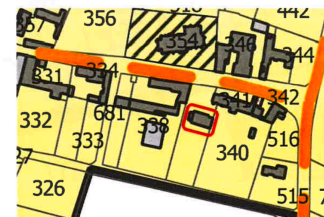
OBS 06-04-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

La correction des limites de plusieurs parcelles est demandée afin d'être en concordance avec le cadastre :

1. sur la parcelle A 339 : construction d'une maison en 1998
2. sur les parcelles 333 – 336 – 331 : indivision FONTAINE

REPONSE DE LA CA2BM : Concernant la parcelle A 339, une construction apparaît d'ores et déjà sur le plan de zonage (ici entourée en rouge). Il se semble donc pas y avoir d'erreur matérielle sur ce point.



B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN.

Le 28/09/2022, lors de la discussion avec la commissaire enquêteur, M DELAYAYE a fait observer que le nom de « Carrière VERMOLEN » repris en page 25 de la notice n'est pas exact, il s'agissait de la carrière VERMEULEN, nom d'un précédent exploitant. Cette carrière est exploitée actuellement par la SARL MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME dont il est le gérant.

QUESTION DE LA CE : Le changement de dénomination de la carrière est-il envisageable sur les documents d'urbanisme ?

REPONSE DE LA CA2BM : Il est possible de modifier le rapport de présentation page 25 afin de corriger cette erreur. Toutefois, cela ne modifie en rien le fond des modifications proposées dans la notice.

B-2.EMPLACEMENTS RESERVES

Les emplacements réservés ont suscité beaucoup d'interrogations, ils sont peu lisibles sur le plan modifié notamment l'ER1 et les numéros de parcelles concernées n'apparaissent pas clairement. La surface de ces emplacements est indiquée globalement.

QUESTION DE LA CE : Des précisions quant aux numéros de parcelles et la surface concernée pour chacune d'entre-elle pourraient-elles être apportées ?

REPONSE DE LA CA2BM : Nous préférons caractériser les emplacements réservés sans préciser les parcelles concernées, ces dernières étant susceptibles d'évoluer (division, fusion) quand les objets et les emprises des ER sont voués à demeurer dans le temps. Le code de l'urbanisme souligne la nécessité de préciser les bénéficiaires et l'objet de chaque emplacement réservé, ce qui est indiqué au sein du règlement graphique.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM
Conseiller Départemental du canton de Berck



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 10/14

C-ANNONCES PRESSE & PUBLICITÉ

1-Site internet CA2BM

Les procédures en cours - Comm x +

ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours

CA2BM
Communauté d'Agglomération


La CA2BM Services au public Urbanisme Développement du territoire

Vous trouverez ci-dessous : l'arrêté portant organisation de l'enquête publique et l'avis d'enquête publique

- Arrêté
- Avis

MODIFICATION DU PLU DE LA COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP

Une procédure de modification du PLU est en cours d'élaboration par la CA2BM.

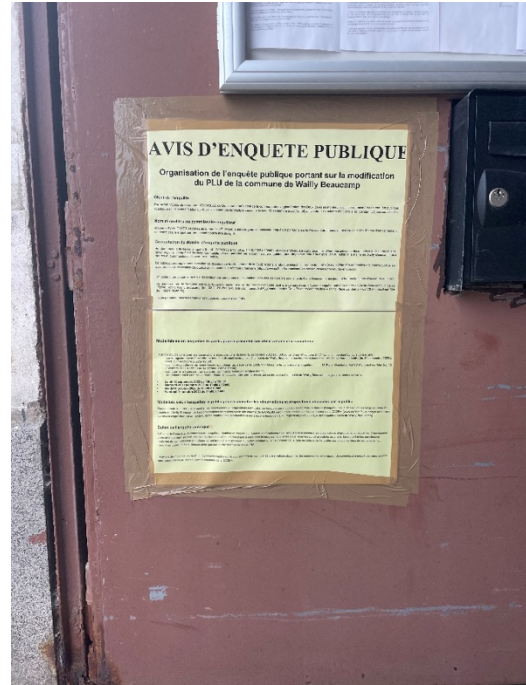


Le public est informé que par arrêté n° 2022-31 en date du 26 juillet 2022, le Président de la CA2BM a organisé une enquête publique qui se déroulera du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022

Vous trouverez ci-dessous : l'arrêté portant organisation de l'enquête publique et l'avis d'enquête publique

- Arrêté
- Avis
- Engagement de la procédure de modification

2-Affichage au siège de la CA2BM



3-Commune de Wailly-Beaucamp

▪ Réseau social communal



▪ Mairie de Wailly-Beaucamp



- D143 E3 à hauteur du site de concassage



- Extrait du flyer diffusé en toutes boîtes sur Wailly-Beaucamp



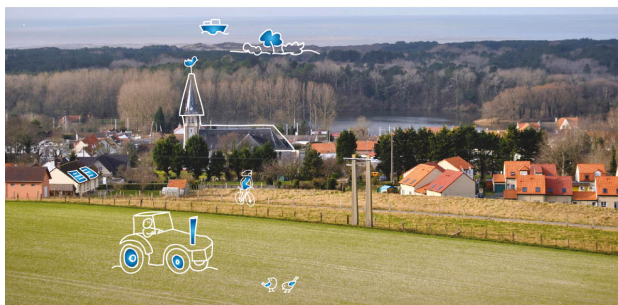
Commune de Wailly-Beaucamp
7 rue de l'Eglise
62170 WAILLY-BEAUCAMP
Tél : 03 21 81 28 05
wb62mairie@wanadoo.fr

INFORMATIONS MUNICIPALES – 12 AOÛT 2022

URBANISME :

Suite à la demande de procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme Communal, l'enquête publique commencera à partir du 12 septembre 2022. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, en Mairie :

- le lundi 12 septembre de 15h00 à 18h00
- le mercredi 28 septembre de 10h00 à 13h00
- le mardi 04 octobre de 10h00 à 13h00
- le vendredi 14 octobre de 14h00 à 17h00



- LA VOIX DU NORD MERCREDI 24 AOÛT 2022
- Carnets et avis 17
- LE CARNET
- Avis de décès
- BERCK SUR MER
- Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de
- Madame Yvette MARCOTTE**
née GREVET
veuve de Monsieur Jacques
MARCOTTE
- Rétirée de l'Institut CALOT
- névers le 14, le mardi 23 août 2022 dans sa 96^{ème} année.
- Vous desirez lui participer ou vous venir à son enterrement.
- Le décès aura lieu le mercredi 24 août 2022 à 10 heures.
Le vendredi 26 août 2022 à 10 heures, au cimetière Saint-Jean-Baptiste
de Berck-sur-Mer. Les personnes sans avis ne seront donc pas, dans la sphère familiale.
- L'officiant, en l'église à 10 heures.
- L'officiant, en l'église, tiendra lieu de condoléances.
- Du de la part de :
- Yvette MARCOTTE, sa fille,
- Jeanne BOUTILLIER, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- sa fille, sa fille, sa fille,
- Remerciements
- BERCK
- Des fleurs, une parole, une carte, un simple geste, votre présence...
Vous avez eu la délicatesse de lui dédicacer...
- Monsieur Max RIVET**
- Vous avez eu la délicatesse de lui dédicacer...
Monsieur RIVET, de SOUZA, son épouse,
Suzanne RIVET, Philippe RIVET, son fils, son fils,
Pauline RIVET et Fabienne QUENEC, son frère, sa belle-sœur,
et toute la famille.
- Messieurs Panchères et Salsas Fournelaires Rétirés
8 rue Henri Allard - 62600 BERCK sur MER - Tél :
03 21 49 02 32
- LÉGALES
- Tarification contentieux de l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités
de publication des annonces judiciaires et légales.
- LÉGALES
- Tarification contentieux de l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités
de publication des annonces judiciaires et légales.
- ANNONCES ADMINISTRATIVES
- ENQUÊTES PUBLIQUES
- COMMUNE DÉPARTEMENTALE
DES DEUX BAIES EN AGGLOMERATION
- AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
- Enquête publique sur la modification du PLU de la commune de France
- Objet de l'enquête
- Par arrêté en date du 16/09/2022, le Maire a présenté la Communauté d'Agglomération
des Deux Baies en Agglomération. Une enquête a été ouverte le 16/09/2022 à 10 heures
et se poursuivra jusqu'au 16/10/2022 à 10 heures.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- ENQUÊTES PUBLIQUES
- COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN AGGLOMERATION
- AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LA MODIFICATION DU PLU
DE LA COMMUNE DE FRANCE
- Objet de l'enquête
- Par arrêté en date du 16/09/2022, le Maire a présenté la Communauté d'Agglomération
des Deux Baies en Agglomération. Une enquête a été ouverte le 16/09/2022 à 10 heures
et se poursuivra jusqu'au 16/10/2022 à 10 heures.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et des associations qui souhaitent participer à la modification du PLU de la commune de France.
- La présente enquête a pour objet de recueillir les observations et propositions des
citoyens et

- [illegible]

LE CARNET

Avis de décès

BERCK SUR MER

Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de

Madame Yvette MARCOTTE

née GREVET
veuve de Monsieur Jacques
MARCOTTE

Retraite de l'Institut CALOT

survenu à Rue, le mardi 23 août 2022 dans sa 96^e année.

Vous êtes invités à participer ou à vous unir par la prière à la cérémonie des funérailles qui aura lieu, le vendredi 26 août 2022 à 10 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Berck-Ville. L'inhumation aura lieu au cimetière dudit lieu, dans la sépulture familiale.
Réunion à l'église à 10 heures.
L'offrande, en fin de cérémonie, tiendra lieu de condoléances.

De la part de :
Michèle MARCOTTE, sa fille,
Sébastien BOUTOILLE,
Linda BOUTOILLE,
ses petits-enfants,
ses arrière-petits-enfants,
Abel et Huguette GREVET-FROISSART, son frère et sa belle-sœur,
ses neveux et nièces,
toute la famille,
la direction, le personnel et les résidents du Bastion de Rue.

Dans l'attente des funérailles, Madame MARCOTTE repose aux salons funéraires des Pompes Funèbres LELEU, 308, rue de l'Impératrice à Berck-sur-Mer (62600). Les salons ont ouverts de 9 heures à 19 heures.

Vous pouvez imprimer ce faire-part et déposer vos condoléances sur le site www.pompes-funebres-leleu.com

Michèle MARCOTTE - rue Saint Roch - 62600 Berck-sur-Mer
Pompes Funèbres LELEU
308, rue de l'Impératrice - 62600 BERCK ☎ 03.21.09.13.63



LE PORTEL

Michel DESRIVIERRES †, son époux,
Éric et Stéphanie DESRIVIERRES-JOURDAIN,
Nathalie et Markus ETTERICH-DESRIVIERRES,
ses enfants,
Laurence et Sylvain, Anja, Nils, ses petits-enfants,
Éléonor, son arrière-petite-fille,
Jeanne RENAULT, sa belle-sœur,
ses neveux et nièces,
et toute la famille,
Marie-Pierre VIDAL, Monique et Martial RANDON,
ses amis dévoués,

ont la douleur de vous faire part du décès de

Françoise DESRIVIERRES

née RENAULT

survenu à Boulogne-sur-Mer, le 22 août 2022, dans sa 86^e année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 26 août 2022, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre Saint-Paul de Le Portel, où l'on se réunira.
L'offrande tiendra lieu de condoléances.

L'inhumation se fera dans le caveau de famille, au cimetière Ouest de Boulogne-sur-Mer (Capécure).

Ni plaques, ni objets, s'il vous plaît.

Dans l'attente de ses obsèques, Madame DESRIVIERRES repose aux salons funéraires des Pompes Funèbres Bette, 2 rue Mgr Haffreingue à Le Portel.

Vous pouvez laisser votre message de condoléances sur le site : www.pompes-funebres-bette.fr

Pompes Funèbres BETTE - Le Choix Funéraire
LE PORTEL - 2, rue Mgr-Haffreingue ☎ 03.21.31.99.18
OUTREAU - chemin de Berquen ☎ 03.21.91.92.00

Remerciements

BERCK

Des fleurs, une parole, une carte, un simple geste, votre présence...
Vous avez eu la délicatesse lors du décès de

Monsieur Max RIVET

de nous témoigner la part que vous preniez à notre peine. Nous en avons été très sincèrement touchés et nous tenons à vous exprimer nos vifs remerciements.

Madame Audrey RIVET - DE SOUZA, son épouse,
Sohame et Nathan, Philippine, Lyndre, ses enfants adorés,
Pascal RIVET et Fabienne GAVORY, son frère, sa belle-sœur,
et toute la famille.

Pompes Funèbres et Salons Funéraires Réséau
8 rue Henri Alquier - 62600 BERCK sur MER - Tél :
03.21.09.02.52

LÉGALES

Tarification conforme à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOIS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Enquête publique portant sur la modification du PLU de la commune de Frenco

Objet de l'enquête :
Par arrêté n°2022-35 en date du 19/07/2022, de Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Frenco du lundi 22 août 2022 au vendredi 23 septembre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur :
Monsieur Philippe MOUNIER, retraité de la Gendarmerie Nationale, a été désigné commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Pendant toute la durée de l'enquête, un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Frenco, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Frenco, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Frenco, 3 rue de l'Eglise - 62630 Frenco (tel : 03.21.66.71.64) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.
Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions :
Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 22 août 2022 au vendredi 23 septembre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Frenco aux heures et jours habituels d'ouverture au public ;
- par courriel via l'onglet du site de la CA2BM, dans la rubrique mise à disposition du public : www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-procedures/les-procedures-en-cours ;

- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Monsieur le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur@ca2bm.fr ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Frenco les jours et heures suivants :
• Lundi 22 août 2022 de 15h00 à 18h00
• jeudi 08 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
• jeudi 15 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
• Vendredi 23 septembre 2022 de 15h00 à 18h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public :
Les observations et propositions formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (annexé au registre et mis en ligne après modération du commissaire enquêteur). L'anonymat n'est pas possible dans ce mode de consignation des observations.

Suites de l'enquête publique :
À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.
Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

COMMENT RÉDIGER UN MESSAGE DE CONDOLÉANCES

Tout le monde peut bien entendu écrire un texte de condoléances. Il n'est pas obligatoire d'être proche de la famille : certaines connaissances ou amis lointains peuvent aussi vouloir apporter leur soutien. Retenez qu'il n'y a aucune règle, peu importe qui vous êtes et quelle était votre relation avec le défunt vous pouvez apporter votre soutien.



www.libramemoria.fr

ENQUÊTES PUBLIQUES

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DES DEUX BAIES EN MONTREUILLOISAVIS D'ENQUETE PUBLIQUE
ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR LA MODIFICATION DU PLU
DE LA COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Objet de l'enquête

Par arrêté n°2022-35 en date du 22/08/2022, de Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois, il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nom et qualités du commissaire enquêteur

Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Consultation du dossier d'enquête publique

Pendant toute la durée de l'enquête (Lundi 12/09/2022 à 15h00 au 14/10/2022 à 19h00), un dossier d'enquête comprenant les différentes pièces et documents relatifs au projet ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera déposé et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp, aux heures et jours habituels d'ouverture au public. Le public pourra également consulter les dossiers sur le site internet de la CA2BM dans la rubrique mise à disposition du public (www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-procedures/les-procedures-en-cours).

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise - 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.
Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions :
Le public pourra consigner ses observations et propositions du lundi 12 septembre 2022 (15h00) au vendredi 14 octobre 2022 inclus soit pendant 33 jours consécutifs :

- sur le registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition du public à la mairie de Wailly Beaucamp aux heures et jours habituels d'ouverture au public (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;
- par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM - Madame le commissaire enquêteur - 11-13 Place Gambetta - 62170 Montreuil-sur-Mer (du 12 septembre 2022 à 15h00 au 14 octobre 2022 à 19h00) ;

- par courriel à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur2@ca2bm.fr ;

- en rencontrant le commissaire enquêteur, à l'occasion des permanences qui se dérouleront en mairie de Wailly Beaucamp les jours et heures suivants :

- Lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
- Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00
- Mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00
- Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00

Modalités selon lesquelles le public pourra consulter les observations et propositions déposées par le public :
Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr) - rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, après modérations éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp).

Suites de l'enquête publique :
À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

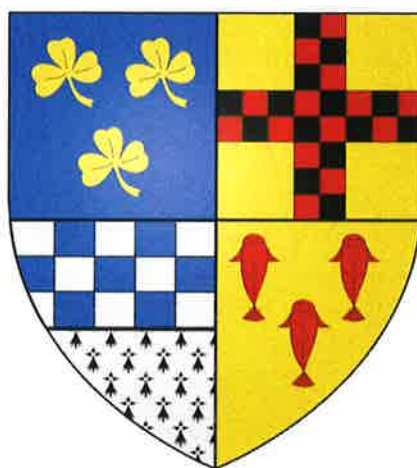
PREFECTURE DU PAS DE CALAIS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS - CA2BM

ENQUETE PUBLIQUE
MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



Décision du Tribunal Administratif de Lille :EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022

Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022

Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

Procès verbal des observations du public

La Commissaire Enquêteur Sylvie Cayet

Mise à jour le 21/10/22

A l'attention de
Monsieur le Président de la
Communauté d'Agglomération
des 2 baies en Montreuillois.

Objet : Procès verbal des observations du public

Monsieur le Président

Je vous prie de trouver ci-après les observations déposées par le public au cours de l'enquête décrite en page de garde. Ce document est complété par quelques questions personnelles découlant de l'étude du dossier.

Ce document est remis ce jour au service urbanisme de la collectivité.

Je vous remercie de bien vouloir apporter vos réponses et commentaires à la suite de chaque observation, dans un délai de quinze jours maximum, soit avant le 04/11/2022.

Le 21 octobre 2022
Sylvie CAYET



Sommaire

PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC	4
A-CONTENU DU DOSSIER	4
A-1.AVIS FAVORABLES	4
OBS 01-R - Monsieur P. LOYER.....	4
OBS 02-R – Monsieur L. DELAYAYE	4
OBS 03-R – Madame MJ. BOMY	5
OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont 55 proviennent d’acteurs économiques. .	5
A-2.AVIS DEFAVORABLES	6
OBS 05-R – Monsieur A. CHABOT	6
OBS 06-01-R – Monsieur JP.FONTAINE	6
A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES	6
OBS 04-01-R – M & Mme DUFLOS	6
OBS 04-02-R – M & Mme DUFLOS	6
OBS 06-02-R – Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 06-04-R – Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 07-R – Monsieur T . LEVELEUX	7
A-4. DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES	8
OBS 06-03-R – Monsieur Jean-Paul FONTAINE.....	8
B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR	8
B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN	8
B-2.EMPLACEMENTS RESERVES	8

PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC

Afin de faciliter la lecture des observations déposées au cours de l'enquête, celles-ci ont été codifiées et retranscrites de la façon suivante :

102 dépositions :

07 déposées dans le registre papier déposé à la mairie de Wailly Beaucamp

95 déposées par courrier électronique sur l'adresse commissaireenqueteur2@ca2bm.fr

Codification utilisée :

Numéro d'ordre de déposition propre à chaque mode de dépôt :

- R (registre papier) de 01 à 07
- @ (courriel) de 01 à 95

Cette distinction s'explique par l'homogénéité de contenu des courriers électroniques qui portent tous sur le même objet, à savoir la plate-forme de recyclage de l'entreprise Maillard.

A-CONTENU DU DOSSIER

A-1.AVIS FAVORABLES

OBS 01-R - Monsieur P. LOYER

Le 12/09/2022

Satisfait de la décision prise à l'article U06 sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 02-R – Monsieur L. DELAYAYE

Le 28/09/2022

En qualité de gérant de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME et FONCIERE AUTHIE, constate sur la page 25/33 de la notice explicative, point VIII « Extension de la zone NC au niveau des carrières » que les parcelles ZC 25 & 26 sont bien classées en zone NC (secteur naturel à vocation d'exploitation de carrières) ce qui permettra la poursuite et le développement de son activité professionnelle.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 03-R – Madame MJ. BOMY

Le 30/09/2022

En qualité de salariée de la société MAILLARD apporte un avis favorable à la modification du PLU pour la plate-forme de recyclage de déchets inertes de la société MAILLART située au Mont Guillain sur les motifs suivants :

1. le territoire a besoin de cette plate-forme
2. nombre important de salariés
3. recyclage maîtrisé des déchets inertes captés à la source
4. économie circulaire (tri des inertes, optimisation en vue des MPS : matières premières secondaires)
5. les critères des appels d'offres publics de ce secteur d'activité, se basent sur la part de recyclage prévu par l'entreprise et rendent celui-ci obligatoire en général.

La non continuité de cette activité entraînerait :

- un désastre économique pour l'entreprise avec des conséquences dramatiques pour l'ensemble du personnel
- un désastre écologique, ceci favoriserait les décharges sauvages. Aujourd'hui les déchets inertes sont captés à la source, puis triés, recyclés et valorisés en MPS.
- Protégeons nos ressources de matières premières.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont 55 proviennent d'acteurs économiques.

Entre le 11/10/22 et le 14/10/22.

Elles donnent un avis favorable à la modification des dispositions applicables à la zone N particulièrement au sous-secteur Na afin de permettre dans l'article N02, l'installation d'une activité de concassage existante, l'entreprise MAILLART, en créant un STECAL, qui sera nommé Nd.

Les contributeurs souhaitent tous la poursuite de l'entreprise Maillard qui utilise le site de Wailly-Beaucamp comme une plateforme de recyclage qui réceptionne les déblais terreux, gravats et béton, les trie et concasse sur place afin de permettre leur réutilisation. Les arguments cités par les contributeurs mettent en valeur ces activités utiles qui valorisent l'environnement en luttant contre le dépôts de déchets sauvages et la pollution. La localisation du dépôt sur la côte d'Opale, son accessibilité sont également citées dans la mesure où elle s'inscrit dans un circuit court favorable à la neutralité carbone recherchée pour lutter contre les changements climatiques.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

A-2.AVIS DEFAVORABLES

OBS 05-R – Monsieur A. CHABOT

Le 14/10/2022

A propos « de l'aspect extérieur : clôtures », point IX de la page 27 de la notice explicative, lorsque les habitations sont distantes de plus de 7 mètres de la frontière séparant les propriétés, les haies érigées en limites séparatives devraient pouvoir pousser librement sans limitation de hauteur, sauf accord entre les propriétaires concernés. En secteur naturel d'habitat, y-a-t-il lieu de contraindre la végétation ?-

REPONSE DE LA CA2B :

Mise à jour le 21/10/22

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 06-01-R – Monsieur JP.FONTAINE

Le 14/10/2022

Emplacements réservés, ER 3 concerne la parcelle D303. La suppression de cette bande est demandée au motif que la commune n'a pas préempté sur l'attribution de la parcelle voisine construite D 421

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES

OBS 04-01-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que leur parcelle section à 102 à 103 classée actuellement en zone ZN(zone naturelle) soit classée en zone NH (secteur naturel d'habitat) au même titre que les parcelles numérotées 615 - 616 - 38 - 41 situées dans le même secteur. Cette modification leur permettra d'effectuer les travaux nécessaires à l'extension de leur maison qui date de la fin du XIXe siècle afin d' y habiter très prochainement.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 04-02-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que la parcelle 122, classée pour partie en zone A (agricole), soit reprise intégralement en zone A ainsi que la parcelle 128 située juste au dessus de la parcelle 122 et qui borde la route. Ce nouveau classement, des parcelles 122 et 128 en zone A permettra l'extension de l'exploitation agricole existante.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 06-02-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

L'emplacement réservé ER 4 concerne la parcelle 10. Le classement en zone U est demandée puisque les réseaux électrique et d'eau potable existent à proximité. L'élargissement en Zone A coûte moins chère qu'en zone U, à comparer avec ER 1 situé au centre du village et non desservi par le réseau de voirie.

REPONSE DE LA CA2B :

Mise à jour le 21/10/22

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 06-04-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

La correction des limites de plusieurs parcelles est demandée afin d'être en concordance avec le cadastre :

1. sur la parcelle A 339 : construction d'une maison en 1998
2. sur les parcelles 333 – 336 – 331 : indivision FONTAINE

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

OBS 07-R – Monsieur T. LEVELEUX

Le 14/10/2022

Souhaite que la zone naturelle dans laquelle se situe sa parcelle 743 soit classée en zone constructible comme c'est le cas pour les parcelles situées autour de cette enclave naturelle au centre du village. D'autant que les parcelles de cette zone sont accessibles par le chemin des bois et qu'aucune flore, ni faune ne semble être à protéger sur ce secteur. -

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

A-4. DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES

OBS 06-03-R – Monsieur Jean-Paul FONTAINE

Le 14/10/2022

La suppression de la Zone AUE est demandée car elle a été déclarée illégale par la Cour d'Appel. La CA2BM a vendu au prix agricole ces terrains, (ZM 28, 29, 30, 31, 32) il y a peu de temps aux exploitants en place.

REPONSE DE LA CA2B :

COMMENTAIRES DE LA CE :

B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN.

Le 28/09/2022, lors de la discussion avec la commissaire enquêteur, M DELAYAYE a fait observer que le nom de « Carrière VERMOLEN » repris en page 25 de la notice n'est pas exact, il s'agissait de la carrière VERMEULEN, nom d'un précédent exploitant. Cette carrière est exploitée actuellement par la SARL MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME dont il est le gérant.

Mise à jour le 21/10/22

QUESTION DE LA CE : Le changement de dénomination de la carrière est-il envisageable sur les documents d'urbanisme?

REPONSE DE LA CA2B :

B-2.EMPLACEMENTS RESERVES

Les emplacements réservés ont suscité beaucoup d'interrogations, ils sont peu lisibles sur le plan modifié notamment l'ER1 et les numéros de parcelles concernées n'apparaissent pas clairement. La surface de ces emplacements est indiquée globalement.

QUESTION DE LA CE : Des précisions quant aux numéros de parcelles et la surface concernée pour chacune d'entre-elle pourraient-elles être apportées ?

REPONSE DE LA CA2B :

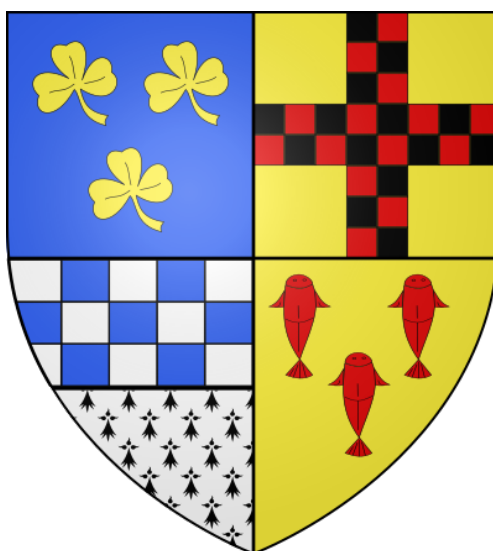
PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS CA2BM

ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



RAPPORT & MÉMOIRE EN RÉPONSE

Décision du Tribunal Administratif de Lille : EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022
Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

Table des matières

A-PRÉSENTATION GÉNÉRALE	3
1-Cadre général du projet	3
2-L'objet de l'enquête	3
3-Présentation succincte du projet	4
3.1-Deux activités économiques qui ont besoin que le PLU reflète la réalité de terrain.....	4
3.2-Les emplacements réservés (ER)	4
3.3-Les autres dispositions applicables aux zones urbaines	4
4-Liste des pièces présentes dans le dossier	5
4.1-Dossier ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE	5
4.2-Dossier ADMINISTRATIF.....	5
4.3 -Consultation des services	5
4.4 -Retour des services consultés	5
4.5- Dossier de MODIFICATION.....	6
B-ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE.....	6
1-Désignation de la commissaire-enquêteur	6
2-Arrêtés d'ouverture de l'enquête publique	6
3-Visites des lieux et réunions avec le porteur du projet	7
4-Mesures de publicité.....	7
C-DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE	8
1-Permanences réalisées	8
2-Contribution du public	9
3-PV des observations et mémoire en réponse.....	11
4-Conclusion du rapport.....	11

A-PRÉSENTATION GÉNÉRALE

1-Cadre général du projet

La commune de Wailly-Beaucamp est une des 46 communes de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) créée au 01/01/2017.

Située à 6 kilomètres de Montreuil, 15 km de Berck et 20 km du Touquet-Paris-Plage, sur le plateau entre la vallée de la Canche et celle de l'Authie, elle compte 1 029 habitants.

Cette proximité avec les villes de bord de mer présente un attrait pour les salariés du tourisme mais aussi pour les professionnels des secteurs sanitaire, social et hospitalier (Centre hospitalier de l'arrondissement de Montreuil à 5km, Fondation Opale, centre de rééducation Jacques Calvé, Institut Calot, Centre Hélios Marin à 12 KM, Hôpital Maritime de Berck 12 km) qui trouvent sur Wailly-Beaucamp des opportunités de logements accessibles financièrement. La sortie n° 25 de l'autoroute A16 très proche du village participe à sa croissance démographique constatée depuis 1999, + 32% (779 habitants en 1999).

Le territoire communal se divise en deux grandes zones, agricole et naturelle entourant la partie urbaine avec des activités économiques situées en périphérie.

L'importance des surfaces boisées comme les bois du Mouflet, de l'Église ou du Quesnoy donne un caractère très bucolique à la commune, bien que le sol essentiellement sableux soit depuis longtemps exploité par des carrières en périphérie qui représentent des sources d'emploi local qu'il convient de préserver.

La modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp initiée ici, par la CA2BM dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement de l'espace communautaire¹, souhaite donc accompagner le développement de la commune, préserver l'activité des carrières et se mettre en phase avec les orientations du PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Rural) qui visent à développer l'urbanisation multifonctionnelle à dominante d'habitat, conforter les activités économiques et mettre en valeur le cadre de vie et la préservation de l'environnement.

2-L'objet de l'enquête

La CA2BM, par un arrêté de son Président, a initié une procédure de modification de droit commun du document d'urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp, en cohérence avec l'élaboration parallèle du PLUi de l'agglomération, dont la réflexion a commencé en 2017. Le site de la CA2BM précise que le PLUi évolue en PLUi-H. afin d'inclure l'ensemble de la politique locale de l'habitat². L'établissement de ce document devrait prendre encore quelques années auprès des 46 communes de l'agglomération CA2BM. A noter que cette dernière résulte de la fusion de la Communauté de Communes du Montreuillois, (à laquelle était rattaché Wailly-Beaucamp), de la Communauté de Communes Opale Sud et de la Communauté de Communes Mer et Terres d'Opale.

Ainsi, la commune dispose d'un PLU, approuvé le 25 juillet 2007, modifié le 18 juin 2010, le 29 mars 2012 et le 20 juin 2013 qui a fait l'objet d'une modification simplifiée le 22 septembre 2014.

La modification envisagée porte le numéro 5. Elle régularise des oublis et erreurs de reports administratifs, afin de ne pas entraver la poursuite des activités économiques sur le territoire communal, se met en conformité avec les textes en cours, met en place des mesures pour protéger les déplacements des piétons dans la commune et s'ajuste aux réflexions menées dans le cadre de l'établissement du PLUi quant aux spécificités de construction qui visent à l'homogénéité de celles-ci sur le territoire. L'ensemble est assez disparate mais le projet se propose de mettre progressivement le PLU en adéquation avec les directives du décret relatif à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme du 01/01/2016.

¹ Font notamment partie de la compétence : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme et carte communale...

² parc public et privé, gestion du parc existant et des constructions nouvelles, populations spécifiques.

3-Présentation succincte du projet

La nécessité de procéder aux quelques ajustements du PLU concerne :

3.1-Deux activités économiques qui ont besoin que le PLU reflète la réalité de terrain.

-La première concerne l'exploitation de la carrière de sable et de graviers située sur la commune et exploitée par la SARL MATÉRIAUX SILICIEUX DE LA SOMME. Son précédent exploitant était CARRIÈRE VERMEULEN, (dénommée dans les documents d'urbanisme CARRIÈRE VERMOLEN).

A la suite du renouvellement d'autorisation d'exploitation de ladite carrière en 2021, il est apparu qu'il fallait mettre le PLU en conformité avec l'existant. L'arrêté préfectoral du 12 octobre 2006 portant autorisation d'exploitation de 3 parcelles sur le site, donc antérieur au PLU actuel, les classait en zone NC (secteur naturel à vocation d'exploitation de carrière). Mais le PLU de 2007 n'a repris qu'une seule parcelle en NC laissant les 2 autres en zone N (naturelle). La correction de cette erreur de retranscription permettra à l'entreprise de poursuivre son activité. L'enquête publique menée du 20/12/2021 au 20/01/2022 et du 14/02/2022 au 15/03/2022 a démontré que l'entreprise MATÉRIAUX SILICIEUX possède toutes les compétences pour mener à bien son activité.

-La seconde activité économique concernée est celle de l'entreprise MAILLARD qui gère déjà sur place une plateforme de recyclage de matériaux. Il s'agit là-aussi d'un problème de classification de zone, puisque l'emprise de son activité est classée en zone Na (secteur naturel d'équipements routiers) alors qu'il est admis que l'activité relève d'un STECAL à vocation de dépôt de matériaux sans toutefois bénéficier des dispositions spécifiques à l'activité de concassage. Ainsi, la création du sous-secteur Na avec un STECAL, qui sera nommé Nd permettra le développement de l'activité de concassage existante et autorisera les constructions nécessaires à cette activité. Cette modification a été validée par la Commission Départementale de la Prévention des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du 12/07/2022 qui précise, conformément à la proposition de la commune, que la densité de construction est limitée à 500 m² avec une hauteur maximale des constructions limitées à 12 m.

3.2-Les emplacements réservés (ER)

-La suppression des emplacements réservés actuels numéros 5 et 6, qui bien que décidée respectivement en 2013 et 2012 n'avait pas été réalisée dans le document graphique.

-La réduction partielle des ER n°1 à 4 afin de tenir compte des réalisations faites et des techniques de repérage sur le terrain de plus en plus précises.

-La création d'un emplacement réservé ER5 sur 520 m² situé dans le virage du chemin d'Airon afin de sécuriser les piétons et plus particulièrement les scolaires en zone urbaine.

3.3-Les autres dispositions applicables aux zones urbaines

-La précision, dans les articles concernant les aspects extérieurs (11), que les tuiles à aspect vernissé sont proscrites et que les panneaux photovoltaïques devront être d'aspect mat et intégrés à la toiture.

-L'autorisation d'implanter des antennes de téléphonie mais avec un recul, jusqu'à 30 mètres de la limite afin de réduire les nuisances visuelles et avec une hauteur maximale de 30 mètres

-La transformation des zones 1AU en zone U pour tenir compte des constructions déjà réalisées.

-L'apport de précision réglementaire : « ouverture à l'urbanisation possible de la zone 2AU uniquement par une procédure de révision du document (Loi ALUR) » : plan de zonage et règlement

-La prise en compte du niveau bas des nouvelles constructions lorsque le terrain est en pente

-L'apport d'information concernant la gestion des eaux pluviales et des eaux usées

-La réglementation des clôtures

-L'implantation des constructions vis-à-vis de la voie.

4-Liste des pièces présentes dans le dossier

Le dossier était disponible en 2 exemplaires dans la salle du Conseil municipal de la mairie mise à disposition du commissaire enquêteur, ainsi qu'un poste informatique sur lequel il était possible de consulter la version numérique du dossier sur le site de la CA2BM. Le site GEOPORTAIL était également accessible depuis ce poste. Les 2 versions étaient identiques et comportaient les documents suivants :

4.1-Dossier ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

- a. Arrêté de la C2BM 2022-35 du 22/08/2022, exécutoire au 22/08/2022 : Modalités de l'enquête publique relatives à la modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp
- b. Certificat d'affichage du Président de la C2BM de l'arrêté 2022-35 au 23/08/2022
- c. Certificat d'affichage de la Maire de Wailly-Beaucamp de l'arrêté 2022-35 au 23/08/2022
- d. Capture d'écran de la disponibilité du dossier sur le site de la C2BM
- e. Photos de l'affichage au siège de la C2BM
- f. Capture d'écran du réseau social de la commune de Wailly-Beaucamp informant la population du lancement de la procédure et des dates et horaires de présence du commissaire enquêteur
- g. Photos de l'affichage à la Mairie de Wailly-Beaucamp et sur la D143 E3, à hauteur du site de concassage
- h. Copie de la page 17 de la Voix du Nord du 24/08/2022, annonces légales avec l'Avis d'Enquête Publique
- i. Copie de la page 46 des Échos du Touquet, le Journal de Montreuil, Le réveil de Berck du 24/08/2022 avec l'Avis d'Enquête Publique.

4.2-Dossier ADMINISTRATIF

- j. Arrêté de la C2BM 2022-9 du 14 mars 2022, exécutoire au 16/03/2022 : Engagement de la procédure de modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp
- k. Certificat d'affichage du Président de la C2BM de l'arrêté 2022-9 au 17/03/2022
- l. Certificat d'affichage de la Maire de Wailly-Beaucamp de l'arrêté 2022-9 au 18/03/2022
- m. Copie de la Voix du Nord du 28/03/2022 page 20 pour l'engagement des procédures.

4.3 -Consultation des services

- n. Courrier du 26/04/2022 de la CA2BM à la commune de Wailly-Beaucamp : transmission du dossier et demande d'avis. AR 29/04
- o. Courrier du 26/04/2022 de la CA2BM aux PPA
- p. Courrier du 26/04/2022 à la DREAL Hauts de France sur la nécessité de réaliser une évaluation environnementale
- q. Courrier du 19/05/2022 à la CDPENAF, Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers : transmission du dossier et demande d'avis
- r. Réponse électronique du 12/05/2022 de la DREAL qui accuse réception
- s. Liste des PPA, Personnes Publiques Associées

4.4 -Retour des services consultés

Sur 17 PPA consultées, 5 ont émis une réponse :

- t. Courrier de la MRAe, Mission Régionale d'Autorité environnementale, n° GARANCE 2022-6219 : **la modification du PLU de Wailly-Beaucamp n'est pas soumise à l'évaluation environnementale.**
- u. Courrier de la Chambre d'agriculture du Nord-Pas de Calais du 03/05/2022 : **pas d'observations particulières**, sachant qu'un PLUI est en cours d'élaboration
- v. Courrier de la Région Hauts-de-France du 20/06/2022 : elle **n'interviendra pas** sur la modification du PLU de Wailly-Beaucamp et privilégie les Schémas de cohérence territoriaux.
- w. Courrier du Département du Pas-de-Calais du 09/06/2022 : **pas d'observation**
- x. Courrier de la Préfecture du Pas-de-Calais au titre de la CDPENAF du 13/06/2022 pour informer du passage en commission du dossier le 12/07/2022
- y. Compte-rendu de la CDPENAF du 12/07/2022 : **avis favorable**

4.5- Dossier de MODIFICATION

- z. Notice explicative, du projet de modification du PLU- 33 Pages
- aa. Annexes
 - i. Rapport de l'inspection des installations classées du 13/02/2006 relatif à la demande d'autorisation d'exploiter une carrière de sable et graviers sur le territoire de la commune de Wailly-Beaucamp déposée par VERMEULEN GRANULATS : Avis favorable -13 pages
 - ii. Détail de l'autorisation accordée - 21 pages
 - iii. Arrêté préfectoral du 30/11/2021 portant ouverture d'une enquête publique environnementale suite à la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et de graviers par la SARL MATÉRIAUX SILICIEUX DE LA SOMME - 5 pages
 - iv. Conclusions et avis du commissaire enquêteur chargée de l'enquête publique 22000011/59 de la demande de renouvellement de l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et de graviers par la SARL MATÉRIAUX SILICIEUX DE LA SOMME : Avis favorable -19 pages
- bb. Modification n°5 du PLU de Wailly-Beaucamp,
 - i. Projet de règlement graphique – 42 pages
 - ii. Règlement modifié - 42 pages
- cc. Modification N°5 du PLU de Wailly-Beaucamp
- dd. Plan de zonage au 25/07/2007 au 1/2000^{ème}
- ee. Plan de zonage au 25/07/2007 au 1/7500^{ème}
- ff. Plan de zonage modifié selon modification du PLU n° 5 en cours au 1/7500^{ème}

B-ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1-Désignation de la commissaire-enquêteur

Par décision du 08/07/2022 n° E22000085/59, Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille a désigné Madame Sylvie CAYET, retraitée de la fonction publique, demeurant dans le Pas-de-Calais en qualité de commissaire-enquêteur.

2-Arrêtés d'ouverture de l'enquête publique

Le projet se rapporte à la commune de Wailly-Beaucamp (62170), intégrée dans le territoire de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM)

L'arrêté de la C2BM 2022-9 du 14 mars 2022, exécutoire au 16/03/2022 a engagé la procédure de modification du PLU sur la commune.

L'arrêté de la C2BM 2022-35 du 22/08/2022, exécutoire au 22/08/2022 a défini les modalités de ladite l'enquête publique.

3-Visites des lieux et réunions avec le porteur du projet

La contribution publique a été définie d'un commun accord entre la Commissaire Enquêteur et Madame Véronique GRAILLOT, Maire de Wailly-Beaucamp, lors de la réunion qui s'est tenue en mairie le 21/07/2022 en présence de Messieurs Michel LOUVET et Césaire POCHET, adjoints au maire et de Madame Marion CIESIOLKA chargée du dossier à la CA2BM.

Par la suite plusieurs échanges téléphoniques et électroniques ont eu lieu entre la Direction Planification Urbaine-ADS-SIG de la CA2BM, Madame Marion CIESIOLKA, Madame Léa LAHOUSSE qui la remplace en cours d'enquête et Madame Sandrine QUINBETZ, directrice du service et la commissaire-enquêteur.

Le 13/07/2022 : contact téléphonique sur les modalités de l'enquête

Le 18/07/2022 : établissement du calendrier

Le 28/07/2022 : réception du 1^{er} projet d'arrêté

Les 01 & 02 /08/2022 : échanges sur le contenu de l'arrêté et notamment sur le respect de l'anonymat des futurs contributeurs

Le 19 /08/2022 : réception des projets du nouvel arrêté et des avis presse

Le 21/08/2022 : échanges téléphoniques à propos des documents reçus

Le 29/08/2022 : réception des parutions presse du 24 août 2022 et de l'arrêté portant organisation de l'EP

Le 12/09/2022 : échange avec Madame Marion CIESIOLKA avant l'ouverture de la première permanence à la mairie

Le 14/10/2022 : échange avec Madame Sandrine QUINBETZ après la clôture de la dernière permanence à la mairie

Le 21/10/2022 : transmission du PV de synthèse des observations à la CA2BM

Le 24/10/2022 : rencontre au siège de la CA2BM à Montreuil pour échanges sur les documents

Le 14/11/2022 : remise du mémoire en réponse et échanges sur le document à 9H30

La commissaire-enquêteur a parcouru la commune les 21/07/2022 et 12/09/2022 afin de s'imprégner du territoire.

4-Mesures de publicité

Les annonces presse ont été vérifiées, correctement formalisées, elles ont été publiées aux dates réglementaires. L'ensemble des mesures de publicité a été réalisé du 19 au 26 août 2022, soit au moins 15 jours avant le début de l'enquête :

-par la CA2BM : affichage des avis d'enquête au siège de la CA2BM, publication sur son site internet et annonces légales.

-par les services municipaux : affichage sur le territoire communal.

Un reportage photos des affichages a été inséré dans le dossier de l'enquête. Un contrôle de l'affichage de la publicité a été effectué par la commissaire enquêteur sur la commune de Wailly-Beaucamp le 12 septembre 2022.

La commune a également publié sur la page Facebook « Wailly-Beaucamp », le 19 août 2022, l'objet de l'enquête publique, sa date d'ouverture et les jours de permanence du Commissaire

Enquêteur. Elle a renforcé cette information auprès de sa population par la distribution en toutes boîtes d'un flyer.

La réception du flyer a été mentionnée par plusieurs personnes lors des permanences qui y ont vu l'opportunité de consulter les documents communaux en présence d'un tiers.

L'affichage de l'avis d'enquête a été réalisé au siège de la CA2BM, à la mairie de Wailly-Beaucamp ainsi qu'à proximité de la plateforme de concassage MAILLARD, située sur la D143 E 3. Cet affichage a renforcé l'intérêt de la clientèle et des contacts de la plateforme de recyclage de l'entreprise MAILLARD qui ont été nombreux (95 messages électroniques reçus) à manifester leur soutien à l'entreprise.

Le vendredi 14 octobre 2022 à 19h00, la commissaire enquêteur a clôturé le registre de Wailly-Beaucamp et a emporté le registre.

C-DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

1-Permanences réalisées

La commissaire-enquêteur a procédé le lundi 12 septembre 2022 à la mairie de Wailly-Beaucamp à la signature et aux paraphes de l'unique registre d'enquête, composé de feuillets non mobiles et de chacune des pièces d'un des deux dossiers mis à disposition du public au siège de l'enquête fixé à la mairie de Wailly-Beaucamp.

Conformément à l'article 7 de l'arrêté n°2022-35 du 22/08/2022 de la CA2BM, l'enquête s'est déroulée sur 33 jours consécutifs, du lundi 12 septembre 2022 à 15h au Vendredi 14 octobre 2022 à 19H.

Quatre permanences ont été organisées à la mairie de Wailly-Beaucamp :

- Le lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00
- Le mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00
- Le mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00
- Le vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00

Accès au dossier par le public, pendant toute la durée de l'enquête :

1. Le public a eu le choix de s'exprimer sur le dossier, sachant que la CA2BM n'a pas souhaité ouvrir de registre électronique:
 - Sur le registre déposé à la mairie de Wailly-Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.
 - Par correspondance à l'adresse : Madame le commissaire enquêteur -11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer
 - Par voie électronique à l'adresse :commissaireenqueteur@ca2bl.fr
2. l'ensemble des observations ou propositions du public a été consultable à la mairie de Wailly-Beaucamp ainsi que sur le site internet de l'agglomération :
 - rubrique : mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public>;
 - rubrique urbanisme: <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>.

Réunion publique

Il n'a pas été organisé de réunion publique car cette cinquième modification du PLU de la commune « n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement » ³.

2- Contribution du public

Permanence du lundi 12 septembre 2022 de 15 h à 18 h : échanges avec Madame Véronique GRAILLOT, maire de la commune de Wailly-Beaucamp et Marion CIESIOLKA chargée du dossier à la CA2BM.

Six personnes se sont présentées.

-Une agente immobilière, se renseigne sur les possibilités de construction d'un terrain mis en vente par son agence. Marion Ciesiolka, agent du service urbanisme de la CA2BM, présente à l'ouverture de la permanence la renseigne positivement et l'invite à remplir un certificat d'urbanisme B afin de faire valider le projet de son client. *-Pas d'inscription au registre-*

-Une dame vient se renseigner sur les possibilités de retirer une haie en front à rue pour la remplacer par une clôture pleine, elle va consulter les documents sur internet. *-Pas d'inscription au registre-*

-Un frère et une sœur, tous deux, « propriétaire-habitant » sur la commune s'étonnent que des emplacements réservés (ER3) soient maintenus le long d'une rue sur leur propriété, alors que les parcelles avoisinantes ne sont pas impactées. Ils pensaient qu'avec la modification du PLU, leur parcelle allait être rendue propre à l'urbanisation (ER4). *-Pas d'inscription au registre-*

-M & Mme Pascal LOYER, se renseignent sur la possibilité de construire un carport sur leur parcelle. La modification de l'article U06 sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, leur donnerait raison. Ils ont notifié au registre leur satisfaction. *-Inscription au registre-*

Permanence du mercredi 28 septembre 2022 de 10 h à 13 h : échanges avec Madame Véronique GRAILLOT, maire de la commune de Wailly-Beaucamp

Une personne s'est présentée.

-Le gérant de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME et FONCIERE AUTHIE, Monsieur Luc DELAYAYE constate que 2 parcelles qui étaient restées, à tort, en zone ZC lors du PLU de 2007 alors qu'elles étaient déjà exploitées seront classées en zone NC. L'autorisation d'étendre l'exploitation du site pourra ainsi lui être accordée par la Préfecture. *-Inscription au registre-* Il souhaiterait que le nom actuel de l'exploitant figure au PLU.

Permanence du mardi 04 octobre 2022 de 10 h à 13 h :

Deux personnes se sont présentées.

Une contribution inscrite au registre en date du 30/09/2022 à 14h45 de Madame Marie-Josée BOMY, salariée de la société MAILLARD qui apporte un avis favorable à la modification du PLU pour la plate-forme de recyclage de déchets inertes de la société MAILLART située au Mont Guillain sur les motifs suivants :

-M & Mme DUFLOS, souhaiteraient des modifications de zonage afin d'effectuer les travaux nécessaires à l'extension de leur maison qui date de la fin du XIXe siècle et étendre leur activité agricole. *-Inscription au registre-*

³ Mission Régionale d'Autorité Environnementale Hauts-de-France du 28 juin 2022.

Permanence du vendredi 14 octobre 2022 de 14 h à 19 h : elle s'est achevée sur un échange avec Madame Véronique GRAILLOT, maire de la commune de Wailly-Beaucamp et avec Madame Sandrine QUINBETZ, directrice de la Planification - ADS-SIG de la CA2BM

Neuf personnes se sont présentées.

M. Antoine CHABOT, à propos « de l'aspect extérieur : clôtures », *Inscription au registre.*

Le gérant de l'entreprise MAILLART et sa conjointe sont venus signaler leur satisfaction quant à la modification apportée au plan de zonage du secteur Na dédiés aux équipements routiers qui pourra désormais accueillir des activités de concassage avec la création d'un STECAL et du sous-secteur Nd. A noter que 94 partenaires, clients ou connaissances de l'entreprise MAILLART ont fait connaître par messages électroniques leur satisfaction de pouvoir continuer de travailler - *Pas d'inscription au registre-*

Un couple est venu consulter les modifications du PLU et s'assurer que leur parcelle n'était pas impactée. *Pas d'inscription au registre-*

M. Jean-Paul FONTAINE et son épouse ont fait des remarques sur les emplacements réservés et la zone AUE toujours présente au dossier. Ils souhaitent la mise en concordance de leur parcelle avec le cadastre. - *Inscription au registre-*

Un monsieur siégeant au SAGE- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux- a consulté les documents concernant l'évacuation des eaux de pluie. Il s'est étonné que les parcelles impactées par l'ER 1 (emplacement réservé 1) ne soient pas clairement identifiées. *Pas d'inscription au registre-*

M.Thierry LEVELEUX, souhaite que la zone naturelle dans laquelle se situe sa parcelle 743 soit classée en zone constructible. - *Inscription au registre, retranscrite par la Commissaire-enquêteur Sylvie Cayet, à la demande de M. LEVELEUX qui a oublié ses lunettes –*

Au total 102 dépositions ont été enregistrées : 07 déposées dans le registre papier déposé à la mairie de Wailly-Beaucamp et 95 déposées par courrier électronique, elles ont été codifiées suivant un numéro d'ordre de déposition propre à chaque mode de dépôt :

R (registre papier) de 01 à 07

@ (courriel) de 01 à 95

Cette distinction s'explique par l'homogénéité de contenu des courriers électroniques qui portent tous sur le même objet, à savoir un avis favorable à la plate-forme de recyclage de l'entreprise Maillard.

Codification du registre papier de Wailly-Beaucamp :

OBS 01-R - Monsieur P. LOYER

OBS 02-R – Monsieur L. DELAYAYE

OBS 03-R – Madame MJ. BOMY

OBS 04-01 & 02-R – M & Mme DUFLOS

OBS 05-R – Monsieur A. CHABOT

OBS 06-01, 02, 03 & 04-R – Monsieur JP.FONTAINE

OBS 07-R – Monsieur T. LEVELEUX

Répartis sur 11 thèmes repris ci-dessous.

Codification des observations reçues par messagerie électronique :

OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont la majorité proviennent d'acteurs économiques, et qui concernent un seul thème, AVIS FAVORABLE.

Elles font valoir l'intérêt de recycler les matériaux de constructions pour éviter les dépôts sauvages, favoriser l'économie circulaire et préserver l'environnement, la position géographique de l'entreprise,

sa bonne organisation et l'intérêt porté à la signalétique qui favorise les déplacements sur la côte d'Opale des divers entrepreneurs.

Les dépôts ont été ventilés par thème, certains concernaient en plusieurs :

THEMES	NOMBRE
AVIS FAVORABLES	98
AVIS DEFAVORABLES	02
DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES	05
DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES	01
TOTAL	106

3-PV des observations et mémoire en réponse

La commissaire-enquêteur a transmis, le 21/10/ 2022, le procès-verbal des observations à Madame Léa Lahousse (CA2BM).

Il a été complété par quelques questions de la commissaire-enquêteur.

Le 24/10/2022, échanges sur le contenu du document et vérification des 95 messages électroniques reçus.

Le 03/11/2022, transmission du mémoire en réponse par Madame Apolline COLOMBO, Assistante de direction Pôle Aménagement et Développement du Territoire (CA2BM) à la commissaire-enquêteur.

4-Conclusion du rapport

Sur l'ensemble des étapes de la procédure, l'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions mentionnées par l'arrêté de la CA2BM.

La mise à disposition au public du dossier d'enquête n'a soulevé aucune difficulté particulière.

Les conditions d'accueil en mairie de Wailly-Beaucamp ainsi que les moyens octroyés ont été très satisfaisants. La commissaire-enquêteur remercie le personnel et les élus de Wailly-Beaucamp pour leur disponibilité.

La coopération des services de la CA2BM a été optimale tant au niveau de la logistique, que sur le fond au niveau des échanges techniques indispensables au bon déroulement de la procédure d'enquête publique.

Le 14 novembre 2022

La commissaire-enquêteur



Sylvie CAYET

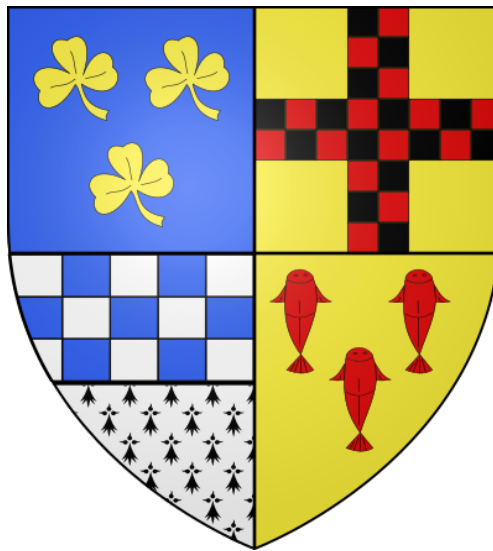
PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS CA2BM

ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



LES ANNEXES

Décision du Tribunal Administratif de Lille : EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022
Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

LES ANNEXES

Table des matières

A-LES DÉCISIONS.....	3
1-Décision du Tribunal Administratif	3
2-Décision de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois	4
B-MÉMOIRE EN RÉPONSE DE LA CA2BM	7
C-ANNONCES PRESSE & PUBLICITÉ.....	11
1-Site internet CA2BM.....	11
2-Affichage au siège de la CA2BM.....	11
3-Commune de Wailly-Beaucamp	12
4-Presse	14

A-LES DÉCISIONS

1-Décision du Tribunal Administratif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LILLE

08/07/2022

N° E22000085 /59

LE PRÉSIDENT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation commissaire

CODE : 1

Vu, enregistrée le 04/07/2022, la lettre par laquelle le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique comme ci-dessous détaillée :

Objet(s) : Modification de droit commun du Plan Local d'Urbanisme.

Maître d'ouvrage : Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM).

Territoire(s) concerné(s) : Commune de Wailly Beaucamp.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 123-10 et R. 123-19 ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Madame Sylvie CAYET, retraitée de la fonction publique, est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) et à Madame Sylvie CAYET.

Fait à Lille, le 08/07/2022

Pour expédition conforme,
Pour le greffier en chef,
L'adjoint administratif délégué



Le Président,
Christophe HERVOUET

2-Décision de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois



Numéro de l'acte	2022-35
Nature de l'acte	ARRETE
Matière de l'acte	2.1 Documents d'urbanisme

Objet : Arrêté portant organisation de l'enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp

Le Président de la communauté d'agglomération des 2 Baies en Montreuillois,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants et R.153-20 et suivants ;
- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants et R. 123-1 et suivants ;
- Vu le SCOT approuvé par délibération du syndicat mixte du Montreuillois en date du 30 janvier 2014 ;
- Vu l'arrêté Préfectoral du 31 août 2016 portant création au 1^{er} janvier 2017 de la Communauté d'agglomération des deux baies en montreuillois (CA2BM) issue de la fusion des communautés de communes du Montreuillois, Opale Sud et Mer et Terres d'Opale ;
- Vu l'arrêté Préfectoral complémentaire à l'arrêté portant création de la CA2BM en date du 30 novembre 2016 précisant que la communauté est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire (Plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) ;
- Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Wailly Beaucamp en date du 25 juillet 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu les délibérations du conseil municipal de la commune de Wailly Beaucamp en date du 18 juin 2010, 29 mars 2012, 20 juin 2013 et 22 septembre 2014 portant modification du Plan Local d'Urbanisme communal ;
- Vu l'avis favorable de la commission n°2 du 07 janvier 2021 ;
- Vu l'arrêté du Président n° 2022-09 en date du 14 mars 2022 décidant de l'engagement de la procédure de modification de droit commun ;
- Vu les pièces du dossier de modification de PLU, soumises à la mise à disposition, notifiées aux personnes publiques associées ainsi qu'à la commune concernée ;
- Vu la saisine de l'autorité environnementale en date du 28 avril 2022 sur le projet de modification du PLU communal ;
- Vu la décision E22000085/59 en date 08 juillet 2022 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Lille désignant Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, en qualité de commissaire enquêteur ;
- Considérant la nécessité de procéder à la modification du plan local d'urbanisme afin notamment d'adapter des dispositions du règlement écrit et du règlement graphique ;

- Considérant que la chambre d'agriculture a émis un avis sans observation en date du 03 mai 2022, que le conseil départemental et le conseil régional n'émettent aucune remarque et que les autres retours formulés par les personnes publiques associées sont réputés favorables ;

- Considérant l'avis de non soumission à évaluation environnementale rendu en date du 28 juin 2022 ;

-Considérant l'avis favorable de la CDPENAF rendu en date du 12 juillet 2022 ;

ARRETE

Article 1 – Objet de l'enquête : Il sera procédé à une enquête publique ayant pour objet la modification du PLU de la commune de Wailly Beaucamp du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Article 2 – Publicité de l'arrêté de mise à enquête publique : Un avis d'enquête, portant l'ensemble des indications ci-dessus à la connaissance du public, sera publié en caractères apparents **quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours** de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département du Pas-de-Calais.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés. Il sera affiché à la mairie de Wailly Beaucamp, sur la D143E3 au niveau du site de concassage et au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois.

L'avis d'enquête sera par ailleurs mis en ligne sur le site internet de la CA2BM (rubrique mise à disposition du public : <https://www.ca2bm.fr/la-ca2bm/les-documents-publics/les-avis-de-mise-a-disposition-du-public> ; rubrique urbanisme : <https://www.ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures-en-cours>).

Article 3 – Nom et qualités du commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET, retraitée de la Fonction Publique, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le Président du tribunal administratif de Lille. En cas d'empêchement, un commissaire enquêteur remplaçant pourra être désigné.

Article 4 – Identité de la personne responsable du projet : Des informations pourront être demandées au siège de la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois situé à l'adresse suivante : A l'attention de Bruno COUSEIN, 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer ou par téléphone au 03.21.06.66.66.

Article 5 – Evaluation environnementale, étude d'impact ou dossier d'information environnementale : Le dossier a été soumis au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

Article 6 – Avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement : Les éléments sont joints au dossier soumis à enquête publique (avis de non soumission à évaluation environnementale).

Article 7 – Consultation du dossier d'enquête publique et observations : Le public pourra consulter le dossier d'enquête et consigner ses observations, propositions sur le registre d'enquête, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, ouvert à cet effet au siège de l'enquête, désigné en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 à 19h00.

Le public pourra également consulter les dossiers numériques sur le site internet de la CA2BM (<https://www.ca2bm.fr>) et en mairie de Wailly-Beaucamp.

Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter les dossiers en mairie de Wailly Beaucamp, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

Pendant la durée de l'enquête publique, toute information relative au dossier d'enquête peut être demandée au siège de l'enquête, soit à la mairie de Wailly Beaucamp, 7 rue de l'Eglise, 62170 Wailly Beaucamp (tel : 03 21 81 28 05) ou à la Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois – 11-13 Place Gambetta – 62170 Montreuil-sur-Mer (tel : 03.21.06.66.66).

Toute personne pourra demander une copie du dossier à ses frais.

Le public pourra également adresser ses observations, propositions et contre-propositions écrites par correspondance au commissaire enquêteur, au siège de la CA2BM – Madame le commissaire enquêteur – 11-13 Place Gambetta -62170 Montreuil-sur-Mer ou à l'adresse mail suivante : commissaireenqueteur2@ca2bm.fr du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 inclus.

Pendant toute la durée de l'enquête, les observations et propositions formulées par le public seront consultables dans le dossier d'enquête, mis à disposition au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp). Les observations formulées sur le site internet de la CA2BM seront consultables sur le site internet de la CA2BM (www.ca2bm.fr – rubrique urbanisme ou mise à disposition) et annexées, après modérations éventuelles et dans les meilleurs délais, au registre déposé au siège de l'enquête (mairie de Wailly-Beaucamp).

Article 8 – Permanences du commissaire enquêteur : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Wailly Beaucamp pour recevoir ses observations écrites ou orales, les jours suivants :

- **Lundi 12 septembre 2022 de 15h00 à 18h00**
- **Mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00**
- **Mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00**
- **Vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00**

Article 9 – Suites de l'enquête publique : A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions recueillies. Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans tous les lieux de consultation du dossier au public cités ci-dessus ainsi que sur le site internet de la CA2BM.

Le projet de modification de PLU, éventuellement modifié pour prendre en compte les observations du public, les conclusions et le rapport du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au conseil communautaire de la CA2BM.

Article 10 – Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Président de la communauté d'agglomération des Deux Baies en Montreuillois dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint Hilaire - CS 62039- 59014 Lille Cedex) dans le délai de deux mois à compter de la date de publication du présent arrêté ou à compter de la réponse de la communauté si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 11 – Exécution du présent arrêté : Le présent arrêté sera transmis à :

- Madame le commissaire enquêteur,
- Madame le maire de Wailly Beaucamp,
- Monsieur le Sous-Préfet de Montreuil-sur-Mer,

13/11/2022

- Et sera publié au recueil des actes administratifs de la communauté d'agglomération.

Fait à Montreuil-sur-Mer,
Le 22/08/2022

Le Président,


Bruno COUSEIN

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

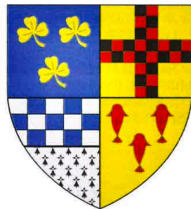
062-200069029-20220822-ARRETE2022-35-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet: 22/08/2022

B-MÉMOIRE EN RÉPONSE DE LA CA2BM

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS - CA2BM
ENQUETE PUBLIQUE MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



Décision du Tribunal Administratif de Lille :EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022
Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

Mémoire en réponse



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 1/10

Sommaire

PROCES VERBAL DES OBSERVATIONS DU PUBLIC	4
A-CONTENU DU DOSSIER	4
A-1.AVIS FAVORABLES	4
OBS 01-R - Monsieur P. LOYER.....	4
OBS 02-R - Monsieur L. DELAYAYE.....	4
OBS 03-R - Madame MJ. BOMY	5
OBS 01-@ à 95-@ - Diverses contributions dont 55 proviennent d'acteurs économiques. .	5
A-2.AVIS DEFAVORABLES	6
OBS 05-R - Monsieur A. CHABOT	6
OBS 06-01-R - Monsieur JP.FONTAINE.....	6
A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES	6
OBS 04-01-R - M & Mme DUFLOS	6
OBS 04-02-R - M & Mme DUFLOS	6
OBS 06-02-R - Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 06-04-R - Monsieur JP FONTAINE.....	7
OBS 07-R - Monsieur T. LEVELEUX	7
A-4. DEMANDE DE SUPPRESSION DE ZONES	8
OBS 06-03-R - Monsieur Jean-Paul FONTAINE.....	8
B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR	8
B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN.....	8
B-2.EMPLACEMENTS RESERVES	8

AOBS



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp page 2/10

OBS 03-R - Madame MJ. BOMY

Le 30/09/2022

En qualité de salariée de la société MAILLARD apporte un avis favorable à la modification du PLU pour la plate-forme de recyclage de déchets inertes de la société MAILLART située au Mont Guillain sur les motifs suivants :

1. le territoire a besoin de cette plate-forme
2. nombre important de salariés
3. recyclage maîtrisé des déchets inertes captés à la source
4. économie circulaire (tri des inertes, optimisation en vue des MPS : matières premières secondaires
5. les critères des appels d'offres publics de ce secteur d'activité, se basent sur la part de recyclage prévu par l'entreprise et rendent celui-ci obligatoire en général.

La non continuité de cette activité entraînerait :

- un désastre économique pour l'entreprise avec des conséquences dramatiques pour l'ensemble du personnel
- un désastre écologique, ceci favoriserait les décharges sauvages. Aujourd'hui les déchets inertes sont captés à la source, puis triés, recyclés et valorisés en MPS.
- Protégeons nos ressources de matières premières.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette observation n'appelle pas de retour de la CA2BM.

OBS 01-@ à 95-@- Diverses contributions dont 55 proviennent d'acteurs économiques.

Entre le 11/10/22 et le 14/10/22.

Elles donnent un avis favorable à la modification des dispositions applicables à la zone N particulièrement au sous-secteur Na afin de permettre dans l'article N02, l'installation d'une activité de concassage existante, l'entreprise MAILLART, en créant un STECAL, qui sera nommé Nd. Les contributeurs souhaitent tous la poursuite de l'entreprise Maillard qui utilise le site de Wailly-Beaucamp comme une plateforme de recyclage qui réceptionne les déblais terreux, gravats et béton, les trie et concasse sur place afin de permettre leur réutilisation. Les arguments cités par les contributeurs mettent en valeur ces activités utiles qui valorisent l'environnement en luttant contre les dépôts de déchets sauvages et la pollution. La localisation du dépôt sur la côte d'Opale, son accessibilité sont également citées dans la mesure où elle s'inscrit dans un circuit court favorable à la neutralité carbone recherchée pour lutter contre les changements climatiques.

REPONSE DE LA CA2BM : Ces observations n'appellent pas de retour de la CA2BM.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp page 4/10

MEMOIRE EN REPONSE

Afin de faciliter la lecture des observations déposées au cours de l'enquête, celles-ci ont été codifiées et retranscrites de la façon suivante :

102 dépositions :

07 déposées dans le registre papier déposé à la mairie de Wailly-Beaucamp

95 déposées par courrier électronique sur l'adresse commissaireenqueteur2@ca2bm.fr

Codification utilisée :

Numéro d'ordre de déposition propre à chaque mode de dépôt :

- R (registre papier) de 01 à 07
- @ (courriel) de 01 à 95

Cette distinction s'explique par l'homogénéité de contenu des courriers électroniques qui portent tous sur le même objet, à savoir la plate-forme de recyclage de l'entreprise Maillard.

A-CONTENU DU DOSSIER

A-1.AVIS FAVORABLES

OBS 01-R - Monsieur P. LOYER

Le 12/09/2022

Satisfait de la décision prise à l'article U06 sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette observation n'appelle pas de retour de la CA2BM.

OBS 02-R - Monsieur L. DELAYAYE

Le 28/09/2022

En qualité de gérant de la Société MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME et FONCIERE AUTHIE, constate sur la page 25/33 de la notice explicative, point VIII « Extension de la zone NC au niveau des carrières » que les parcelles ZC 25 & 26 sont bien classées en zone NC (secteur naturel à vocation d'exploitation de carrières) ce qui permettra la poursuite et le développement de son activité professionnelle.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette observation n'appelle pas de retour de la CA2BM.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp page 3/10

A-2.AVIS DEFAVORABLES

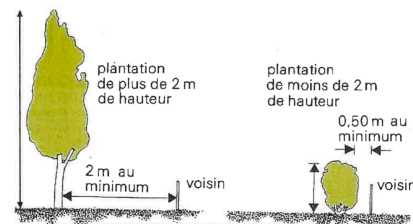
OBS 05-R - Monsieur A. CHABOT

Le 14/10/2022

A propos « de l'aspect extérieur : clôtures », point IX de la page 27 de la notice explicative, lorsque les habitations sont distantes de plus de 7 mètres de la frontière séparant les propriétés, les haies érigées en limites séparatives devraient pouvoir pousser librement sans limitation de hauteur, sauf accord entre les propriétaires concernés. En secteur naturel d'habitat, y-a-t-il lieu de contraindre la végétation ?

REPONSE DE LA CA2BM : Cette remarque ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp, les modifications des dispositions portant sur les clôtures des zones urbaines et celles des secteurs naturels d'habitat (zone Nh) soumis aux dispositions applicables à la zone N.

Nous tenons néanmoins à préciser l'origine des règles de hauteur des plantations en limite séparative. Les règles de hauteur énoncées dans le règlement se doivent d'être compatibles avec celles définies par l'article 671 du Code Civil (cf'illustration).



Les plantations situées à l'intérieur des parcelles ne sont quant à elles pas réglementées.

OBS 06-01-R - Monsieur JP.FONTAINE

Le 14/10/2022

Emplacements réservés, ER 3 concerne la parcelle D303. La suppression de cette bande est demandée au motif que la commune n'a pas préempté sur l'attribution de la parcelle voisine construite D 421

REPONSE DE LA CA2BM : La suppression de l'emplacement réservé n°3 n'a pas été soulevé avant finalisation du dossier de modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp soumis à enquête publique.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly-Beaucamp page 5/10

Or d'après la décision n°430244 du Conseil d'Etat en date du 17 mars 2021, "le projet de plan ne peut subir de modifications, entre la date de sa soumission à l'enquête publique et celle de son approbation, qu'à la double condition que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet et qu'elles procèdent de l'enquête". Ressort de cet extrait, le fait qu'il est certes possible de faire évoluer un projet de modification mais seulement si les changements envisagés ne sont pas trop substantiels et qu'ils portent sur des points **déjà annoncés au public** sans quoi il serait nécessaire de recommencer l'ensemble de la procédure.

La proposition de suppression de l'emplacement réservé n°3 ne peut donc être prise en compte dans le cadre de cette modification.

A-3. DEMANDE DE MODIFICATION DU CLASSEMENT DE PARCELLES

OBS 04-01-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que leur parcelle section A 102 A 103 classée actuellement en zone ZN (zone naturelle) soit classée en zone NH (secteur naturel d'habitat) au même titre que les parcelles numérotées 615 - 616 - 38 - 41 situées dans le même secteur. Cette modification leur permettra d'effectuer les travaux nécessaires à l'extension de leur maison qui date de la fin du XIXe siècle afin d'y habiter très prochainement.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUi-H de la CA2BM. Le zonage sera prochainement étudié dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme intercommunal. Nous avons enregistré votre demande mais ne pouvons vous assurer que nous y accèderons.

OBS 04-02-R – M & Mme DUFLOS

Le 04/10/2022

Souhaiteraient que la parcelle 122, classée pour partie en zone A (agricole), soit reprise intégralement en zone A ainsi que la parcelle 128 située juste au dessus de la parcelle 122 et qui borde la route. Ce nouveau classement, des parcelles 122 et 128 en zone A permettra l'extension de l'exploitation agricole existante.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUi-H de la CA2BM. Le zonage sera prochainement étudié dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme intercommunal. Nous avons enregistré votre demande mais ne pouvons vous assurer que nous y accèderons.



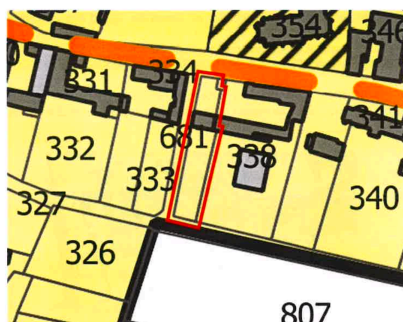
EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 6/10

Concernant les parcelles A 333, A 336 et A 331, suite à vérification, il s'avère que les parcelles 333 et 331 apparaissent bien sur le plan de zonage.



La parcelle A 336 n'est toutefois pas indiquée clairement quand bien même ses limites apparaissent sur le plan de zonage. L'étiquette comportant le numéro de parcelle a probablement connu un problème d'affichage pour des raisons de lisibilité du plan (le secteur concentre plusieurs étiquettes sur une zone restreinte). Le fond plan numéroté est issu des données cadastrales.



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 8/10

OBS 06-02-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

L'emplacement réservé ER 4 concerne la parcelle 10. Le classement en zone U est demandé puisque les réseaux électriques et d'eau potable existent à proximité. L'élargissement en Zone A coûte moins cher qu'en zone U, à comparer avec ER 1 situé au centre du village et non desservi par le réseau de voirie.

REPONSE DE LA CA2BM : Cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU de Wailly-Beaucamp. Elle pourrait toutefois être inscrite sur le registre PLUi-H de la CA2BM. Le zonage sera prochainement étudié dans le cadre de l'élaboration du document d'urbanisme intercommunal. Nous avons enregistré votre demande mais ne pouvons vous assurer que nous y accèderons. Le zonage étant fortement dépendant des formes urbaines, des zonages environnementaux, des orientations politiques (peuplement) mais également de la législation qui tend à fortement limiter l'extension de l'urbanisation sur les espaces naturels, agricoles et forestiers, les ouvertures de zones à l'urbanisation seront donc peu nombreuses et réalisées de manière raisonnée.

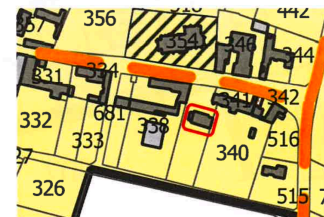
OBS 06-04-R – Monsieur JP FONTAINE

Le 14/10/2022

La correction des limites de plusieurs parcelles est demandée afin d'être en concordance avec le cadastre :

1. sur la parcelle A 339 : construction d'une maison en 1998
2. sur les parcelles 333 – 336 – 331 : indivision FONTAINE

REPONSE DE LA CA2BM : Concernant la parcelle A 339, une construction apparaît d'ores et déjà sur le plan de zonage (ici entourée en rouge). Il se semble donc pas y avoir d'erreur matérielle sur ce point.



B-QUESTIONS DE LA COMMISSAIRE ENQUETEUR

B-1.PROJET EXTENSION CARRIERE VERMOLEEN.

Le 28/09/2022, lors de la discussion avec la commissaire enquêteur, M DELAYAYE a fait observer que le nom de « Carrière VERMOLEN » repris en page 25 de la notice n'est pas exact, il s'agissait de la carrière VERMEULEN, nom d'un précédent exploitant. Cette carrière est exploitée actuellement par la SARL MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME dont il est le gérant.

QUESTION DE LA CE : Le changement de dénomination de la carrière est-il envisageable sur les documents d'urbanisme ?

REPONSE DE LA CA2BM : Il est possible de modifier le rapport de présentation page 25 afin de corriger cette erreur. Toutefois, cela ne modifie en rien le fond des modifications proposées dans la notice.

B-2.EMPLACEMENTS RESERVES

Les emplacements réservés ont suscité beaucoup d'interrogations, ils sont peu lisibles sur le plan modifié notamment l'ER1 et les numéros de parcelles concernées n'apparaissent pas clairement. La surface de ces emplacements est indiquée globalement.

QUESTION DE LA CE : Des précisions quant aux numéros de parcelles et la surface concernée pour chacune d'entre-elle pourraient-elles être apportées ?

REPONSE DE LA CA2BM : Nous préférons caractériser les emplacements réservés sans préciser les parcelles concernées, ces dernières étant susceptibles d'évoluer (division, fusion) quand les objets et les emprises des ER sont voués à demeurer dans le temps. Le code de l'urbanisme souligne la nécessité de préciser les bénéficiaires et l'objet de chaque emplacement réservé, ce qui est indiqué au sein du règlement graphique.

Bruno COUSEIN



Maire de Berck-sur-Mer
Président de la CA2BM
Conseiller Départemental du canton de Berck



EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Modification de droit commun du PLU de Wailly Beaucamp

page 10/14

C-ANNONCES PRESSE & PUBLICITÉ

1-Site internet CA2BM

Les procédures en cours - Comm x +

ca2bm.fr/urbanisme/les-procedures/les-procedures-en-cours

CA2BM
Communauté d'Agglomération


La CA2BM Services au public Urbanisme Développement du territoire

Vous trouverez ci-dessous : l'arrêté portant organisation de l'enquête publique et l'avis d'enquête publique

- Arrêté
- Avis

MODIFICATION DU PLU DE LA COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP

Une procédure de modification du PLU est en cours d'élaboration par la CA2BM.



Le public est informé que par arrêté n° 2022-31 en date du 26 juillet 2022, le Président de la CA2BM a organisé une enquête publique qui se déroulera du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022

Vous trouverez ci-dessous : l'arrêté portant organisation de l'enquête publique et l'avis d'enquête publique

- Arrêté
- Avis
- Engagement de la procédure de modification

2-Affichage au siège de la CA2BM



3-Commune de Wailly-Beaucamp

▪ Réseau social communal



▪ Mairie de Wailly-Beaucamp



- D143 E3 à hauteur du site de concassage



- Extrait du flyer diffusé en toutes boîtes sur Wailly-Beaucamp



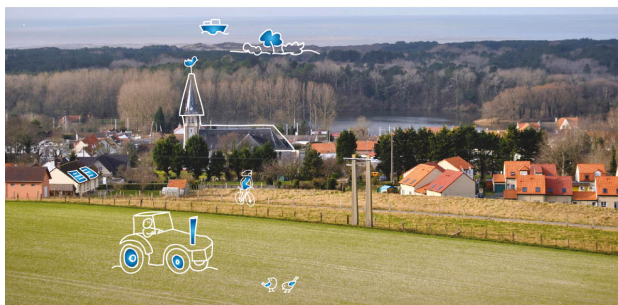
Commune de Wailly-Beaucamp
7 rue de l'Eglise
62170 WAILLY-BEAUCAMP
Tél : 03 21 81 28 05
wb62mairie@wanadoo.fr

INFORMATIONS MUNICIPALES – 12 AOÛT 2022

URBANISME :

Suite à la demande de procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme Communal, l'enquête publique commencera à partir du 12 septembre 2022. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, en Mairie :

- le lundi 12 septembre de 15h00 à 18h00
- le mercredi 28 septembre de 10h00 à 13h00
- le mardi 04 octobre de 10h00 à 13h00
- le vendredi 14 octobre de 14h00 à 17h00



- [illegible]

- [illegible]

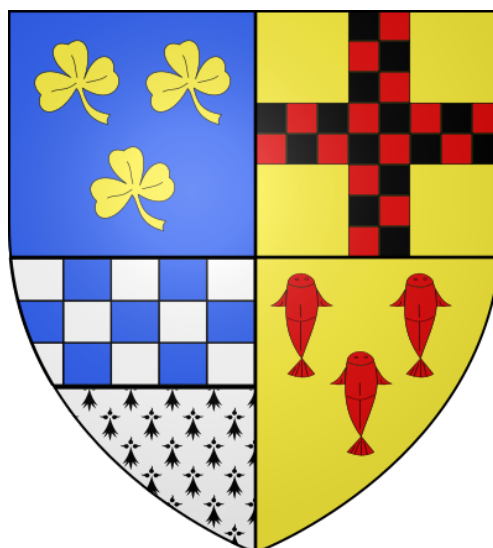
PRÉFECTURE DU PAS DE CALAIS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DES 2 BAIES EN MONTREUILLOIS CA2BM

ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

COMMUNE DE WAILLY BEAUCAMP

Du lundi 12 septembre 2022 au 14 octobre 2022 inclus, soit 33 jours consécutifs.



CONCLUSIONS & AVIS

Décision du Tribunal Administratif de Lille : EP N° E22000085/59 du 08 juillet 2022
Arrêté de la Communauté d'Agglomération des 2 baies en Montreuillois : n°2022-35 du 22 août 2022
Commissaire enquêteur : Madame Sylvie CAYET

CONCLUSIONS & AVIS

Table des matières

A-OBJET ET ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ENQUÊTE	3
1-Nature du projet	3
2-Les éléments de l'enquête.....	3
3-Le projet	4
3.1-Deux activités économiques qui ont besoin que le PLU reflète la réalité de terrain.....	4
3.2-L'actualisation des emplacements réservés (ER)	5
3.3-Les autres dispositions applicables aux zones urbaines.....	5
B-CONCLUSIONS MOTIVÉES.....	5
1-Les enjeux économiques.	5
2-Les enjeux dans la partie habitée de la commune.....	6
C-CONCLUSIONS GÉNÉRALES ET AVIS.....	7

A-OBJET ET ÉLÉMENTS ESSENTIELS DE L'ENQUÊTE

1-Nature du projet

Le projet soumis à enquête publique concerne une modification de droit commun du document d'urbanisme (PLU) de la commune de Wailly-Beaucamp. Adopté en 2007, il s'agit de sa cinquième modification mise en œuvre par la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) composée de 46 communes dont Wailly-Beaucamp, dans le cadre de sa compétence relative à l'aménagement de l'espace communautaire.¹

La modification du PLU vise à régulariser des oublis et erreurs de retranscriptions administratives afin de ne pas entraver la poursuite des activités économiques sur le territoire communal, de se mettre en conformité avec les textes en cours, d'actualiser les mesures visant à protéger les déplacements des piétons dans la commune et à s'ajuster aux réflexions menées dans le cadre de l'élaboration du PLUi-H² quant aux spécificités de construction destinées à leur homogénéisation sur le territoire. Par la diversité des thèmes concernés, le projet permet au PLU de la commune d'évoluer vers une meilleure compréhension des règles.

Comme l'a précisé la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Hauts-de-France dans son courrier du 28 juin la modification du PLU de la commune, n'étant pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine³, n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Situé dans l'arrondissement de Montreuil, au cœur d'une zone touristique, Wailly-Beaucamp, entend par la modification proposée, préserver les possibilités d'emploi dans la commune et le bien vivre pour ses 1 029 habitants, sachant que le territoire communal se divise en deux grandes zones, agricole et naturelle qui entourent la partie urbaine avec des activités économiques situées en périphérie. Ces objectifs sont conformes au Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de la commune.

2-Les éléments de l'enquête

Par arrêté n°2022-35 du 22/08/2022, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération des 2 Baies en Montreuillois (CA2BM) a défini les modalités de l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 12 septembre 2022 à 15h00 au vendredi 14 octobre 2022 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

Nommée par décision du 08/07/2022 n° E22000085/59 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille, j'ai tenu, en qualité de commissaire-enquêteur, 4 permanences en mairie de Wailly-Beaucamp, siège de l'enquête, le lundi 12 septembre

¹ Font notamment partie de la compétence : schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme et carte communale...

² Plan Local d'Urbanisme intercommunal fusionné avec le Programme Local de l'Habitat

³ au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement

2022 de 15h00 à 18h00, le mercredi 28 septembre 2022 de 10h00 à 13h00, le mardi 04 octobre 2022 de 10h00 à 13h00 et le vendredi 14 octobre 2022 de 14h00 à 19h00.

Le public pouvait également faire part de ses observations ou propositions par correspondance papier ou électronique.

L'enquête s'est déroulée conformément à l'arrêté de Monsieur le président de la CA2BM.

Cent deux dépositions ont été enregistrées, 07 sur l'unique registre papier déposé à la mairie de Wailly-Beaucamp et 95 par courrier électronique. Ces dernières concernaient exclusivement la poursuite et le développement d'une plate-forme de recyclage située en secteur Na, d'équipement routiers. Quant aux observations écrites, à part deux d'entre elles, en faveur du développement économique de la commune, elles traduisent la curiosité de la population envers les règles d'urbanisme. Il faut dire que la municipalité de Wailly-Beaucamp outre les formalités légales de publicité a distribué dans toutes les maisons de la commune un document annonçant la modification en cours du PLU ainsi que les dates de permanence de la commissaire-enquêteur.

3-Le projet

La nécessité de procéder à la modification du PLU concerne :

3.1-Deux activités économiques qui ont besoin que le PLU reflète la réalité de terrain.

La première concerne l'exploitation de la carrière de sable et de graviers dite « VERMOLEEN »⁴ et exploitée par la SARL MATÉRIAUX SILICIEUX DE LA SOMME dont la demande d'autorisation d'exploitation est suspendue à la mise en conformité du PLU avec l'existant et avec l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2006 qui autorisait l'exploitation des 3 parcelles du site. Le PLU de 2007 n'a repris qu'une seule parcelle en NC(exploitation de carrière) laissant les 2 autres en zone N (naturelle). La correction de cette erreur de retranscription permettra à l'entreprise de poursuivre son activité. L'enquête publique menée du 20/12/2021 au 20/01/2022 et du 14/02/2022 au 15/03/2022 a démontré que l'entreprise MATÉRIAUX SILICIEUX possède toutes les compétences pour mener à bien son activité.

La seconde activité économique est celle de l'entreprise MAILLARD qui gère déjà sur place une plateforme de recyclage de matériaux. Il s'agit là-aussi d'ajuster la classification de la zone occupée. En effet, l'emprise de l'activité actuelle est classée en zone Na (secteur naturel d'équipements routiers) ce qui permet déjà de déposer des matériaux. La création d'un STECAL permettra, dans le sous-secteur Nd, le développement de l'activité de concassage existante ainsi que les constructions nécessaires à cette activité. Cette modification a été validée par la Commission Départementale de la Prévention des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers du 12/07/2022. L'entreprise a reçu le soutien de 96 contributeurs, dont 95 par courriels, valorisant la localisation d'un dépôt de matériaux sur la côte d'Opale, son inscription au sein d'un circuit court favorable à la neutralité carbone recherchée pour lutter contre les changements climatiques.

⁴ Appellation reprise dans la notice explicative

3.2-L'actualisation des emplacements réservés (ER)

Les six ER destinés à faciliter la réalisation de projets d'intérêt général de la commune sont actualisés afin de tenir compte pour deux d'entre-eux de leur suppression décidée antérieurement et qui n'avait pas été réalisée dans le document graphique et pour les quatre autres des réalisations déjà faites et des techniques de repérage sur le terrain de plus en plus précises. À cela s'ajoute la création d'un nouvel ER, repris sous le n°5, pour sécuriser les piétons et plus particulièrement les scolaires en zone urbaine.

3.3-Les autres dispositions applicables aux zones urbaines

Elles viennent harmoniser le choix des matériaux pour les constructions, réglementer l'installation des antennes de téléphonie, éviter l'édification de clôtures trop opacifiantes et préciser les règles d'implantation de l'habitat en fonction de la topographie du terrain. Ces orientations sont déjà pressenties pour le futur PLUi-H.

D'autres modifications consistent à prendre en compte les dernières mesures légales, notamment la loi ALUR, comme la gestion des eaux pluviales et des eaux usées, l'implantation des constructions vis-à-vis de la voie ou leur réalisation, ce qui justifie un changement de zonage. Quant à l'ouverture à l'urbanisation possible de la zone 2AU dans le cadre d'une procédure de révision du PLU, elle ne vient que préciser la loi.

B-CONCLUSIONS MOTIVÉES

1-Les enjeux économiques.

La possibilité d'exprimer son opinion par courrier électronique a permis à 95 contributeurs de soutenir l'activité économique dans la commune et notamment celle de l'entreprise MAILLARD. Bien que l'utilité et la compétence de l'entreprise de soit pas remise en cause dans le projet présenté ici, ce soutien vient appuyer la nécessité de mettre en conformité les documents d'urbanisme avec la réalité du terrain afin que l'entreprise puisse continuer à exercer ses activités sans frein administratif.

Quant à la carrière de sable et de graviers dite « VERMOLEEN », la régularisation de zonage qui la concerne ne fait que corriger des erreurs de retranscription dans le PLU. L'entreprise pourra ainsi poursuivre ses activités dans une zone éloignée de toutes constructions.

RECOMMANDATION 01

Le nom de la carrière figurant dans la notice explicative étant mal orthographié « Carrière VERMOLEEN », nom d'un précédent exploitant et afin d'éviter toute incompréhension avenir sera-t-il possible d'utiliser la bonne orthographe « carrière VERMEULEN » ou celle de l'exploitant actuel la SARL MATERIAUX SILICEUX DE LA SOMME.

2-Les enjeux dans la partie habitée de la commune

La distribution d'un flyer informant la population de la tenue d'une enquête publique sur la modification du PLU communal a éveillé sa curiosité et a suscité des questions sur les possibilités de construction dans la commune, sur ses projets et son évolution.

Certaines doivent être considérées comme hors sujet vis-à-vis de l'objet strict de l'enquête, toutefois elles pourront trouver leur place dans la prochaine modification du PLU communal où dans la rédaction finale du PLUi-H.

Une grande partie du territoire communal étant classée en zone Naturelle ou en zone Agricole ce qui participe à l'attrait champêtre de la commune, il conviendrait d'observer chaque parcelle afin d'en faire une description précise au PLU.

Ainsi une maison répertoriée en zone Naturelle n'autorise pas les propriétaires à réaliser les travaux nécessaires à son habitation selon les normes de confort actuel. Un transfert en zone NH (naturel d'habitat) correspondrait à la réalité du terrain et participerait à son embellissement.

Il en va de même du classement de certaines parcelles qui se trouvent découpées en zone naturelle et agricole alors qu'un classement unique en zone agricole pourrait permettre l'extension d'exploitation agricole déjà implantée sur le site.

Les emplacements réservés ont suscité beaucoup d'interrogations, quant à leur lisibilité et leur utilité. Interrogée sur ces points la CA2BM a indiqué « caractériser les emplacements réservés sans préciser les parcelles concernées, ces dernières étant susceptibles d'évoluer (division, fusion) quand les objets et les emprises des ER sont voués à demeurer dans le temps ». Certes, l'identification des ER dans le règlement graphique était bien réalisée mais leur format n'en permettait pas toujours une compréhension facile.

A propos de l'utilité des ER 3 et 4, bien que cette demande ne concerne pas l'objet de la modification du PLU, la CA2BM « envisage de l'étudier dans le cadre du PLUi-H en cours d'élaboration, non sans avoir précisé que le zonage est fortement dépendant des formes urbaines, des zonages environnementaux, des orientations politiques (peuplement) mais également de la législation qui tend à fortement limiter l'extension de l'urbanisation sur les espaces naturels, agricoles et forestiers, les ouvertures de zones à l'urbanisation seront donc peu nombreuses et réalisées de manière raisonnée ».

RECOMMANDATION 02

J'encourage la CA2BM et la commune à examiner finement le zonage de la commune comme l'écriture en cours du PLUi-H lui en donne l'occasion. La possibilité de déposer en mairie des observations et remarques afin de construire le PLUi-H n'est pas assez connue de la population, une communication par flyer en toutes boîtes aux lettres pourrait utilement compléter l'information déjà existante sur le site de la CA2BM.

C-CONCLUSIONS GÉNÉRALES ET AVIS

La cinquième modification du PLU de la commune de Wailly-Beaucamp fait vivre un document créé en 2007 qui continue naturellement d'évoluer en même temps que la commune en accord avec son PADD, conformément à l'esprit du décret de 2016 relatif à la modernisation des documents d'urbanisme.

Le dossier présenté au public était de nature à l'informer de façon satisfaisante et la consultation publique a démontré son accessibilité en permettant une expression libre.

C'est pourquoi j'ai souhaité préciser certaines recommandations de nature à satisfaire les interrogations compréhensibles du public soucieux de préserver la qualité de son cadre de vie, alors que des enjeux touristiques et économiques peuvent inquiéter.

Au regard de ce qui précède et des éléments développés dans mes conclusions motivées, j'émet une AVIS FAVORABLE au projet de modification de droit commun n°5 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Wailly-Beaucamp tel que développé dans les documents du dossier d'enquête soumis à la contribution publique du 12 septembre au 14 octobre 2022 inclus.

Cet avis est assorti de 2 RECOMMANDATIONS explicitées dans ce document.

Le 14 novembre 2022

La commissaire-enquêteur
Sylvie CAYET

